



MONOGRAPHIE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES VILLES ÉDUCATRICES
2018

VILLE,
VIVRE ENSEMBLE
ET ÉDUCATION



VILLE, VIVRE ENSEMBLE ET ÉDUCATION

International Association of
Educating Cities
Association Internationale des
Villes Éducatrices
Asociación Internacional de
Ciudades Educadoras



Sommaire

4 **Éditorial**

Aina Tarabini

6 **Apprentissage de l'espace civique : conflit, praxis urbaine et justice coutumière**

Wendy Pullan

14 **Ville éducatrice et ville créative : des voies pour mieux vivre ensemble**

Gilles Lipovetsky

20 **L'éducation à la citoyenneté cosmopolite : soutenir les enseignants et les élèves à apprendre à vivre ensemble dans les moments difficiles**

Audrey Osler

28 **Des écoles ethniquement mixtes comme terreau fertile pour la tolérance : implications pour les gouvernements locaux**

Jan Germen Janmaat

**Manuela
Carmena**



36

**Mónica
Fein**



42

**Lee
Kyung-hoon**



48

**Petronella
Boonen**



56

67 **Projets intergénérationnels en Ville de Genève**

Esther Alder, Ville de Genève

71 **Une autre ville est possible**

Carme Fouces Díaz, Ville de Pontevedra

74 **Programme Ville de Paix : dialogue et action collective dans la construction de territoires du vivre ensemble**

Ligia Maria Daher Gonçalves, Ville de São Bernardo do Campo

79 **Construire une ville plus juste et plurielle : la Stratégie BCN anti-rumeurs comme politique publique**

Ville de Barcelone

84 **KAPS : Les colocations à projets solidaires**

Ville de Rennes

Éditorial

Le monde contemporain est marqué par de nombreux événements au niveau international qui présentent des indices préoccupants de fragmentation, d'isolement et de repliement social. La dramatique crise des réfugiés en Europe, l'arrivée à la présidence des États-Unis de Donald Trump, les attentats récents dans divers pays du monde ou les effets dévastateurs de la crise financière mondiale sur les niveaux de pauvreté et d'inégalité en sont quelques-uns des exemples les plus clairs. Cependant, on a vu fleurir récemment de nouveaux mouvements sociaux et citoyens, articulés dans et au travers de l'espace public non seulement pour protester face aux réductions des droits politiques, sociaux, économiques et culturels sinon aussi pour proposer de nouveaux modèles de vie plus inclusifs, plus cohérents et plus représentatifs. C'est en effet dans l'espace urbain que se joue la bataille pour le vivre ensemble et la cohésion sociale. Il s'agit d'une bataille qui vise l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la population et l'augmentation des niveaux d'inclusion sociale à partir du renforcement du sentiment d'appartenance de tous les citoyens à un projet commun.

L'objectif de cette publication, *Ville, Vivre ensemble et Éducation*, est précisément de mettre en évidence le rôle actif que jouent les villes, dans leur capacité d'agents éducateurs, pour le renforcement du vivre ensemble et de la cohésion sociale. Elle combine des articles de réflexion avec des entretiens et des expériences qui permettent de voir la multiplicité des manières à partir desquelles on peut avancer dans la construction de villes plus justes, plus cohésives et plus inclusives dans lesquelles tout le monde puisse se sentir représenté, respecté et écouté ; dans lesquelles tout le monde aurait un espace pour vivre et cohabiter avec dignité.

Le premier bloc recueille quatre articles qui abordent des thèmes clés du trinôme ville, vivre ensemble et éducation. En premier lieu, Wendy Pullan présente une réflexion sur l'importance des espaces urbains en tant que lieux de rencontre, d'interaction et de reconnaissance des *autres* ; comme des lieux marqués de manière inhérente par les conflits qui ouvrent la possibilité de travailler « de manière créative » en ce qui les concerne. De fait, c'est à partir de la reconnaissance des différences et du respect des autres que l'on peut commencer à travailler en commun, ce qui permet la rencontre de personnes différentes, au lieu de développer leur repliement dans des espaces fermés, non communiqués, où elles demeureraient invisibles les unes aux autres. En effet, en dernière instance, une ville n'est véritablement une ville que quand elle englobe la diversité. Et cette diversité doit être abordée dans la perspective de la justice sociale. Ensuite,

Gilles Lipovetsky argumente autour de l'éducation artistique et de la créativité comme voie pour le développement personnel et la cohésion sociale. La ville éducatrice et la ville créative sont, de fait, les deux côtés d'une même médaille. Comme le signale Lipovetsky, une des fonctions clés des villes éducatrices est l'inclusion sociale de tous ses membres, tout en améliorant leurs conditions de vie. Or, pour ce faire, l'art occupe un rôle central dans la mesure où il améliore la qualité de vie, non seulement d'un point de vue personnel sinon aussi, et surtout, collectif. Les articles d'Audrey Osler et de Jan Germe Janmaat, pour leur part, se centrent tout particulièrement sur les contextes scolaires comme autant d'espaces essentiels pour renforcer le vivre ensemble. Osler identifie trois aspects clés à traiter dans une éducation pour une citoyenneté cosmopolite : la « super-diversité » découlant des processus migratoires ; l'islamophobie et les nouvelles formes de racisme ; et ce qu'elle appelle la « sécurisation » de l'éducation ou, autrement dit, la tendance à placer la « sécurité » au-dessus des droits sociaux, aussi bien individuels que collectifs. L'école, selon Osler, articulée avec son contexte immédiat et épaulée par les administrations locales, doit être l'espace où l'on apprend le sens des droits humains et où l'on construit des solidarités à tous les niveaux et entre tous les agents éducatifs et sociaux. Janmaat, pour sa part, souligne l'importance des contextes scolaires ethniquement divers afin de promouvoir des attitudes et des pratiques visant l'inclusion, la tolérance et la cohésion sociale, et il développe diverses propositions pour lutter contre la ségrégation scolaire au travers de l'action des gouvernements locaux. Selon lui, en effet, les processus de ségrégation entre et à l'intérieur des écoles renforcent les inégalités sociales et sont à l'origine de contextes scolaires homogènes qui renforcent les stéréotypes, les distances entre les groupes sociaux et, en définitive, la possibilité de vivre et du vivre ensemble à partir de la diversité.

Le deuxième bloc recueille quatre entretiens de représentants politiques et sociaux ayant une très longue expérience du renforcement du vivre ensemble dans leurs villes respectives. La maire de Madrid, Manuela Carmena, nous parle des relations entre justice, liberté et sécurité, du contexte de violence urbaine, ainsi que de ses possibles causes et solutions. Parallèlement, elle met en relief l'importance de l'éducation et de la participation comme autant de voies permettant de faire émerger et de gérer les potentiels conflits sociaux, et de générer des attitudes de tolérance et d'acceptation des *autres*. La maire de Rosario, Mónica Fein, elle, réfléchit autour de l'importance de déployer des politiques visant à construire des villes

plus justes, plus équitables et plus solidaires, qui mettent en valeur la diversité. Selon elle, ces politiques doivent être développées à partir d'un axe double qui est à la base de tout processus du vivre ensemble : la participation citoyenne et le renforcement de ce qui est public. Les budgets participatifs, les assemblées d'habitants ou les expériences de gestion partagée entre l'État et la société civile en sont des exemples clairs. Le maire de Saha-Gu, Lee Kyung-hoon, quant à lui, met sur la table certaines stratégies qui sont développées dans sa ville pour améliorer les conditions de vie de la population la plus vulnérable et apporter une aide aux nombreuses familles multiculturelles, tout en favorisant l'intégration des femmes immigrées et de leurs enfants. Dans son article, il met clairement en évidence l'importance des stratégies multi-focus et multi-niveaux afin de renforcer les niveaux de cohésion de l'ensemble de la ville. Dans le cas de Saha-Gu, des centres de services communautaires intégraux, des projets d'aménagement urbain, des investissements stratégiques dans des projets artistiques et culturels ou le renforcement de l'éducation publique de qualité constituent la base pour créer une ville juste, sûre et heureuse, basée sur les sentiments de communauté et d'appartenance de tous et de toutes. Finalement, Petronella Boonen explique le sens de la justice restauratrice comme un modèle qui prétend dépasser la justice pénale traditionnelle, en passant de la logique du châtement à celle de la coopération. Dans la justice restauratrice, on part de l'assomption des responsabilités et de la reconnaissance mutuelle de toutes les parties impliquées pour passer à la réparation des dommages, à la restauration des liens et à la prévention des conflits futurs. Il s'agit, par conséquent, d'un modèle ayant un net versant éducatif, car il met en valeur des aspects clés tels que l'accompagnement, l'empathie ou l'écoute dans tout processus de résolution de conflits, qu'ils soient économiques, politiques, sociaux ou culturels.

Le dernier bloc de cette publication recueille cinq expériences menées à terme avec succès dans différentes villes dans le domaine du vivre ensemble et de la cohésion sociale. Les projets intergénérationnels de Genève visent à éviter le croissant isolement social de la population âgée, à prévenir les processus de discrimination par l'âge et à restaurer un pacte de solidarité entre les générations visant l'enrichissement réciproque entre jeunes et personnes âgées. L'expérience de Pontevedra offre un processus de transformation urbaine qui a pour but de redonner la ville à ses habitants, en les mettant au centre de la vie publique et en récupérant, ainsi, son âme comme espace du vivre ensemble et de la rencontre. Une ville donnant la priorité

aux piétons, propre, soignée, où l'on peut jouer dans les rues, qui développe la consommation de proximité et renforce les manifestations culturelles, festives et sociales dans l'espace public est une ville faite pour les gens, et qui leur appartient. L'expérience de São Bernardo do Campo présente, au travers de deux programmes d'action communautaire avec des jeunes et des femmes, un modèle de Ville de Paix où différents acteurs sociaux développent de manière participative des processus de prévention de la violence et de promotion d'une culture du vivre ensemble au travers du dialogue, de la responsabilisation et de l'échange. La stratégie anti-rumeurs de la ville de Barcelone est un excellent exemple de la manière de prévenir le racisme et la xénophobie en luttant contre deux de leurs principaux piliers : la méconnaissance et la peur. Ainsi, à partir d'un processus participatif et d'un travail en réseau avec le tissu associatif de la ville, on intervient pour sensibiliser et communiquer afin de démonter les rumeurs, les préjugés et les lieux communs sur la diversité culturelle, tout en prévenant les attitudes racistes et les pratiques discriminatoires, et en cheminant vers la construction d'un vivre ensemble interculturel cohésif. Enfin, l'expérience de la ville universitaire de Rennes présente le projet KAPS : des appartements partagés autour de pratiques solidaires. Il s'agit d'un projet qui offre aux jeunes la possibilité de partager un logement social dans un quartier d'attention prioritaire en échange de la réalisation d'un projet social avec les habitants visant au développement du vivre ensemble et de la solidarité. Il s'agit donc d'une stratégie pionnière qui met en évidence le fait que la collaboration entre les agents sociaux du territoire (administration locale, promoteurs de logements, étudiants, citoyens, etc.) est la base pour construire des ponts entre la population, développer des liens sociaux et améliorer la qualité de vie de tous.

En définitive, les contributions de cette publication permettent d'illustrer le fait que, dans un monde globalisé, multiculturel, de plus en plus urbanisé, où règne souvent l'individualisme, le consumérisme et l'isolement social et où ne cessent d'augmenter les inégalités sociales, renforcer les liens sociaux, le vivre ensemble et la cohésion constituent une tâche essentielle pour faire de la ville un véritable espace commun, de tous et pour tous, orienté par les principes de justice sociale.

Aina Tarabini

Professeure de Sociologie de l'Éducation à l'Université autonome de Barcelone et chercheuse du groupe Mondialisation, Éducation et Politiques sociales (GEPS)

Apprentissage de l'espace civique : conflit, praxis urbaine et justice coutumière*

Wendy Pullan

Professeure d'Études d'Architecture et d'Urbanisme, Université de Cambridge



Ces dernières années ont vu des citoyens affluer vers les centres villes afin de protester contre les abus et la violence, pour lutter pour de meilleures formes de justice et de démocratie, et pour faire voir et valoir leurs droits ainsi que leurs souhaits. Cependant, les gens sont arrivés avec des idées préconçues. Leur pensée était souvent renforcée par les immenses rassemblements de personnes partageant les mêmes idées. Toutefois, dans certains cas, on constate que plutôt que de les confirmer, elles ont modifié leurs opinions ; de nouvelles relations de même que de nouvelles valeurs se sont présentées et, parfois, de nouvelles alliances ont émergé en raison de la convergence des différents groupes dans les espaces de la ville.

Ces exigences de justice urbaine peuvent être interprétées de diverses manières, y compris des droits uniformes pour tous dans toute la ville. Une autre interprétation, et celle qui est pertinente pour la discussion que nous avons ici, est de savoir si certaines pratiques urbaines peuvent instiller des modes d'interaction humaine, entre chacun et dans les endroits utilisés, qui font la promotion des rencontres constructives, même si elles reflètent un climat de conflit et de désaccord.

William Connolly parle de telles possibilités comme d'une forme de respect, quand « la dimension au travers de laquelle les auto-limites sont reconnues et les connexions sont établies au travers des lignes de différence »¹. Dans ce bref essai, je voudrais suggérer qu'il y a des qualités positives se trouvant dans la praxis urbaine qui peuvent promouvoir cela, et pas nécessairement de manière

consciente mais plutôt comme un mode de vie qui est exigé par l'expérience quotidienne dans les espaces de la ville. Ce faisant, nous pouvons nous demander si les gens peuvent apprendre et bénéficier de participer à la vie urbaine afin de rendre la ville plus viable et plus juste. Dans quelle mesure peut-on parler de cela, en effet, comme de « l'éducation des villes » n'est pas tout à fait simple à décider ; néanmoins, il est clair que la confluence des personnes et des événements dans l'espace civique ouvre des possibilités d'interactions dynamiques ainsi que des perspectives, mais aussi une reconnaissance plus subtile, voire minimale, de l'autre. Ces expériences peuvent être positives ou négatives, mais quoi qu'il en soit, elles constituent un processus d'apprentissage qui ne se serait pas concrétisé dans des espaces privés plus limités.

Tahrir Square, Gezi Park, Place de la République sont devenus des synonymes de manifestations publiques au Caire, à Istanbul et à Paris. On a beaucoup écrit sur l'importance de la téléphonie mobile et des réseaux quant à la formation de ces événements sociaux, bien que des moyens efficaces de communication, d'occupation de l'espace urbain aient été tout aussi nécessaires et importants. Sans préjuger de la réussite ou de l'échec de ces mouvements populaires, « être sur la place » a été une manière d'établir la participation civique.

* Cet article est basé sur une version antérieure parue dans Saferworld, <http://www.saferworld.org.uk/news-and-views/blog-post/27-just-cities-the-role-of-public-space-and-everyday-life>.

1. William E. Connolly, *Identity/Difference: Democratic Negotiations of Political Paradox*, Minneapolis et Londres, University of Minnesota Press, 1991, XXVI. Connolly ne se réfère pas directement à l'espace dans son travail et il est davantage intéressé par ce qui a trait au rôle de la démocratie.

Manifestation dans le parc Gezi d'Istanbul, 2013 (Wiki Commons : WikiPicture).



Les places, les rues et les ruelles menant vers et depuis ces lieux constituent les terrains où les participants ont rencontré des gens d'horizons différents, d'ethnies et de races différentes, avec des opinions diverses, des revenus et des statuts eux aussi différents. Dans un monde de plus en plus contrôlé par la privatisation, où l'espace public est devenu moins fréquent et moins bien compris², les foules qui ont convergé vers ces centres urbains ont été un exemple rare et puissant de la participation citoyenne à l'action. En fait, l'importance de ces places civiques en tant que sites urbains pour la protestation a rapidement été transmise au-delà des espaces eux-mêmes : en 2011, lors de manifestations à Madrid, à la Puerta del Sol, des militants arboraient des pancartes portant « Place Tahrir » et une image du soleil, reliant les lieux urbains de manifestation afin de connecter leur perception des causes communes³.

Dans le cas de grands rassemblements où le but politique, social et/ou culturel et le changement reposent sur une interaction massive, les conditions spatiales ont eu un impact palpable. Dans le soulèvement de la capitale du Bahreïn, Manama, on a dit que des manifestants auraient transformé

par leur présence le rond-point Pearl en un « square », en forçant la circulation et les forces de sécurité à s'y rendre et à l'occuper⁴. Que cela ait constitué un effort de civilisation ou non dépend du point de vue politique de chacun. Toutefois, le square/rond-point est clairement devenu une destination et le lieu de la participation civique pendant une certaine période de temps⁵. Le conflit est inhérent à ces rassemblements urbains, parfois en les provoquant, parfois en émanant d'eux, mais toujours présent. Malgré quelques causes communes, on a vu à plusieurs reprises la ville impliquée en lui et avec lui.

Pour mieux comprendre la pensée qui se cache derrière une telle déclaration, je voudrais faire deux remarques qui caractérisent bon nombre de nos villes aujourd'hui⁶.

Tout d'abord, les conflits à travers le monde sont de plus en plus omniprésents et complexes. Selon les termes de Jean-Marie Guéhenno de l'International Crisis Group, les conflits sont plus « fragmentés »⁷. Rarement, les conflits actuels sont déclarés comme des guerres avec de clairs débuts et fins ; de plus en plus, ils prennent la forme de conflits prolongés avec des périodes intermittentes de violence et de paix

2. Il y a de nombreux témoignages de la diminution de l'espace public et, parallèlement, de notre changement d'attitude envers la sphère publique ; voir par exemple la chronique aujourd'hui classique de Richard Sennett, *The Fall of Public Man* (Cambridge: Cambridge University Press, 1977).

3. « Thousands of protesters occupy Puerta del Sol square in Madrid », *The Telegraph* ; <http://www.telegraph.co.uk/news/picturegalleries/worldnews/8525938/Thousands-of-protesters-occupy-Puerta-del-Sol-square-in-Madrid.html?image=1>

4. *Bahrain Observer* (2013), « The story of Bahrain's Pearl Roundabout », *Bahrain Observer*, 2 mars 2013 ; <http://www.bahrainobserver.com/en/page/761/The+Story+of+Bahrain's+Pearl+Roundabout.html>. Le *Bahrain Observer* est une source d'information de l'opposition. Le Pearl Roundabout attira les Bahreïnais aussi bien sunnites que chiïtes.

5. Peu après l'arrêt des manifestations, le rond-point fut détruit.

6. Discuté en détail dans : Wendy Pullan, « Violent infrastructures, places of conflict: Urban order in divided cities », in *The Sage Handbook of Urban Sociology: New approaches to the twenty-first century city*, eds., Ricky Burdett et Suzanne Hall, Londres, Sage, à venir en 2017.

7. Jean-Marie Guéhenno, « The World's Fragmenting Conflicts », <https://medium.com/the-future-of-conflict/the-world-s-fragmenting-conflicts-7d9c2eac98d6#ti6i0zm14>.

Manifestants au rond-point de la Perla, Manama, 2011
(source : Wiki Commons: <http://bahrain.viewbook.com/>)



Mural dans la rue Sandy, Belfast (source : Conflict in Cities)



relative. Nombre d'entre eux sont profondément ancrés dans les hostilités ethno-nationales et religieuses ainsi que dans les inégalités et les tensions entre les classes sociales.

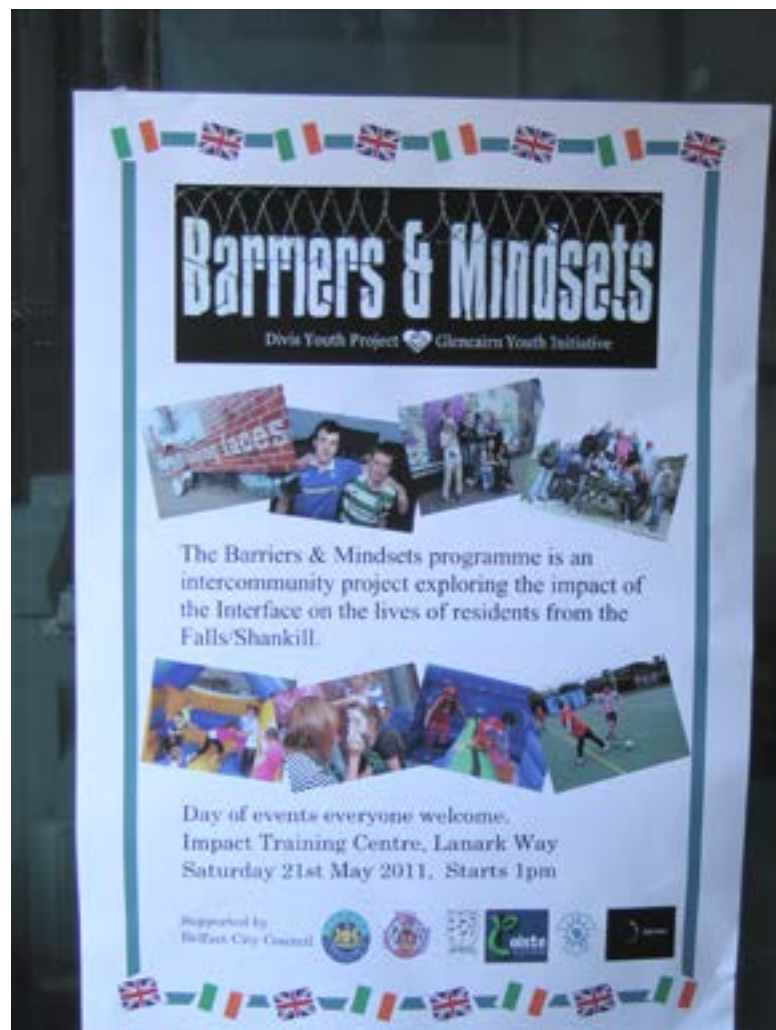
Deuxièmement, ces conflits se déroulent de plus en plus en milieu urbain ; un rapport datant de 2011 de la Banque mondiale note que « dans de nombreux cas, l'ampleur des violences urbaines peut éclipser celles de guerres ouvertes »⁸. Aujourd'hui, les villes sont devenues un prétexte à conflit. Les hostilités peuvent dériver de litiges nationaux ou transnationaux, mais ils se situent dans des villes comme Belfast, Bagdad ou Jérusalem. Les villes peuvent être ciblées comme le siège de Sarajevo pendant la guerre civile yougoslave ou les bombes-barils parrainées par l'État et larguées sur les villes syriennes. Mais les conflits peuvent également être issus de secteurs antagonistes de la population. Qu'ils soient générés par des forces extérieures ou intérieures, ou les deux, ces conflits représentent plus de fissures dans la continuité de la société urbaine.

Lors de l'examen des conflits ethno-nationaux et religieux, on trouve un haut niveau de longévité et d'incertitude qui s'avère résistant aux processus traditionnels de paix et de négociations politiques. Les solutions sont insaisissables et l'on doit tout simplement apprendre à vivre avec des niveaux relativement élevés de conflit. Une telle réalisation influe sur la place de la justice et le rôle des solutions juridiques. La distribution de la justice exclusivement par les canaux politiques et officiels peut-être insuffisante, biaisée ou inefficace. La raison de cela est que les conflits dans les villes concernent souvent les institutions de tous les jours ainsi que les pratiques qui font partie de la vie urbaine ordinaire. Ils traversent un monde banal qui est souvent très éloigné des procédures officielles et des décisions ; connaître les règles de son environnement immédiat, en étant correctement informé et habitué à la vie citadine peut faire la différence entre vivre comme un citoyen ou non. Les exemples de la vie quotidienne affectée par le conflit sont à la fois variés et omniprésents : des rues interdites dans la ville ; la domination du voisinage par des hommes forts ; les manifestations et les défilés réguliers et parfois violents ; les rues pleines de graffitis, de slogans et d'autres identificateurs ethniques ; ou bien des pratiques plus subtiles qui déterminent où l'on choisit de vivre, de travailler ou de faire ses courses. Dans les villes divisées du Moyen-Orient, les quartiers urbains sont de plus en plus associés à des groupes ethniques ou religieux particuliers ; dans certaines parties de Belfast, les Républicains et les Nationalistes peuvent être identifiés par le côté de la rue sur lequel ils marchent. Le choix personnel

est souvent absent ; l'exclusion est prédéterminée par la sécurité et l'identité politico-religieuse.

L'idée ancienne de *nomos*, comprise comme la loi et l'ordre juridique, a aussi un sens second et connexe de convention ou de coutume. La justice, ou l'absence de celle-ci, peut être présente au travers des pratiques en usage dans les activités quotidiennes. Cela a à voir avec la façon dont nous gérons nos interactions quotidiennes et les scénarios urbains qui déterminent où il existe des échanges humains et où il n'y en a pas. Il s'agit généralement d'un équilibre délicat. Peter Sloterdijk a noté que « plus de communication signifie, avant tout, plus de conflit ». Comprendre l'autre doit être complété par la tactique, en fait une sorte de « code de discrétion », de « quitter mutuellement la voie de l'autre »⁹ On peut le voir dans la description de Michel de Certeau des tactiques comme étant des « procédures qui gagnent en validité en ce qui concerne... les circonstances

Le programme « Barriers and Mindsets: learning about the other side » est mené dans le cadre de l'aménagement urbain à Belfast (source : Conflict in Cities).



8. Banque mondiale, *Violence in the City*, avril 2011, 11-12, <http://documents.worldbank.org/curated/en/2011/04/14831166/violence-city-understanding-supporting-community-responses-urban-violence>.

9. Peter Sloterdijk, cité dans Slavoj Žižek, *Violence. Six Sideways Reflections*, Londres, Profile Books, 2009, p. 50.

où l'instance précise d'une intervention se transforme en une situation favorable »¹⁰. Si cette situation tactique était tout simplement celle définie par le code de discrétion, la législation serait utile. Cependant, tout au long de la vie quotidienne dans des situations urbaines, de nombreux codes de comportement jouent un rôle et les compétences ainsi que la discrétion sont nécessaires pour naviguer dans l'ensemble de ce territoire complexe. Les protocoles se modifient et répondent à une multitude de forces puissantes et différentes. Si cela peut être satisfaisant quand la bonne volonté est présente, il est facile de voir comment une telle série délicate et complexe de bilans et de réactions se décompose en cas de problèmes ou de conflits. Une législation explicite aura un effet à certains niveaux, certes, mais la plupart des transactions sont enracinées dans les formes fondamentales et complexes de la praxis. Effectivement, elles existent dans l'ensemble de « ce que font les gens ». La législation doit être complétée par un engagement actif quant à la continuité de la praxis urbaine. Tout cela doit se trouver dans les espaces urbains.

La praxis s'appuie en partie sur l'activité humaine et l'interaction entre les gens ou, alternativement, leur capacité à s'ignorer les uns les autres. Mais elle est également tributaire de l'environnement, qui joue un rôle majeur dans la formation d'un lieu pour tous les événements. En d'autres termes, la praxis doit être localisée, et les coutumes se développent dans des contextes physiques. Dans les villes,

l'espace public, comme étant l'espace physique que divers personnes utilisent et partagent en quelque sorte, fournit des environnements critiques et, inhérente à cela, il existe une forme de connaissance ou de compréhension de ce qu'est l'endroit et du type de comportement qui doit être adopté. Évidemment, on peut choisir de s'y conformer ou non. Au fil du temps, on apprend à interagir avec les gens – dans les magasins, dans le bus, en marchant dans la rue – de façons qui varient énormément entre l'échange verbal intense et la reconnaissance quasi inexistante, proche de l'hostilité. La plus grande partie de tout cela provient d'une combinaison de l'activité et du lieu : la mauvaise humeur de deux personnes marchandant le même taxi sous une pluie battante à l'heure de pointe sera différente d'un petit rassemblement pour profiter d'amuseurs publics dans une rue commerçante.

L'arrière-plan de ces connaissances, et une grande partie de cette connaissance elle-même, sont absorbés et, nécessairement, une faible partie de ceux-ci est remarquée consciemment ; s'il fallait faire attention à chaque élément de la praxis urbaine qui constitue notre quotidien, nous serions inondés de détail au point de nous rendre inactifs. Dalibor Vesely a écrit à ce sujet qu'il s'agit d'un « monde

10. Michel de Certeau, « "Making Do": Uses and Tactics », in *The Practice of Everyday Life*, trad., S. Rendall, Berkeley et al., University of California Press, 1988, 29-44 (38).

Une petite place dans le quartier musulman de Jérusalem pendant une période de violence, et le même quartier un jour plus paisible (source : Conflict in Cities).



latent, devant être compris plus explicitement seulement dans certaines conditions »¹¹. Les conditions qui apportent la visibilité dans ce monde latent se posent très souvent parce que la ville est menacée, surtout dans des conditions où la praxis urbaine est altérée, comme dans les cas de violence trop importante ou prolongée. Les gestes quotidiens contribuent à la continuité de la vie urbaine et si les villes sont vidées de leurs propres possibilités banales – par le biais, par exemple, de la planification urbaine intensive, des effets limitatifs de la privatisation croissante, des restrictions déraisonnables d'excès de zèle de la sûreté, ou de dommages causés par les violences graves – ils seront encore plus faibles. Ce sont les conditions que doivent apprendre à reconnaître les autorités urbaines ainsi que les citoyens ordinaires. Par ailleurs, le référentiel potentiellement infini d'activités de tous les jours – que nous appelons la ville – peut aider à sensibiliser ses habitants. La plupart du temps, cet apprentissage contribue à favoriser des situations urbaines dans lesquelles nous sommes capables de vivre ensemble à un niveau raisonnable de coexistence. Au mieux, ces manières apprises de nous comporter dans la ville nous permettent de partager les riches possibilités qu'une ville a à offrir ou, au moins, la tactique pour s'éviter les uns

les autres. Mais, parfois, ces interactions et les réponses peuvent injustement réprimer ou nuire à certains habitants, en créant des conditions d'inégalité et d'hostilité.

Les villes ont été construites sur les lignes de fracture de la culture, formées au cours des siècles par des lieux de commerce et d'échange, à la confluence d'individus et de groupes qui y viennent à des fins religieuses, des sites pour faire des proclamations, prononcer des jugements et construire de grandes structures. Elles sont par nature des lieux de la différence, et alors que les avantages de la pluralité peuvent être débattus, en fin de compte, une ville est seulement une ville lorsqu'elle englobe la diversité¹². Pour revenir à la déclaration de Sloterdijk, la diversité, que ce soit à une grande ou à une petite échelle, peut être une recette pour le conflit. Habituellement, l'espace public urbain reflète son environnement urbain et est par nature divers, souvent conflictuel et parfois contesté. Nombre de nos plus importantes institutions urbaines sont fondées sur les relations conflictuelles – les parlements, les tribunaux judiciaires, les chambres de débats. Le débat et le désaccord sont aussi traditionnellement intervenus dans d'autres organes moins officiels – les marchés, les cafés, les théâtres, les manifestations et les protestations. Dans l'ensemble de

11. Dalibor Vesely, *Architecture in the Age of Divided Representation. The Question of Creativity in the Shadow of Production*, Cambridge MA et Londres, MIT Press, 2004, p. 83.

12. Wendy Pullan et Britt Baillie, « Introduction », in *Locating Urban Conflicts: Ethnicity, Nationalism, Everyday Life*, W. Pullan, B. Baillie, eds., Basingstoke et New York, Palgrave Macmillan, 2013, 1-13 (3).



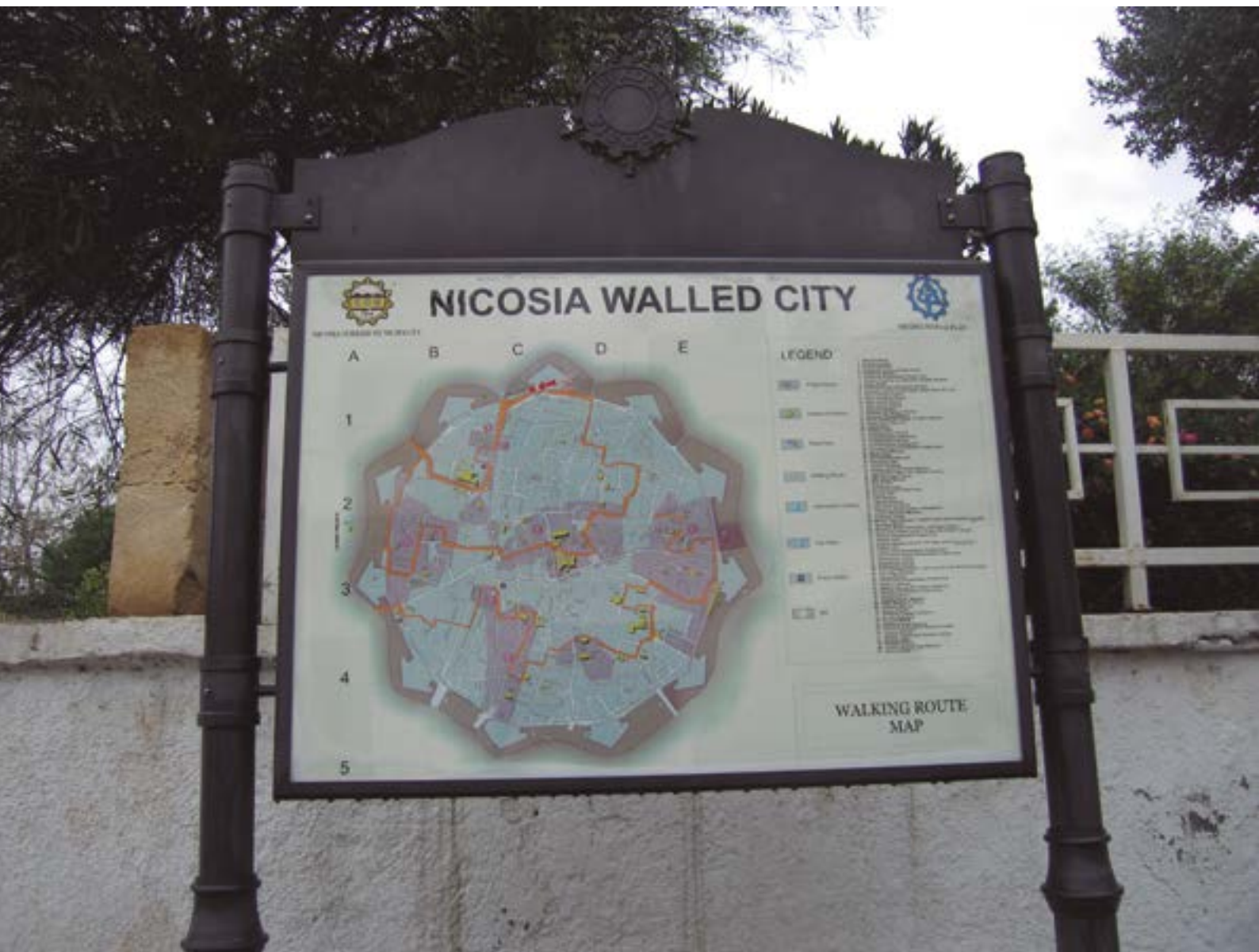
ceux-ci, aucun accord absolu n'est normalement attendu. Ils agissent plutôt comme un moyen d'aller de l'avant, avec la différence et même le conflit faisant partie de la culture, et étant incorporés dans la vie quotidienne. Ces institutions sont physiquement situées dans les villes et, effectivement, les relations conflictuelles deviennent parties intégrantes de la topographie urbaine.

Toutefois, lorsque les conflits importants apparaissent, on voit des changements dans les villes, en particulier dans l'espace public. Les gens ont tendance à s'enfermer dans leurs propres quartiers et leurs propres communautés où ils n'ont pas à composer avec « l'autre ». Si la violence se développe, les populations mixtes prennent peur de l'autre et la vie quotidienne, avec toutes ses coutumes et ses protocoles ordinaires, est tronquée. Avant tout, l'espace public devient un endroit multirisque. Les lieux publics

et les installations – comme les marchés et les centres commerciaux, les gares et les arrêts de bus, les rues et les places fréquentées – peuvent devenir des aimants pour la violence et, par conséquent, ils sont fermés et cachés loin de l'usage public. D'une certaine façon, ce n'est pas surprenant : si la violence émerge avec des menaces à la sécurité et à la vie humaine, il faut se débarrasser des endroits où cela se passe.

Pourtant, je voudrais suggérer, bien que l'élimination du problème puisse être efficace à court terme, à moyen et à long terme l'espace public et le renouvellement des activités quotidiennes qui s'y déroulent sont essentielles pour les relations urbaines viables et la vie d'une ville diversifiée. Nous avons besoin de notre espace public urbain et nous devons apprendre de lui. Quelles sont les structures spatiales ou temporelles qui sous-tendent des niveaux inacceptables

Une tentative d'éducation : l'équipe du Master plan de Nicosie a affiché des cartes de l'ensemble de la ville emmurée pendant l'histoire (source de la photo : Conflict in Cities).

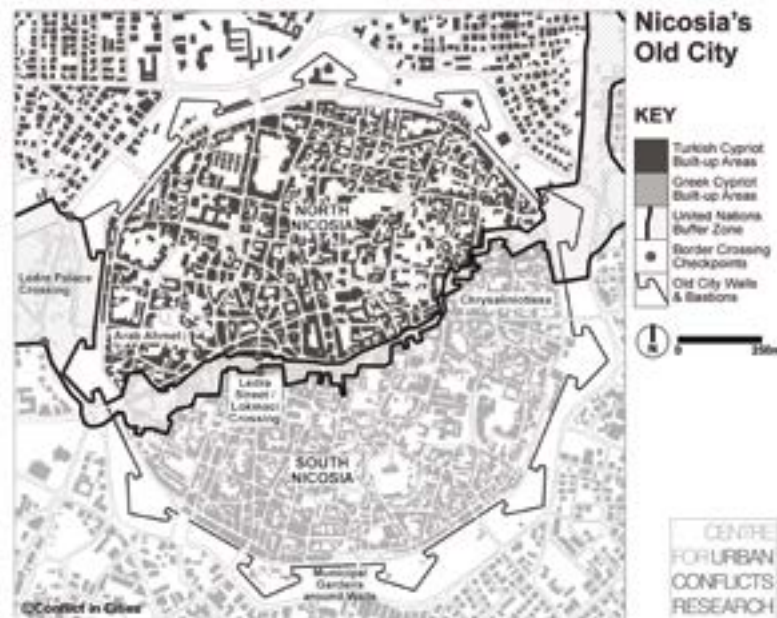


de violence ? Comment un marché peut-il être violent un jour et un lieu d'interaction dynamique un autre jour ? Au lieu d'un réflexe pour appliquer davantage de restrictions et de contrôles, pouvons-nous analyser les problèmes plus attentivement ? Les problèmes ont-ils à voir avec l'endroit ou avec les activités ou les différences culturelles, ou une influence externe ?

Il y a un certain nombre d'inconvénients à la fermeture de l'espace public et aux graves perturbations de la vie et de la pratique coutumières. Les mesures restrictives en cas d'urgence se concentrent souvent sur certains groupes raciaux ou ethniques. Ce que l'on appelle « mesures temporaires », comme la construction de murs et de barricades dans la ville – traits marquants à Jérusalem, Nicosie, Bagdad – ont la fâcheuse habitude de devenir permanentes. À long terme, dans des villes très gravement divisées telles que Mostar, Beyrouth ou Jérusalem, la possibilité de voir un visage qui ne ressemble pas au nôtre, ou d'entendre une langue locale mais que l'on ne comprend pas, devient de plus en plus rare et, je dirais même, de plus en plus précieuse.

En examinant les effets des conflits dans les lieux publics, le Centre de recherche des conflits urbains¹³ a trouvé deux phénomènes apparemment contradictoires. Dans les périodes de violence intense, les individus de différentes ethnies s'évitent les uns les autres, mais quand les temps redeviennent plus pacifiques, au moins certaines populations gravitent vers les zones mixtes. Parallèlement, les conflits enracinés entraînent des mutations urbaines à long terme ou permanentes, souvent incorporées dans les divisions physiques. À Nicosie, divisée par une zone tampon inhabitée qui traverse le centre-ville depuis 1974, il est difficile et peut-être même impossible de régénérer cette partie anciennement publique et partagée de la ville. Les pratiques coutumières des gens ont été perturbées par ce que j'appellerais les « infrastructures de conflit », plus visiblement, dans les murs et les barrières imposés¹⁴. Le point d'inflexion est passé et ce qui a été relativement facile à fracturer est presque impossible à re-tricoter ensemble. Parallèlement aux espaces publics, disparaissent également les pratiques coutumières de la vie urbaine et les droits civiques qui leur sont associés.

Ainsi, nous voyons que les villes sont à la fois robustes et délicates en même temps. Si l'on veut s'attaquer au problème du conflit dans les villes, on doit reconnaître et jouer sur les points forts de ces deux qualités. Cela doit être fait à tous les niveaux, de la planification et de la politique à l'action communautaire et aux activités informelles. Il est important d'apprendre à répondre aux aspects les plus forts de la praxis, en se souvenant que la vie urbaine elle-même est un processus constant d'éducation ayant un impact sur tous ses habitants. Se débarrasser de l'espace public, même dans les moments de violence, n'est évidemment pas la réponse.



Carte de Nicosie divisée par une zone tampon ; il est rare de voir de telles cartes qui présentent les deux côtés de la ville (source : Conflict in Cities).

13. <http://www.urbanconflicts.arct.cam.ac.uk>.

14. Wendy Pullan, « Spatial Discontinuities: Conflict Infrastructures in Contested Cities », in *Locating Urban Conflicts: Ethnicity, Nationalism, Everyday Life*, W. Pullan, B. Baillie, eds., Basingstoke et New York, Palgrave Macmillan, 2013, 17-36.



Le checkpoint de Bethleem, espace urbain qui peut être self-régénéré, même sous de difficiles circonstances (source : Conflict in Cities).

Ville éducatrice et ville créative : des voies pour mieux vivre ensemble

Gilles Lipovetsky
Philosophe et sociologue

Si la ville éducatrice a pour but la formation tout au long de la vie, alors on ne peut laisser de côté la formation aux pratiques de l'art, laquelle contribue à la qualité de vie individuelle et à l'inclusion sociale. C'est pourquoi il ne peut y avoir de ville éducatrice sans ville créative et vice versa. La ville éducatrice doit considérer la formation « créative » comme un type d'éducation majeure. Et la ville créative doit s'investir dans l'éducation artistique de tous. En encourageant la créativité de chaque individu, la ville favorise la reconnaissance de soi et travaille pour le mieux-vivre ensemble.

Avec la dynamique de la globalisation et l'essor du néolibéralisme, la question de la politique urbaine a pris un relief et une importance nouvelle. Deux notions illustrent cette nouvelle centralité de la ville : la ville éducatrice et la ville créative. Ce sont ces deux concepts que je voudrais analyser en rapport avec la question de la recherche des voies pour le mieux-vivre ensemble.

À quoi tient le succès de la problématique des villes éducatrices ? Nul n'ignore que les économies développées sont marquées par l'essor de l'économie de la connaissance. Dans l'économie post-fordienne la connaissance est devenue la principale force productive, la principale source de valeur, de travail et de capital. Nous sommes au moment où le travail de production matériel est relayé par le travail dit immatériel fondé sur ce que l'on appelle le capital humain, le capital connaissance, le capital intelligence. C'est dans ce contexte que la ville éducatrice prend tout son sens puisque son objectif est de favoriser l'éducation tout au long de la vie.

Bien sûr, le système scolaire s'emploie à former les individus. Mais cela ne suffit plus tant les problèmes se complexifient. Comme on le sait, il y a de plus en plus d'immigrés sans formation ni maîtrise de la langue du pays d'accueil. Ensuite, très nombreux sont les jeunes qui sortent du système scolaire sans diplôme (environ 150 000 par an en France). Plus de 10 % des Européens

ont des difficultés pour comprendre ce qu'ils lisent en dépit de plus de 10 ans de scolarité obligatoire. Ce n'est pas tout. Les évolutions du travail, les nouvelles technologies, l'avènement de la société du savoir obligent les individus à acquérir en permanence de nouvelles connaissances et de nouvelles compétences. Même pour les diplômés, il est nécessaire de se former tout au long de la vie. Pour être compétitif sur les marchés globalisés, le recyclage des connaissances est devenu un impératif. Dans ce nouveau cadre, la vocation de la ville éducatrice n'est évidemment pas de se substituer aux institutions scolaires et universitaires : elle est de susciter des coopérations, de favoriser des interactions, de promouvoir des maillages entre les différentes institutions afin de rendre possible l'éducation tout au long de la vie.

C'est ainsi que le projet de ville éducatrice contredit la thèse largement répandue selon laquelle le lieu géographique aurait perdu de son importance du fait de la globalisation et des nouvelles technologies fonctionnant à l'instantanéité et au rapprochement des distances. Il semble au contraire que l'importance de la dimension territoriale reste très présente. Et cela parce que la proximité géographique permet des interactions fréquentes, des échanges d'information aisés, et des économies de temps et d'argent. Dans la société du savoir, plus aucune institution ne détient le monopole de la





Art et jeunes banlieusards, Ville de Morelia

connaissance. Et c'est là où l'action de la ville éducatrice joue un rôle majeur : elle est au plus près des individus et par là même elle peut se montrer très efficace pour favoriser le recyclage des connaissances de tous.

Quels sont les buts de la ville éducatrice ? Ils sont multiples. Il s'agit d'abord de valoriser le savoir sous toutes ses formes, l'apprentissage tout au long de la vie. Et cela pour développer le leadership des municipalités dans un marché mondial compétitif où la qualité de la main-d'œuvre est nécessaire. Mais l'ambition de la ville éducatrice est plus riche encore, car elle se veut un instrument d'inclusion sociale et d'épanouissement des habitants par le développement de leur potentiel. C'est sur ce rapport entre ville éducatrice et inclusion sociale que j'aimerais porter l'accent.

Quand on lit certains articles sur la ville apprenante, on est frappé par la priorité accordée à l'acquisition des savoirs de base, des savoirs professionnels et cognitifs. Dans cette approche, à la limite, la ville apprenante n'est rien d'autre qu'une *smart city* cherchant à attirer les investisseurs. Cette perspective économico-centrée et scolaro-centrée me paraît insuffisante, tant elle donne une signification restrictive de la qualité de vie. Au demeurant, les projets de la ville éducatrice soulignent que leur objectif est plus large, plus social et culturel puisqu'il s'agit de développer non seulement le capital intellectuel mais aussi le capital culturel et social.

Au cœur de l'idée de ville éducatrice se trouve en effet la dimension sociale et culturelle, la recherche de l'inclusion scolaire de tous les jeunes, l'idéal d'amélioration durable des conditions de vie des citoyens. Mais quelles voies faut-il emprunter pour y parvenir ?

Nous avons en Europe de gros problèmes d'intégration des jeunes qui vivent dans les quartiers déshérités et

qui sont en situation d'échec scolaire. Certains de ces jeunes désinvestissent l'école, d'autres, même issus de milieux aisés, rejettent la nation et embrassent la cause djihadiste. Face à ces menaces, nos gouvernements ont lancé des programmes d'éducation citoyenne morale et civique. C'est certes utile, sans doute nécessaire, mais à l'évidence insuffisant. Cela ne suffira pas pour réussir à gagner la bataille de l'intégration sociale. Ce n'est pas un enseignement de type moral qui permettra aux jeunes de trouver un sens à la vie, le goût de travailler, de participer à la vie de la cité, d'aimer leur vie.

Je suis convaincu qu'il faut explorer d'autres voies éducatives et notamment celles qui sont fondées sur l'activité créative, source de valorisation de soi. Si la ville éducatrice a pour but la formation tout au long de la vie, alors on ne peut laisser de côté la formation aux pratiques de l'art. Car la pratique artistique tout comme l'écriture ou la lecture exige des apprentissages : cela s'apprend et se cultive. Ce n'est pas un don divin. Il faut donner aux gens et aux jeunes en particulier les outils, les moyens pour apprendre à peindre, dessiner, chanter, jouer d'un instrument. Il s'agit là d'une « richesse » qui non seulement donne du bonheur en la pratiquant, mais contribue à la qualité de vie individuelle et collective.

Or, force est d'observer que la question de la formation artistique est rarement traitée autrement que comme une activité de passe-temps. On parle beaucoup de formation permanente, de lutte contre l'échec scolaire et c'est très bien. Mais on ne parle pas assez de la question de la formation artistique dans ses rapports avec la citoyenneté et l'inclusion sociale. Je pense que c'est une erreur. Il faut impérativement donner à l'éducation artistique la place qu'elle mérite dans les programmes de la ville éducatrice.

Dans cette tâche, les professeurs de l'Éducation nationale



Programme « L'Art pour grandir », Paris © Claire Pingol



ne suffiront pas. Je crois à la vertu de l'expérience directe avec ceux qui sont engagés pleinement dans une activité créative. Il faut dépasser l'approche scolaro-centrée de l'éducation et favoriser la logique de l'éducation informelle ou non formelle, c'est-à-dire celle qui implique les loisirs culturels, les activités hors du temps scolaire et familial, les acteurs même de la création culturelle. Pour enrichir la qualité de vie individuelle les créatifs en tout genre ont un rôle à jouer. Rencontrer des comédiens, des musiciens, des peintres et plus largement des créatifs en publicité, graphisme, mode, vidéo, photo, design est une manière de stimuler les désirs de création, d'apporter de nouvelles perspectives de vie et de loisir. C'est ici que la ville peut jouer un rôle majeur et cela en finançant des ateliers créatifs en tout genre et l'intervention des artistes eux-mêmes dans les écoles et les quartiers « sensibles ».

Il faut offrir aux jeunes de nouveaux exemples vivants, capables de mobiliser leurs passions, leur goût de faire. Il leur faut des activités capables de les valoriser, d'augmenter leur estime de soi souvent déficiente. C'est ici que s'affirme le lien entre ville éducatrice et formation artistique. Nos villes doivent faire des efforts financiers pour que les artistes puissent intervenir dans les écoles et les quartiers, aider les jeunes à réaliser des œuvres qui donnent du plaisir et l'estime de soi, et offrent des perspectives autres que le consumérisme envahissant.

La montée sociale des désirs créatifs

Ce projet est d'autant plus fondé qu'il se déploie en phase avec l'essor contemporain du goût pour l'art et des désirs de création artistique au sens large. Entre 1990 et 1999, les professions culturelles en France ont augmenté de près de 20 % ; en France, le secteur créatif occupe 546 000 personnes contre 225 000 dans l'automobile ; et aux États-

Unis, l'industrie de l'*entertainment* compte 8 fois plus d'employés que l'industrie automobile.

Les États-Unis comptent 2 millions d'« artistes » professionnels ; leur nombre a été multiplié par 4 depuis 1965. En France, entre 1982 et 1999, les effectifs des artistes plasticiens ont augmenté de 25 %, ceux des comédiens et artistes dramatiques de 244 %. Dans les arts du spectacle, les effectifs ont été multipliés par 2,4. On ne compte plus les plasticiens, vidéastes et photographes amateurs. Les participants aux chorales se multiplient, 18 % des Français de 15 ans et plus pratiquent la musique en amateur. À présent, 3 Français sur 10 ont une activité artistique contre 1,5 dans les années 1970. La pratique en amateur d'un instrument et celle du théâtre a doublé ; celle de la danse a triplé. Jamais les éditeurs n'ont reçu autant de manuscrits ; la bande dessinée, l'infographie, la scénarisation attirent de plus en plus de jeunes ; et ils sont légion ceux qui se présentent aux concours de télé-réalité afin de devenir des vedettes.

Dans la culture individualiste « post-matérialiste », gagner de l'argent ne suffit plus : on rêve d'exercer un travail non routinier et libre, on veut s'épanouir, s'exprimer, créer, réaliser des choses stimulantes et personnelles souvent impossibles dans le cadre de l'activité professionnelle. L'art est ce domaine qui permet de traduire sa singularité, sa différence subjective, dans une époque où la religion et la politique n'offrent plus comme autrefois la possibilité d'affirmer son identité. À quoi s'ajoute le désir narcissique de visibilité, de reconnaissance, de célébrité, largement renforcé par les médias et la poussée de l'individualisation. Ce qui était une forme de vie tout à fait exceptionnelle l'est moins : l'artiste, ce n'est plus le marginal ; l'excentrique, ce peut être aussi moi, tout un chacun. Désormais, en chacun sommeille un désir artiste : « nous sommes tous artistes ».

Ville éducatrice, ville créative : même combat

Dans ce contexte marqué par les désirs croissants d'expression et de création des individus, on est en droit d'attendre de la ville éducatrice qu'elle donne toute sa valeur à cette dimension culturelle. De là l'idée qu'on ne devrait plus penser la ville éducatrice sans celle de ville créative.

Comme on le sait, celle-ci s'est imposée à mesure de la désindustrialisation, la montée du chômage de masse, les fermetures d'usines, les délocalisations. Ces phénomènes ont entraîné le déclin de certaines villes industrielles. C'est pour régénérer ces villes sinistrées qu'ont été imaginées de nouvelles politiques urbaines centrées sur la dimension culturelle. Face au défi de la désindustrialisation, l'idée s'est développée qu'il fallait passer de la ville productive à la ville créative correspondant à l'âge post-industriel. Le principe qui la fonde est simple. C'est en plaçant les arts et la culture au cœur des villes que l'on pourra réenclencher la revitalisation urbaine, relancer l'activité économique dans les villes en déclin, dynamiser le tourisme culturel, attirer les investisseurs privés tout comme les populations créatives.

Cette question a été développée par Richard Florida dont les idées ont rencontré un vif succès auprès des élites municipales. Sa thèse est la suivante : dans les sociétés post-industrielles, ce n'est plus la main-d'œuvre qui suit les entreprises, mais l'inverse. Pour bâtir une économie urbaine performante, les villes doivent moins attirer les entreprises que la « classe créative ». Selon lui, celle-ci est nécessaire au développement économique car c'est elle qui est la source des innovations techniques et des richesses. Pour séduire la classe créative, la ville doit favoriser trois

domaines : la technique, le talent, la tolérance – au travers de la diversité culturelle, la communauté homosexuelle, la création artistique.

Les politiques municipales doivent ainsi se donner l'ambition d'améliorer la qualité de vie urbaine et de stimuler une vie culturelle riche et variée. Dans un contexte où les villes sont en compétition les unes avec les autres pour attirer les talents créatifs, il est nécessaire de favoriser les activités artistiques et culturelles, mais aussi de procéder à un travail de requalification et d'esthétisation des centres urbains. De là l'importance de ce que l'on appelle le marketing urbain destiné à créer une image-marque de la ville, attirer les investisseurs et la classe créative. Cela passe par la requalification des centres-villes, le design des espaces publics, le réaménagement des quartiers, des ports et des berges, la revalorisation du patrimoine construit. Et aussi par l'édification de musées parfois époustouflants réalisés par des architectes stars : Bilbao et son musée Guggenheim signé Frank Gehry en est l'illustration exemplaire.

Disons-le : ce nouveau mode de gouvernance urbaine est indéniablement positif non seulement parce qu'il permet de développer le tourisme mais aussi parce qu'il améliore la qualité de vie dans la ville, augmente la fierté des habitants de vivre dans une ville belle, audacieuse, attrayante. Néanmoins, cette approche qui repose sur une instrumentalisation économique de la culture reste insuffisante au regard de l'objectif central du mieux-vivre et de l'inclusion sociale de tous.

De nombreux facteurs objectifs favorisent le mieux-vivre ensemble dans la ville : l'emploi, le niveau des salaires, les services de santé, le système scolaire, les transports collectifs, les aides sociales. Ce sont là des éléments-clés. Néanmoins, on doit de plus en plus prendre en compte le fait que nombre d'individus et de jeunes, même lorsqu'ils bénéficient d'une situation sociale « correcte », n'aiment pas la vie qui est la leur : ils se sentent mal dans leur peau parce qu'ils souffrent d'un manque de reconnaissance sociale. Ils ont une image dévalorisée d'eux-mêmes, se voient comme des êtres insignifiants : ils sont socialement *dénarcissisés*. C'est cette souffrance et cette insécurité psychologiques qui conduisent parfois aux actes d'incivilité, poussent à la délinquance et aux actes de violence. Autant de phénomènes qui mettent à mal le bien-vivre ensemble, lequel exige la concorde, le lien social, la paix dans les quartiers. C'est pourquoi les villes doivent s'attacher à rehausser l'image de soi par des politiques de « reconnaissance sociale ». Point de véritable inclusion sociale et de mieux-vivre sans engagement public dans les voies favorisant les formes sociales de la reconnaissance.

Pour répondre à ce défi, je propose un modèle de la ville tant éducatrice que créative qui dépasse le point de vue centré sur les élites professionnelles et une offre culturelle de qualité. Ce n'est pas seulement par de magnifiques

La Fabrique des Arts et Métiers d'Oriente, Ville de Mexico





L'Orchestre Créatif, Ville de Santa Maria da Feira

constructions et de grands spectacles culturels que l'on réussira à faire reculer les pathologies du social, faire avancer l'inclusion sociale et faire gagner les formes d'une vie individuelle et sociale réussie. Une vraie politique de promotion de la culture doit s'entendre comme ce qui stimule la créativité de tous et non seulement comme ce qui donne satisfaction aux consommateurs culturels, fussent-ils de qualité.

S'il faut s'engager dans cette voie, c'est que l'expression culturelle et artistique peut contribuer à l'intégration sociale en améliorant l'estime de soi. Elle permet à ceux qui ont une faible reconnaissance sociale de rehausser leur image auprès des autres. Elle peut de surcroît offrir des projets de vie, de nouveaux horizons, des stimulations diverses à des populations en échec scolaire ou au futur incertain. Elle fournit enfin un contrepoids au consumérisme proliférant et s'affirme comme une source de satisfaction que le travail ne permet pas toujours. Une satisfaction que l'on peut éprouver tout au long de sa vie. C'est en donnant aux individus des moyens capables de les passionner, de les enthousiasmer que l'on travaille à l'inclusion sociale en même temps qu'à l'amélioration de la qualité de vie. Encourager les passions créatives, favoriser l'estime et la valorisation de soi par des activités de création dans les quartiers de nos villes, ce n'est pas un gadget : c'est une action politique exigée par l'idéal démocratique-humaniste de réalisation de soi. Dans une époque orpheline des grandes utopies politiques, il faut s'attacher à recréer de la passion afin d'offrir d'autres perspectives que celles de la consommation effrénée, d'autres chemins capables de détourner les énergies des voies de la violence ou de la délinquance. La création au sens large (musique, chant, peinture, photo, vidéo, mode, design, etc.) constitue l'une de ces voies.

Il faut dépasser l'approche instrumentale de la culture et de la ville apprenante. L'engagement des villes pour la créativité de tous ne doit pas se justifier au nom des seules « retombées » économiques, mais au nom de l'idéal

démocratique d'épanouissement de chacun, d'une vie belle et riche pour tous, se dégageant du primat de la vie consumériste.

Notre époque appelle une politique culturelle qui dépasse celle de la « démocratisation de la culture ». Il ne s'agit plus seulement de bâtir des musées, d'ouvrir des centres d'art et des « maisons de la culture » pour diffuser les œuvres de l'esprit dans le corps social, mais de favoriser l'activité créative de chacun notamment en offrant des stages d'initiation et de perfectionnement, en faisant intervenir les créatifs en tout genre dans les écoles et les quartiers. Mais aussi en exposant les travaux des amateurs, en organisant des journées et des nuits créatives qui encouragent et valorisent les talents.

C'est pourquoi il ne peut y avoir de ville éducatrice sans ville créative et *vice versa*. J'ai la conviction que la ville éducatrice et la ville créative ne doivent faire qu'un. La ville éducatrice doit considérer la formation « créative » comme un type d'éducation majeure. Et la ville créative doit s'investir dans l'éducation artistique de tous et non seulement dans des activités de prestige.

On a pu dire que la ville éducatrice était une utopie du XXI^e siècle. Peut-être, mais c'est une utopie peu ruineuse et parfaitement réalisable, notamment grâce aux nouvelles technologies et aux actions volontaristes des municipalités. Une utopie qui honore nos idéaux humanistes d'une vie riche dans laquelle s'affirment les potentiels de chacun. Stimuler les passions créatives, donner à chacun les moyens de réaliser, au moins ponctuellement, des productions qui l'honorent et lui donnent de la joie : cela n'est pas un idéal purement privé ou « individualiste ». Cet engagement contribue à l'inclusion sociale, à une vie collective plus dynamique et plus heureuse. Au fronton de la ville éducatrice doit être inscrit le principe : « épanouissement privé, mieux-être collectif ». ●

L'éducation à la citoyenneté cosmopolite : soutenir les enseignants et les élèves à apprendre à vivre ensemble dans les moments difficiles

Audrey Osler

Professeure à l'University College du Sud-est de la Norvège et professeure émérite à l'Université de Leeds au Royaume-Uni

Beaucoup d'enseignants travaillent dans un climat difficile dans lequel les idées populistes menacent la justice et la démocratie. La mondialisation et les migrations sont présentées comme une menace ; l'intolérance semble s'épanouir. L'éducation à la citoyenneté nationale est inappropriée dans une ère planétaire, où les écoles et les communautés sont de plus en plus caractérisées par une sorte de super-diversité. Les politiques d'éducation qui visent à lutter contre le terrorisme minent les droits des élèves. L'éducation à la citoyenneté cosmopolite, qui prend en charge la diversité à tous les niveaux, offre une alternative viable pour renforcer la démocratie et permettre la participation.

La citoyenneté démocratique dans une époque troublée

Nous vivons des temps difficiles. Certains diraient même que nous vivons une époque dangereuse, puisqu'il est possible d'établir un certain nombre de parallèles entre le climat économique et politique mondial actuel et celui des années 1920 et du début des années 1930. Assistons-nous à la *weimarisisation* de l'Europe ? La République allemande de Weimar (1919-1933) a été une expérience de démocratie, au cours de laquelle l'innovation culturelle et la créativité ont prospéré tout d'abord, avec des tentatives faites pour créer une société plus juste et plus humaine. Cependant, la démocratie s'est avérée fragile, avec l'hyperinflation et la dépression menant à un conflit dans lequel la violence politique et le terrorisme, le racisme et l'antisémitisme ont pris le dessus. Des processus d'exclusion ont aussi accompagné le mouvement qui a finalement conduit à la guerre et au génocide.

La crise financière mondiale de 2008 a été la pire depuis 1929 et elle a menacé d'effondrement de grandes institutions financières. Celui-ci n'a d'ailleurs été empêché que par le renflouement des banques malades par les

gouvernements nationaux. Dans le cas de plusieurs pays de l'Union européenne (UE), les efforts pour refinancer les banques nationales ou rembourser/refinancer la dette nationale n'ont été possibles qu'avec l'aide de la Banque centrale européenne (BCE), le Fonds monétaire international (FMI) ou d'autres pays de la zone euro.

Nous avons vu dans toute l'Europe la croissance des mouvements populistes et des partis politiques d'extrême-droite. En Russie et dans certains pays d'Europe centrale et orientale (PECO), on suggère que la transition vers la démocratie a été peu profonde (Evans, 2011). Dans l'Est de l'Ukraine, après l'annexion en 2014 de la Crimée par la Russie, un certain nombre de citoyens, dépendants du commerce avec la Russie et victimes des effets de l'austérité et des difficultés économiques, se sont engagés dans un conflit armé contre leur propre gouvernement. En Hongrie, l'extrême-droite, le gouvernement populiste du premier ministre Viktor Orban, hostile aux réfugiés, a légitimé l'intolérance et l'islamophobie. Tandis qu'Orban favorisait le style « autoritaire » du gouvernement, les critiques craignaient que la nouvelle constitution de





© Vicente Zambrano

2012 ait affaibli les équilibres ainsi que les contrôles démocratiques et renforcé la position du parti au pouvoir (BBC, 2016b). Les citoyens dont les opinions diffèrent de celles du gouvernement pourraient devenir plus prudents au moment de faire valoir leur point de vue et pratiqueraient l'autocensure. Dans ce cas, il est relativement facile pour les dirigeants autoritaires d'affirmer que la démocratie ne fonctionne pas et de minimiser la pression publique sur eux-mêmes.

L'année 2016 a également vu deux élections dans lesquelles les idées populistes ont frappé l'imagination des électeurs : le référendum au Royaume-Uni quant à l'opportunité de rester dans l'Union européenne ou de la quitter et l'élection présidentielle américaine. Le référendum britannique a été institué par un Premier ministre qui espérait apaiser l'aile droite de son parti et qui attendait des électeurs qu'ils votent pour rester. La consultation s'est déroulée avec un message anti-UE prévalant –« reprendre le contrôle »– et, depuis beaucoup plus longtemps, l'hostilité de la presse à l'UE. Le résultat, qui exigeait seulement une simple majorité de vote pour quitter l'UE, a été seulement de 48 pour cent

pour rester et de 52 pour cent pour sortir¹. Les messages populistes et xénophobes, dont les premiers furent ceux de l'UK Independence Party, ont été importants dans la campagne. Les rapports sur l'immigration étaient extrêmement négatifs : il y avait constamment des histoires sur les immigrés qui « épongeaient » l'État-providence, qui « saignaient à blanc » le National Health Service (NHS) et qui développaient la criminalité (Berry, 2016). Il semblerait que les effets de la crise financière de 2008, conjointement à l'impact des mesures d'austérité imposées par le gouvernement, aient effectivement été liés dans l'imaginaire populaire à « eux ». L'impact à plus long terme du vote Brexit sur l'UE et sur le Royaume-Uni demeure encore incertain, mais le résultat du référendum a déclenché une augmentation des crimes haineux, dans lesquels des groupes minoritaires étaient visés. Il y a des parallèles avec l'élection présidentielle américaine de 2016, dans laquelle le candidat républicain Donald Trump a adopté avec franchise une rhétorique anti-immigrés et anti-musulmans. Outre-Atlantique, on a également enregistré une reprise des crimes de haine liés à la discorde semée par la campagne électorale et au terrorisme aux États-Unis et à l'étranger (Lichtblau, 2016), ainsi que l'inquiétude correspondante parmi les groupes vulnérables, notamment les musulmans, les autres minorités religieuses et les minorités sexuelles.

Les inquiétudes quant à l'impact de la mondialisation, en particulier quant à celui des migrations –elles-mêmes étant le résultat des conflits et de la vulnérabilité économique– ont été amplifiées par la crise mondiale des réfugiés de 2015/2016, au cours de laquelle des millions de personnes se sont déplacées ou ont été obligées de fuir la guerre qui sévit en Syrie ainsi que dans d'autres pays. Le soutien public et la préparation à répondre aux besoins des réfugiés et des migrants vulnérables sont souvent menacés par des arguments populistes qui présentent un choix entre les aider, « eux », au détriment de « notre peuple », un thème qui risque de résonner à une époque où des mesures d'austérité restreignent l'accès aux services publics et à la Sécurité sociale. La rhétorique populiste relie les migrants à la menace de la terreur, et augmente donc l'anxiété et la xénophobie.

La crainte du terrorisme prévaut également dans la deuxième décennie du XXI^e siècle. Au moment de la rédaction (décembre 2016), des attentats à la bombe en Turquie marquent le 6^e incident de terreur dans le pays en 1 an. La réponse immédiate du président Recep Erdogan a été l'arrestation et la détention de 235 personnes pour avoir agi au nom du parti illégal des travailleurs du Kurdistan (PKK), dont 11 députés (BBC, 2016c). Ces détentions suivent d'autres restrictions des droits des citoyens, y compris un retrait de la couverture du droit de voyager en dehors de la Turquie, appliqué aux chercheurs et aux universitaires, et le limogeage des cadres supérieurs

1. Les plus jeunes électeurs choisirent très largement de demeurer dans l'UE : 73 pour cent des 18-24 ans, 62 pour cent des 25-34 ans, et 52 pour cent des 35-44 ans ont fait ce choix. Cependant, parmi les citoyens plus âgés (qui sont plus susceptibles de voter), ces pourcentages ont été inversés, de même que parmi les plus de 65 ans, où le pourcentage de vote pour demeurer dans l'Union n'a été que de 40 pour cent (BBC, 2016a).



Programme « Apprentissage-Service », Ville de L'Hospitalet de Llobregat

des universités partout dans le pays. Alors que les préoccupations au sujet de la terreur islamiste demeurent élevées dans les agendas politiques, il faut se rappeler que 2011 a vu l'un des pires actes de violence extrémiste en Europe, au cours duquel 77 personnes en Norvège ont été assassinées par un terroriste d'extrême-droite, anti-musulman, ethno-nationaliste, qui a ciblé les enfants et les jeunes.

En France, l'état d'urgence « temporaire » a été déclaré après les attentats terroristes de novembre 2015, puis il a été étendu à 5 reprises, pour se poursuivre au-delà de l'achèvement du processus électoral présidentiel français (avril/mai) jusqu'en juillet 2017 (The Guardian, 2016). Il n'est pas clair que l'état d'urgence ait permis aux autorités d'assurer une plus grande sécurité, mais la peur de la terreur mène les législateurs à restreindre les droits de l'homme au nom de la sécurité.

Défis pour l'apprentissage de la citoyenneté

1. La super-diversité

Le nombre sans précédent de réfugiés et de migrants arrivant en Europe au cours de la deuxième décennie du XXI^e siècle signifie que le continent dans son ensemble est maintenant confronté à la réalité de la « super-diversité » (Vertovec, 2007). Les migrants ne sont plus liés principalement aux anciens territoires coloniaux ; ils

proviennent d'une plus large répartition géographique, avec un nombre important d'Europe centrale et orientale vers l'Europe occidentale. Cela doit donc pousser à un examen à l'échelle européenne des réponses politiques et sociales et de la sensibilisation correspondante, mais aussi des initiatives éducatives, incitant à un examen critique de la migration, à cesser de considérer les migrants comme un problème pour les reconnaître comme un atout, surtout dans une région telle que l'Europe qui subit un vieillissement démographique.

Les modèles migratoires signifient que les élèves dans les écoles à travers l'Europe ne sont fréquemment pas de la nationalité du pays dans lequel ils sont scolarisés. L'enseignement de la citoyenneté doit donc répondre aux besoins de divers groupes d'élèves qui détiennent plusieurs identités –souvent– flexibles (Ong, 1999). Une petite proportion sera constituée de transnationaux : ces élèves qui se sont déplacés pour une période relativement courte de temps dans le pays où leurs parents travaillent, souvent dans des professions bien rémunérées. D'autres sont des migrants à plus long terme qui ont un statut de citoyenneté qui leur convient : les citoyens de l'UE migrant à partir d'un État membre vers un autre sont généralement dans cette catégorie. Ces élèves aspirent rarement à acquérir la nationalité du pays dans lequel ils vivent, car leur statut de citoyens de l'UE garantit leurs droits dans leur nouveau

pays de résidence. Les migrants économiques provenant d'autres régions du monde, par contre, sont susceptibles d'aspirer à devenir des ressortissants du pays dans lequel ils sont arrivés, tels que les réfugiés et les apatrides.

Face à la super-diversité, les enseignants reconnaissent de plus en plus que les formes traditionnelles de la citoyenneté qui soulignent et privilégient l'État-nation et la citoyenneté nationale d'apprentissage sont inappropriées et obsolètes (Osler, 2011).

2. Répondre à l'islamophobie et aux nouvelles formes de racisme

Dans les débats publics sur la diversité, l'intégration et le multiculturalisme dans les contextes européens, il est tenu compte du rôle de l'éducation dans la promotion d'une partie de l'identité nationale, de la citoyenneté et de la solidarité entre les peuples au sein et au-delà de la nation de l'autre. Malheureusement, l'Islam est souvent présenté comme le cas limite du multiculturalisme (Osler, 2009) et, soit implicitement soit explicitement, comme en tension avec les valeurs européennes, prétendues valeurs nationales ou même valeurs chrétiennes. En effet, cela vise à porter atteinte à la liberté de religion, et les angoisses publiques sont alimentées par des voix néoconservatrices et conservatrices au sein des élites politiques et culturelles. Ces sources ne soutiennent pas l'idée d'un complot visant à islamiser l'Europe, mais leurs arguments sont utilisés par les théoriciens du complot pour justifier leur position et les actions parfois violentes (Feteke, 2012). Dans ce climat, il est difficile de faire reconnaître l'islamophobie comme une

forme de racisme culturel, une menace pour une Europe sûre, inclusive et axée sur les droits de l'homme.

Ce défi, aborder le multiculturalisme et l'identité nationale en matière d'éducation, est encore compliqué par le débat politique sur l'avenir de l'Union européenne, provoqué par l'influence croissante des partis d'extrême-droite dans la politique européenne, et par le vote pour le Brexit du Royaume-Uni. Cela ouvre un espace dans lequel la question « Est-il possible pour les divers peuples de vivre ensemble pacifiquement ? » est devenue une question légitime, que les groupes d'extrême-droite exploitent à leurs propres fins.

3. Sécurisation de l'éducation

Les mesures d'austérité, couplées aux préoccupations officielles sur le terrorisme, ont une incidence directe sur la vie des enfants, et portent atteinte à leurs droits sociaux, économiques, culturels et politiques. En réponse aux préoccupations concernant le terrorisme, le gouvernement britannique a publié des conseils pour les écoles en Angleterre² sur « comment promouvoir les valeurs britanniques fondamentales » (Department for Education - DFE, 2014). Dans ce guide, on insiste sur la démocratie, la primauté du droit, la liberté de croyance et le respect mutuel, mais aucune mention n'est faite quant à l'égalité, la justice ou la notion de droits de l'homme ou des droits fondamentaux des enfants. L'enseignement de ces prétendues valeurs britanniques doit avoir lieu dans le cadre du programme statutaire de promotion du développement spirituel, moral, social et culturel des élèves, étant donné que l'initiative visant à promouvoir

Programme « En été, Barcelone t'accueille », Ville de Barcelone



l'éducation à la citoyenneté dans les écoles en Angleterre, introduit en 2000, a été tellement marginalisée et rabaissée au point de disparaître du programme d'études d'une proportion importante d'écoles.

Un développement simultané, le programme de prévention du gouvernement britannique, présenté au départ comme « une approche axée sur la communauté pour la lutte contre l'extrémisme violent » (Department for Communities and Local Government - DCLG, 2007) a été proposé pour définir les relations entre le gouvernement et les communautés musulmanes (Kundani, 2009). La Loi britannique s26 contre le Terrorisme et pour la Sécurité de 2015 a imposé aux autorités locales, aux écoles et aux services sociaux, l'obligation de prendre en compte la nécessité d'empêcher les gens d'être entraînés dans le terrorisme. Alors que les efforts pour prévenir le terrorisme sont essentiels, ces mesures peuvent avoir des conséquences inattendues d'éloignement des très jeunes qu'elles cherchent à protéger, et porter atteinte à leurs droits. Les écoles et les autres organismes doivent déclarer à la police ceux qu'ils estiment être vulnérables, et la police décidera de les renvoyer à un comité (« Channel ») dans lequel siègent des représentants des autorités locales et des policiers, pour préparer des packs de soutien (« support packages ») afin de réduire leur vulnérabilité. Il n'y a aucune obligation légale de demander le consentement des parents ou des tuteurs avant qu'un enfant ne soit présenté à ce comité. Si les parents refusent, cela peut constituer un motif pour juger l'enfant à risque, ce qui peut conduire au retrait de l'enfant de sa famille.

L'effet est susceptible de paralyser la liberté d'expression des enfants et des jeunes à un âge où leur pensée se développe. Il y a un danger que l'école, lieu où les apprenants devraient avoir des possibilités de discuter d'idées et d'explorer des opinions, devienne un lieu où les élèves, en particulier ceux de milieu musulman, puissent être réticents à s'exprimer. Quelque 900 renvois de jeunes ont eu lieu dans la période 2012-2015 ; 796 d'entre eux ont eu lieu en juin-août 2015, et 312 (39 %) étaient des enfants. Trois cas d'efforts des écoles et des collectivités locales pour mettre en œuvre l'obligation de prévenir sont décrits ci-dessous (Webber, 2016).

Cas A : questionnaire d'école primaire

Dans une banlieue londonienne, des fonctionnaires ont distribué dans les écoles primaires un questionnaire à compléter par les enfants dès l'âge de 9 ans, dressant le profil de leurs opinions religieuses pour enregistrer potentiellement des attitudes « extrémistes ». Dans une

école primaire, 7 enfants de 9-10 ans ont été identifiés comme « vulnérables à la radicalisation » et sélectionnés pour une « intervention ciblée ». Les noms des enfants ont ensuite été rendus publics.

Cas B : apprentissage de l'extrémisme dans l'éducation sociale

Dans une école rurale où les élèves étaient tous blancs, on a dit aux instituteurs de montrer à des jeunes âgés de 13 à 14 ans des vidéos présentant un combattant britannique d'ISIS se vantant de décapitations, ainsi que des victimes préparées pour la décapitation.

Cas C : une manifestation pacifique : boycott des produits israéliens

Un garçon de 15 ans a été signalé à la police au titre du programme de prévention après qu'il ait apporté des tracts à l'école pour promouvoir un boycott des produits israéliens. Un policier a déclaré que les vues du garçon sur les sanctions contre Israël étaient des « croyances de type terroriste ». Un employé de la cafétéria avait rapporté aux enseignants qu'il avait demandé si les repas étaient préparés avec des produits venant d'Israël.

Il est clair, dans ces exemples et d'autres, que le fait de prévenir menace la liberté de croyance, de pensée et d'expression des enfants, contrevenant ainsi à la Convention des Nations unies relative aux droits de

Éduquer pour une citoyenneté nationale ? (Source : Pixabay.com)



2. L'obligation de promouvoir les valeurs britanniques fondamentales ne s'applique qu'aux écoles en Angleterre, car les autres pays constitutifs du Royaume-Uni (Écosse, Pays de Galles et Irlande du Nord) ont des juridictions distinctes en matière d'éducation.

l'enfant. Certains enseignants sont mal préparés pour mettre en œuvre l'obligation de protéger les jeunes, tandis que d'autres s'inquiètent que la prévention risque d'aliéner ceux qu'elle est censée soutenir. Pour les élèves sans contact avec les musulmans, le visionnage d'une vidéo d'un combattant d'ISIS parlant de décapitations est susceptible d'alimenter l'islamophobie et la méfiance.

L'apprentissage de la citoyenneté cosmopolite

J'ai présenté ci-dessus le cas dans lequel nous vivons, des temps troublés, où certaines initiatives éducatives qui mettent l'accent sur la citoyenneté nationale ou sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent peuvent, au mieux, être erronées et, au pire, être susceptibles de contribuer à des processus d'exclusion qui menacent les sociétés cohésives. Je vais maintenant examiner les possibilités d'« éducation à la citoyenneté cosmopolite » (Osler et Vincent, 2002 ; Osler et Starkey, 2003, 2005) qui contribuent à préparer les jeunes à vivre ensemble dans des sociétés de plus en plus diversifiées dans lesquelles ils se sentent habilités à faire une différence. Je suggère donc que, lorsque les jeunes sont dotés des compétences pour l'efficacité politique et la possibilité de pratiquer ces compétences, nous sommes plus susceptibles d'être en mesure de construire des sociétés cohésives et un monde plus pacifique.

Comme je l'ai souligné : « L'éducation à la citoyenneté est une réponse à la réalité politique et sociale de la mondialisation [et peut] fournir le mécanisme pour transmettre la base des valeurs communes sur lesquelles les sociétés démocratiques pacifiques et justes peuvent être construites » (Osler et Starkey, 2003 : 243). Toutefois, pour que ce mécanisme soit efficace, l'enseignement et l'apprentissage de la citoyenneté doivent se construire sur l'expérience des jeunes et dans notre époque mondialisée, et ils ne doivent pas avoir une vision unique de la loyauté envers un État-nation particulier. En proposant le concept d'« éducation à la citoyenneté cosmopolite », je préconise l'apprentissage de la citoyenneté qui construit des théories de la démocratie cosmopolite (Held, 1997), qui reconnaît notre monde complexe et interconnecté, et qui s'appuie sur les expériences de jeunes vivant dans des communautés qui se caractérisent par la diversité, dans lesquelles ils négocient des loyautés et des appartenances multiples. Les enseignants n'ont pas à demander à leurs élèves de choisir entre des priorités locales et nationales d'une part et des préoccupations mondiales de l'autre. Il est possible de préparer les jeunes à l'interdépendance et à la diversité à tous les niveaux : dans la communauté scolaire, le quartier, le village ou la ville, la nation et le monde.

Les citoyens ont besoin aujourd'hui de bien plus qu'un seul accès formel à la sphère publique et des décisions à prendre. Ils ont également besoin de comprendre les

manières complexes dans lesquelles ils peuvent prétendre à –ou se voir refuser– l'accès aux ressources publiques et acquérir le savoir-faire nécessaire pour s'engager dans les processus politiques. Lorsque les gens se sentent exclus de ces processus, ils perdent confiance dans les élus et dans la classe politique.

La forme des collectivités politiques s'est déplacée en réponse aux forces de la mondialisation. Plus que jamais, nous avons une économie mondiale fortement connectée, des systèmes financiers mondiaux hautement intégrés et des entreprises multinationales qui dominent les transactions nationales et internationales. Dans la politique environnementale, les droits de l'homme, le droit international et la sécurité, et les médias sociaux, les gens se sentent plus à l'étroit que jamais auparavant. Dans ce contexte, les élèves doivent comprendre les modèles aux multiples facettes des facteurs économiques, les processus culturels et les mouvements sociaux qui façonnent leur vie. Les enseignants doivent concevoir des programmes d'études qui aident les élèves à acquérir les compétences nécessaires pour s'engager dans des formes nouvelles et changeantes de politique.

Les autorités locales et les responsables de gouvernements locaux ont un rôle important à jouer en permettant une telle éducation. Tout d'abord, il est important de donner aux élèves des occasions de jouer un rôle dans les processus politiques au niveau local et pour les élèves, y compris les plus jeunes, d'avoir une voix dans les processus décisionnels qui les concernent.

Les écoles et les enseignants sont fréquemment limités par les programmes et les demandes d'examen, et ils doivent être encouragés et soutenus dans l'élaboration de programmes appropriés. Les autorités locales peuvent faire connaître et promouvoir les bonnes pratiques dans l'apprentissage à la citoyenneté cosmopolite. Une autre contribution des collectivités locales consiste à encourager l'emploi d'enseignants venant d'horizons divers, y compris ceux qui ont eux-mêmes l'expérience de la migration. Ces enseignants peuvent aider à développer les programmes existants et à étendre les récits au-delà de ceux qui sont présentés dans les livres de texte standards (Osler, 2017, sous presse).

Les écoles ne peuvent pas enseigner la citoyenneté cosmopolite seules. Elles dépendent de différents partenaires, y compris les musées et d'autres institutions locales. Les musées travaillent souvent avec les écoles pour prolonger le programme afin que les élèves aient la possibilité de bâtir sur leurs expériences personnelles et leurs histoires familiales, en s'assurant que les histoires collectives nouvelles et inclusives rendent effectivement compte des diverses perspectives locales, nationales ou mondiales. Les autorités locales peuvent prendre en charge les musées ainsi que les autres organismes locaux afin de



Le Conseil municipal des enfants, Ville de Toulouse

garantir le « droit de raconter » des élèves (Bhabha, 2003).

Plus important encore, les autorités locales peuvent développer des projets pour s'assurer que les élèves aient bien l'occasion de connaître leurs droits, conformément à leurs obligations en vertu de la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant de 1989. L'éducation à la citoyenneté cosmopolite est fondée sur les droits de l'homme, et elle encourage les élèves à construire des solidarités à tous les niveaux, du local au mondial. Les enseignants et les élèves ont besoin de soutien lorsqu'ils contestent les initiatives telles que celles décrites ci-dessus, concernant la sécurisation, qui menacent les droits des élèves. Écouter les besoins des élèves et de leurs professeurs est un premier pas pour offrir un soutien pour un programme visant à étendre et soutenir les identités des jeunes et les doter des compétences nécessaires pour travailler pour une plus grande justice. ●

Références

- Berry, M. (2016), « Understanding the role of the mass media in the EU referendum », *EU referendum analysis*, Political Studies Association/Loughborough University/Centre for the Study of Journalism, Culture & Community Bournemouth University, <http://www.referendumanalysis.eu/eu-referendum-analysis-2016/section-1-context/understanding-the-role-of-the-mass-media-in-the-eu-referendum/>.
- Bhabha, H. J. (2003), « On writing rights », in M. Gibney (éd.), *Globalizing Rights: the Oxford Amnesty Lectures*, Oxford, Oxford University Press, p. 162-183.
- BBC (2016a), « EU referendum: The result in maps and charts », 24 juin, <http://www.bbc.co.uk/news/uk-politics-36616028>.
- BBC (2016b), « Hungary country profile », 8 décembre, <http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-17380792>.
- BBC (2016c), « Istanbul attacks: Turkish police arrest 235 over 'militant links' », 12 décembre, <http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-38288429>.
- Department for Communities and Local Government (DCLG) (2007), « Preventing violent extremism: Winning hearts and minds », avril, Londres, DCLG.
- Department for Education (DFE) (2014), « Promoting fundamental British values through SMSC », 27 novembre, réf. : DFE-00679-2014, <https://www.gov.uk/government/publications/promoting-fundamental-british-values-through-smsc>.
- Evans, A. B. (2011), « The failure of democratization in Russia: a comparative perspective », *Journal of Eurasian Studies* 2 (1) : 40-51, <http://dx.doi.org/10.1016/j.euras.2010.10.001>.
- Feteke, L. (2012), « The Muslim conspiracy theory and the Oslo massacre », *Race and Class*, 53 (3), 30-47.
- The Guardian (2016), « French parliament votes to extend state of emergency until after 2017 elections », 14 décembre, <https://www.theguardian.com/world/2016/dec/14/french-parliament-votes-to-extend-state-of-emergency-until-after-2017-elections>.
- Held, D. (1997), « Globalization and cosmopolitan democracy », *Peace Review*, 9 (3), 309-314.
- Kundani, A. (2009), *Spooked! How not to prevent violent extremism*, Londres, Institute for Race Relations.
- Lichtblau, E. (2016), « U.S. hate crime surge 6%, fueled by attacks on Muslims », *The New York Times*, 14 novembre, http://www.nytimes.com/2016/11/15/us/politics/fbi-hate-crimes-muslims.html?_r=0.
- Mylovanov, T. (2016), « What is causing the conflict in Ukraine? », *Open Democracy*, 25 mai, <https://www.opendemocracy.net/can-europe-make-it/tymofiy-mylovanov/security-policy-for-ukraine>.
- Ong, A. (1999), *Flexible citizenship: The cultural logics of transnationality*, Durham, NC, Duke University Press.
- Osler, A. (2009), « Patriotism, multiculturalism and belonging: Political discourse and the teaching of history », *Educational Review*, 61 (1), 85-100.
- Osler, A. (2011), « Teacher perceptions of learner-citizens in a global age: cosmopolitan commitments, local identities and political realities », *Journal of Curriculum Studies* 43 (1), 1-24, DOI : 10.1080/00220272.2010.503245.
- Osler, A. (2017, sous presse), « Citizenship education, inclusion and belonging in Europe: rhetoric and reality in England and Norway », in J. A. Banks (éd.), *Global migration, structural inclusion, and citizenship education across nations*, Washington, DC, American Educational Research Association.
- Osler, A., & Starkey, H. (2003), « Learning for cosmopolitan citizenship: theoretical debates and young people's experiences », *Educational Review*, 55 (3), 243-254.
- Osler, A. & Starkey, H. (2005), *Changing citizenship: Democracy and inclusion in education*, Maidenhead, Open University Press.
- Vertovec, S. (2007), « Super-diversity and its implications », *Ethnic and Racial Studies*, 30 (6), 1024-1054.
- Webber, F. (2016), *Prevent and the children's rights convention*, rapport soumis au commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Londres, Royaume-Uni, Institute for Race Relations.



Visite au Musée Afro Brasil, Ville de São Paulo



**Des écoles ethniquement mixtes
comme terreau fertile pour
la tolérance : implications pour
les gouvernements locaux***

Jan Germen Janmaat

Lecteur en sciences sociales comparées, Institute d'Éducation,
University College de Londres

ARTICLE

Le but de cet article est double. Tout d'abord, il évalue la mesure dans laquelle les écoles pluri-ethniques aident à promouvoir des attitudes inclusives envers les immigrés parmi les élèves autochtones et si cet effet est le même dans différents pays européens. Ensuite, il examine les possibilités des gouvernements locaux pour promouvoir le développement des écoles ethniquement diversifiées et empêcher la ségrégation. Concernant le premier objectif, il conclut que des écoles ethniquement diversifiées contribuent en effet à rendre plus accueillants les jeunes autochtones dans leurs attitudes vis-à-vis des immigrés. Cette régularité s'applique uniquement, cependant, dans les anciens pays d'immigration et dans les contextes éducatifs où les enfants immigrés de la deuxième génération sont plus nombreux que ceux de la première génération¹. Cette constatation donne à penser que les enfants de la deuxième génération jouent un rôle crucial dans la communication entre les enfants de la majorité autochtone et les enfants de la première génération qui, en règle générale, manquent encore de maîtrise de la langue du pays. Compte tenu des résultats de cette étude, les autorités locales devraient utiliser leurs compétences pour favoriser les écoles pluri-ethniques et contrecarrer la ségrégation. Elles peuvent le faire en décourageant les politiques qui puissent générer des effets discriminatoires non intentionnels, comme le regroupement par compétence, le choix inconditionnel de l'école par les parents ou les trajectoires d'apprentissage individualisé.

Introduction

Comme les sociétés occidentales sont devenues de plus en plus diversifiées en raison de l'immigration et de la mobilité transfrontalière, la question de la manière dont la population autochtone accueille les nouveaux arrivants est devenue de plus en plus pertinente. Si la population native a des attitudes d'exclusion, l'intégration des immigrés dans la société d'accueil sera gravement compromise, avec des conséquences négatives possibles pour la cohésion sociale. Les gouvernements demandent donc aux écoles de cultiver l'opposé de telles attitudes chez les jeunes, c'est-à-dire la tolérance et une vision accueillante. Pour ce faire, les écoles sont censées promouvoir ces valeurs en ayant un apport pluri-ethnique. L'idée selon laquelle le mélange contribue à la tolérance est basée sur l'hypothèse que (1) un environnement culturellement diversifié offre plus de possibilités d'interaction interculturelle (Blau, 1974) et que (2) conformément à un ensemble donné de conditions une telle interaction améliore la compréhension interculturelle et atténue les opinions négatives infondées sur l'autre du point de vue ethnique (Allport, 1954).

Curieusement, à ma connaissance, malgré l'importance sociale et politique évidente de cette question pour les pays d'immigration, aucune étude n'a été faite à ce jour quant à l'effet de la scolarité mixte sur les attitudes envers les immigrés qui serait le même dans de nombreux contextes nationaux différents. Pettigrew et Tropp (2006) ont abordé le sujet de l'universalité dans leur méta-analyse globale de pas moins de 700 études parmi une grande variété de contextes nationaux. Ils ont constaté que les contacts interethniques sont positivement liés à des attitudes favorables hors du groupe, dans 90 % des études qu'ils ont examinées. Cependant, on ne peut présumer simplement sur la base de cette étude que les écoles pluri-ethniques promouvraient également des attitudes plus tolérantes vis-à-vis des immigrés partout, parce que les études incluses dans le travail de Pettigrew et Tropp ont évalué seulement l'effet de contact d'intergroupe réel (et non pas celui de paramètres mixtes) et qu'elles concernaient essentiellement des attitudes interraciales (Noir-Blanc).

La plupart des études sur la relation entre les attitudes dans les écoles mixtes et hors du groupe ont en fait été des études réalisées dans un seul pays. Fait intéressant, seulement deux d'entre elles, Dollase (2001) et Van Geel et Vedder (2010), ont trouvé que la diversité scolaire était liée positivement aux attitudes favorables hors du groupe. Les études de Wagner *et al.* (1989), Kokkonen *et al.* (2010), Dejaeghere *et al.* (2012) et Bekhuis *et al.* (2013) ne trouvent

* Cet article est une version révisée et résumée de Janmaat (2014)

1. Les enfants immigrants de première génération sont des enfants nés dans le pays d'origine. Les enfants immigrés de deuxième génération sont des enfants nés dans le pays d'accueil mais dont leurs parents (tous deux) sont nés dans le pays d'origine.



© Vicente Zambrano

aucune relation dans les attitudes entre la diversité en classe et hors du groupe, tandis que Vervoort (2011) a constaté que la diversité augmente les attitudes négatives hors du groupe. Il serait prématuré de conclure, sur la base de ce bref examen, que l'effet varie donc selon les pays, puisque les études sur un seul pays ont utilisé différentes mesures de composition ethnique de l'école et d'attitudes interethniques.

Cet article permettra d'évaluer plus en profondeur la question de l'universalité en explorant comment la composition ethnique en classe correspond aux attitudes inclusives vis-à-vis des immigrés chez les élèves autochtones de 13 et 14 ans dans chacun des 14 pays occidentaux étudiés². Ces pays ont tous reçu une immigration récemment et/ou plus anciennement, ce qui signifie que la disposition de la population envers les immigrés est pertinente dans chacun d'entre eux. Les attitudes inclusives réfèrent à la croyance selon laquelle les immigrés devraient avoir les mêmes droits, les mêmes devoirs et les mêmes possibilités que tous les autres citoyens, quels que soient leur pays d'origine et leurs antécédents ethno-raciaux. Étant donné que cette croyance est généralement considérée comme une vertu civique clé sous-tendant la démocratie libérale (Putnam, 1993) et permettant aux immigrés de participer à la

société d'accueil, sa pertinence peut difficilement être surestimée. L'examen de ces croyances parmi les jeunes de 13 et 14 ans est important parce qu'elles sont développées au cours de l'adolescence et deviennent relativement stables par la suite (Sears, 1990). La salle de classe est le contexte sur lequel on doit se concentrer, puisqu'il s'agit de l'environnement dans lequel les adolescents passent beaucoup sinon la plupart de leur temps.

L'étude conclut que les écoles ethniquement diversifiées contribuent en effet à rendre plus accueillants les jeunes autochtones dans leurs attitudes face aux immigrés. Cet effet ne s'applique, cependant, que dans les anciens pays d'immigration et dans les milieux où les enfants immigrés de la deuxième génération sont plus nombreux que ceux de la première génération. Dans les nouveaux pays d'immigration, où les élèves de la première génération sont beaucoup plus nombreux, on ne peut discerner aucun effet de la diversité. Cette constatation donne à penser que les enfants de la deuxième génération jouent un rôle crucial dans la communication entre la majorité autochtone et la première génération, qui en règle générale manque encore de maîtrise de la langue du pays. Compte tenu de l'importance de la scolarisation mixte pour l'admission des immigrés, les autorités locales ont besoin d'utiliser leurs compétences pour favoriser les écoles pluri-ethniques et contrecarrer la ségrégation. Elles peuvent le faire en décourageant les politiques et les pratiques qui ont des effets discriminatoires involontaires, comme le regroupement par compétence, le choix

2. Les pays objet de l'étude sont : Angleterre, Autriche, Chypre, Danemark, Espagne, Flandres (Belgique), Grèce, Hollande, Irlande, Italie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Suède et Suisse.

inconditionnel de l'école par les parents et les trajectoires d'apprentissage individualisé. Dans la mesure du possible, les gouvernements locaux doivent s'assurer que les diverses écoles soient équilibrées dans leur population, en termes de proportions d'élèves autochtones, d'élèves immigrés de la deuxième génération et d'élèves de la première génération. Il n'est pas souhaitable d'avoir des écoles dont la population serait constituée uniquement de natifs et d'élèves immigrés de la première génération.

Mélange ethnique en classe et visions inclusives quant aux immigrés : deux hypothèses

Comme cette étude vise principalement à déterminer si la relation entre les classes pluri-ethniques et les attitudes inclusives est la même dans différents contextes nationaux, il est important de discuter pourquoi on pourrait s'attendre à ce que cette relation soit semblable ou différente d'un pays à l'autre. Une des raisons pour s'attendre à ce qu'elle soit semblable est la similitude saisissante de l'enseignement scolaire à travers le monde occidental en ce qui concerne la structure et le contenu (Benavot *et al.*, 1991). Pratiquement partout, l'enseignement scolaire se caractérise par des groupes de 20 à 30 jeunes du même âge instruits par un adulte dans un espace confiné (la classe et l'école). Cette banalisation des conditions rend plausible la proposition selon laquelle l'effet de la

composition ethnique de la classe observée dans un pays pourrait être généralisé à d'autres pays.

La question suivante concerne donc le sens de cet effet : les salles de classe pluri-ethniques promeuvent-elles ou sapent-elles les attitudes inclusives envers les immigrés ? La littérature sur les relations interethniques n'offre pas une réponse concluante. D'une part, elle nous amène à supposer que les classes mixtes favorisent en effet les attitudes inclusives. Cette conjecture est basée sur un certain nombre de propositions théoriques reliant les conditions d'explication à l'issue d'une façon progressive. Les deux premières propositions ont déjà été mentionnées. L'une concerne l'idée selon laquelle à mesure qu'un contexte social, en particulier un micro-contexte bien délimité tel qu'une classe d'école, devient plus mixte, la probabilité de contact intergroupe augmente en raison de la proximité des membres du groupe externe (Blau, 1974). La deuxième est le principal credo de la théorie du contact, qui estime qu'à mesure que les contacts intergroupes augmentent, l'endogroupe perd ses préjugés et développe des attitudes plus favorables pour le groupe externe (Allport, 1954).

Troisièmement, on peut proposer que la micro-organisation de la classe remplisse habituellement les conditions qu'Allport considère comme vitales pour que les contacts intergroupes aient des effets positifs.



Ces conditions sont (1) l'égalité de statut des groupes s'engageant dans le contact, (2) les objectifs communs, (3) la coopération intergroupe et (4) le soutien institutionnel et la surveillance. Dans une salle de classe, il y a en effet égalité de statut entre les élèves (du moins formellement), le contact inclut souvent des activités impliquant des objectifs communs et la coopération (tels que les sports d'équipe), et l'organisation est étroitement surveillée par un enseignant, qui n'est pas susceptible de permettre un comportement ou des remarques d'intolérance (Kokkonen *et al.*, 2010 ; Janmaat, 2012). Même si toutes ces conditions ne sont pas réunies dans une salle de classe, le contact intergroupe est toujours susceptible de fournir des attitudes positives intergroupes, comme il y a accord aujourd'hui sur le fait que les conditions d'Allport doivent être considérées comme des facteurs de facilitation plutôt que comme des conditions nécessaires (Schlueter et Scheepers, 2010). Quatrièmement, on a prétendu que le contact interethnique favorisait des attitudes positives non seulement envers les membres du groupe externe directement impliqués dans l'interaction, mais aussi envers l'ensemble du hors-groupe, et la méta-analyse mentionnée ci-dessus de Pettigrew et Tropp (2006) a en effet démontré cela. Ces considérations nous conduiraient à attendre qu'une *proportion plus élevée d'élèves immigrés dans une classe favoriseraient des attitudes inclusives vis-à-vis des immigrés parmi les élèves autochtones dans tous les contextes nationaux* (hypothèse 1).

Pourtant, l'effet des classes mixtes est peu susceptible d'être seulement fonction des conditions éducatives et de la taille du hors-groupe. On peut penser que la composition de la population d'origine immigrée (en ce qui concerne l'histoire du peuplement) influe également sur cet effet. Plus précisément, on peut supposer que *dans les pays où les immigrés de la première génération sont (beaucoup) plus nombreux que ceux de la deuxième génération (c'est-à-dire dans les pays qui ont récemment attiré un bon nombre d'immigrants), le lien entre les classes mixtes et la vision inclusive est plus faible que dans les pays où le contraire s'applique* (hypothèse 2a). Cette conjecture est basée sur l'hypothèse que la deuxième génération est généralement mieux intégrée. Ayant été élevés dans le pays d'accueil, les enfants de la deuxième génération ont eu beaucoup plus de possibilités d'apprendre la langue du pays, de se familiariser avec la culture et les coutumes de ce pays, et d'interagir avec les membres de la majorité autochtone que les enfants de la première génération (Esteves et Sampaio, 2013). Les recherches ont démontré que les enfants de la deuxième génération ont en effet une meilleure maîtrise de la langue du pays d'accueil (Tubergen et Kalmijn, 2005 ; OCDE, 2009) et qu'ils ont des niveaux plus élevés d'amitiés avec les enfants de la majorité autochtone (Esser, 2013). D'autres ont trouvé que la compétence dans la langue du pays d'accueil et les amitiés interethniques (ou davantage de contacts avec la majorité autochtone) présentent une

© Vicente Zambrano



corrélation étroite (Wagner et Machleit, 1986 ; Matinovic *et al.*, 2009), ce qui suggère que la langue du pays d'accueil serait cruciale pour les contacts avec la majorité, ou que les deux se renforcent mutuellement. Ainsi, le processus prévu par la théorie de contact, c'est-à-dire celui du contact interethnique qui réduirait les préjugés, est plus susceptible de se produire dans des contextes avec beaucoup d'enfants de la deuxième génération. Cela est d'autant plus probable compte tenu de la constatation que les formes intenses et de haute qualité d'interaction d'intergroupe, telles que les liens d'amitié interethnique, sont tout particulièrement propices à des attitudes plus favorables du groupe externe (Kao et Joyner, 2004). Nous pouvons ajouter que le même phénomène doit aussi être visible au niveau de la salle de classe, c'est-à-dire que *plus il y a d'élèves de la deuxième génération par rapport aux élèves de la première génération dans la salle de classe, plus fort sera le lien entre les classes mixtes et l'inclusivité* (hypothèse 2 b), puisque les micro-environnements tels que les salles de classe varient aussi en matière de population immigrée.

Source des données, variables et méthode

Pour la présente étude, nous avons utilisé des données de la 2009 International Civic and Citizenship Education Study (ICCS). Cette étude a recueilli des données sur les attitudes civiques et les compétences des élèves de 13 et 14 ans dans 38 pays du monde entier. Dans chacun des pays participants entre 1 700 et 4 500 élèves de 66 à 196 écoles ont été interrogés dans un échantillon représentatif au niveau national (Schulz *et al.*, 2010). Dans chaque école choisie, une salle de classe entière a été sélectionnée. Nous avons par ailleurs sélectionné les échantillons de 14 pays occidentaux sous forme de données pour la présente étude. Le choix était limité aux pays occidentaux car ces pays ont récemment et/ou historiquement connu l'immigration.

Les attitudes inclusives sur les immigrés, ce qui était le résultat visé, ont été mesurées avec un indice composé de questions sur l'égalité des droits et des chances pour les immigrés. Des scores plus élevés signifient davantage d'accord avec l'égalité de traitement des immigrés et donc avec des attitudes plus inclusives. La diversité en classe a été mesurée avec la proportion d'élèves d'origine immigrée en classe (y compris les élèves immigrés de la première et ceux de la deuxième génération). Les données ont été traitées avec une analyse multiniveaux. On se reportera à Janmaat (2014) pour avoir davantage d'information sur les données, les variables utilisées dans la recherche, la méthode d'analyse et un examen approfondi des résultats.

Principale conclusion : les classes ethniquement mixtes aident à promouvoir la tolérance, mais seulement quand il y a assez d'enfants immigrés de la deuxième génération.

À l'époque actuelle d'austérité, qui est susceptible de susciter le favoritisme de l'endo-groupe parmi les groupes autochtones (Hoskins *et al.*, 2012), il devient d'autant plus

important d'évaluer ce que les écoles peuvent faire pour promouvoir l'intégration et la tolérance. Dans l'ensemble, les résultats de cette étude constituent une bonne nouvelle pour les partisans de la déségrégation, car ils suggèrent que les écoles ethniquement mixtes sont bien placées pour promouvoir chez les élèves autochtones des attitudes inclusives vis-à-vis des immigrés. Cet effet positif du mélange ethnique pourrait bien être assez puissant pour substituer l'influence des facteurs spécifiques au contexte, la présente étude a observé ces effets positifs dans 7 pays largement divers en taille de la population, en traditions politiques et en composition ethnolinguistique. Certes, aucun effet de mélange ethnique n'a été trouvé dans la moitié des pays examinés. Pourtant, en dehors de la Région flamande et de la Nouvelle-Zélande, ces pays sont tous des nouveaux pays d'immigration qui n'avaient jamais connu de grandes arrivées de migrants auparavant. Les enfants d'immigrés dans ces pays sont pour la plupart de la première génération et ils ont donc peu de chances d'avoir développé une bonne maîtrise de la langue du pays d'accueil et/ou d'avoir déjà établi de nombreux contacts et amitiés avec des jeunes de la majorité autochtone. Ces circonstances sont susceptibles d'entraver la capacité des divers contextes afin de favoriser des attitudes inclusives hors du groupe chez les enfants de la majorité autochtone. Cette constatation suggère en outre que la non relation entre la diversité de la salle de classe et les attitudes d'inclusion dans les nouveaux pays d'immigration est un phénomène temporaire : une fois que les immigrés sont établis et ont eux-mêmes des enfants, cette non relation est susceptible de se transformer en effet positif. Dans les pays où l'immigration est ancienne, avec des communautés d'immigrés bien établies, l'effet positif de la scolarisation mixte sur les attitudes inclusives pourrait donc bien être universel.

Une autre constatation intéressante est que des effets positifs sur les attitudes inclusives ne se produisent qu'à des niveaux moyens et élevés de diversité. Apparemment, quand les élèves autochtones ne forment qu'une petite majorité ou même une minorité dans une classe, ils ne sont pas intimidés par la présence de leurs pairs immigrés, ou du moins pas dans la mesure où cela les empêcherait de prononcer des avis plus inclusifs sur les immigrés que des élèves autochtones dans des salles de classe de population exclusivement native. Fait intéressant, cette constatation suggère également que le problème en faisant un « travail » de mélange ethnique n'est pas la *trop grande* présence du groupe d'immigrés mais une *trop faible* présence de celui-ci. Il est possible, compte tenu de la tendance des gens à interagir seulement avec ceux avec qui ils ont le plus en commun (Blau, 1974 ; Moody, 2001), que les élèves autochtones dans des classes de faible diversité puissent encore éviter tout contact avec leurs pairs immigrés alors que ce n'est plus possible à des niveaux plus élevés de présence d'immigrés.

Implications pour les gouvernements locaux

En somme, cette étude suggère que les décideurs devraient envisager la mixité ethnique comme une stratégie visant à promouvoir des attitudes plus inclusives parmi la majorité autochtone. Ils ne doivent pas s'attendre à des résultats immédiats, cependant, dans les écoles ayant de nombreux élèves immigrés de la première génération. Ils ne doivent pas non plus s'attendre à une présence minimale des élèves immigrés en classe pour faire le travail.

Que peuvent faire les autorités locales pour promouvoir l'école multi-ethnique ? Évidemment, elles sont contraintes par leurs compétences juridiques. Dans de nombreux pays, les municipalités ont seulement le pouvoir sur l'enseignement primaire et, par ailleurs, seulement sur les écoles primaires publiques. Pourtant, grâce à la coopération avec les associations d'école, elles peuvent réaliser beaucoup, comme nous le verrons plus loin. Les autorités locales peuvent encore fournir un ensemble de mesures (dés-)incitatives aux écoles pour aider à promouvoir une école plus intégrée ou à faire pression sur le gouvernement central afin qu'il modifie la législation concernant les effets secondaires de ségrégation.

Dans les régions où les autorités locales ont des pouvoirs, elles peuvent supprimer ou décourager un certain nombre de politiques et de pratiques ayant des effets discriminatoires non intentionnels. Une de ces pratiques est le regroupement par compétence, c'est-à-dire la coutume répandue d'affecter les élèves des différents groupes sur la base de leur rendement scolaire et d'offrir aux élèves très performants un programme plus difficile, en termes de rythme, de sujets abordés ou d'approfondissement du sujet. Cette pratique peut se produire au sein des écoles et entre elles, et elle a été en particulier associée à la *ségrégation sociale* en raison de la relation étroite qui existe entre le rendement et le milieu social (Green *et al.*, 2006). En d'autres termes, comme les élèves faibles sont de manière disproportionnelle davantage issus des milieux défavorisés, un mécanisme de tri basé sur la compétence conduit à une concentration d'élèves issus de milieux défavorisés dans les écoles moins réputées ou sur des voies de garage (infériorité tant en termes de rendement scolaire moyen qu'en composition sociale). Conformément à cette logique, en effectuant un regroupement par compétence, on peut encore s'attendre à ce qu'il soit lié à la *ségrégation ethnique* s'il existe de grands écarts dans les résultats scolaires entre les élèves issus de l'immigration et les enfants de la majorité autochtone, ce qui est plus la règle que l'exception en Europe de l'Ouest (Crul et Vermeulen, 2003 ; Karsten *et al.*, 2006). En effet, l'OCDE a récemment rejeté très explicitement le regroupement par compétence, en disant qu'il était préjudiciable à l'intégration des enfants d'immigrés (OCDE, 2015). Les gouvernements locaux peuvent abolir cette pratique en l'interdisant dans les

écoles qu'ils contrôlent directement ou en poursuivant une politique de la carotte et du bâton envers les écoles qui sont régies par d'autres (par exemple en ne permettant pas aux écoles qui continuent à pratiquer le regroupement par compétence la possibilité d'utiliser des équipements municipaux tels que les piscines).

La liberté totale du choix par les parents de l'école de leur goût pour leurs enfants est une autre stratégie qui a été liée à des niveaux élevés de ségrégation ethnique, particulièrement lorsque les familles immigrées sont pour la plupart de la classe ouvrière (Weekes-Bernard, 2007). En règle générale, les parents de la classe moyenne sont mieux informés et plus habiles pour naviguer dans le système. Ils parviennent donc à inscrire leurs enfants dans les meilleures écoles, tandis que « les familles ouvrières et économiquement marginalisées sont obligées de se contenter de ce qui reste » (*ibid.* p. 1). Le résultat est un paysage de forte ségrégation scolaire, notamment socialement, et dans la mesure où les divisions ethniques et sociales coïncident, également sur le plan ethnique. Les gouvernements locaux pourraient envisager d'utiliser un système de choix parental restreint basé sur des quotas ethniques et sociaux des populations scolaires ainsi qu'un mécanisme complexe d'allocation pour les élèves. Ces systèmes sont déjà en place notamment à Brighton au Royaume-Uni et à Amsterdam et Nimègue aux Pays-Bas. Dans les villes avec une *faible ségrégation résidentielle*, le gouvernement local pourrait également instituer une carte scolaire comme moyen de limiter la liberté de choix et de promouvoir le mélange ethnique. Ce qui est intéressant dans les cas d'Amsterdam et de Nimègue, c'est que ces municipalités font fonctionner un système d'allocations d'élève qui couvre toutes les écoles primaires relevant de leur juridiction, c'est-à-dire y compris les écoles non publiques³. L'objectif est d'atteindre une répartition sociale et ethnique des élèves plus équilibrée dans toutes les écoles. Elles ont réussi à le mettre en place en travaillant étroitement avec les associations de gestion scolaire qui s'intéressaient également à la lutte contre la ségrégation.

Au sein des écoles, les trajectoires d'apprentissage individualisé ont été identifiées comme étant la source d'une plus grande inégalité et de ségrégation. Dès 1974, le sociologue français Raymond Boudon a noté que plus tôt un système commence à se ramifier et plus il y a de branches différenciant par domaine et par niveau, plus il y a d'inégalité dans le système (Boudon, 1974). C'est encore la même régularité : plus d'enfants d'immigrés de milieux

3. On trouvera davantage d'information sur le système d'allocation de Nimègue dans : <https://schoolwijzernijmegen.nl/> (en néerlandais).

sociaux modestes se concentrent dans une école et plus ils luttent pour bien fonctionner dans le système, et plus un système sera diversifié offrant beaucoup de choix se traduira par l'envoi de ces enfants dans les voies de garage où ils sont en grande partie isolés de l'ethnie majoritaire. Le message pour les gouvernements locaux est donc de faire en sorte que les enfants puissent jouir d'un tronc commun avec peu de bifurcations aussi longtemps que possible.

Certes, bon nombre des mesures proposées ci-dessus seront difficiles à vendre politiquement car elles restreignent la liberté d'autonomie de choix et l'autonomie scolaire. De ce point de vue, l'effort pour lutter contre la ségrégation est un autre exemple de la tension classique entre la liberté et l'égalité. Dans les endroits où freiner le choix de l'école ou de regroupement par compétence n'est tout simplement pas une option politique, la ségrégation peut être atténuée de façon plus indirecte en fournissant une éducation réparatrice visant les enfants de migrants pauvres, telle que la formation linguistique dans la langue du pays et les stages d'été (OCDE, 2015). Après tout, si les enfants migrants bénéficient de ces services à un point tel que l'écart de performance avec la majorité autochtone disparaît, effectuer un regroupement par compétence n'aura plus les effets de tri ethnique. ●

Références

- Allport, G. (1954), *The Nature of Prejudice*, Reading, MA, Addison-Wesley.
- Bekhuis, H., Ruiter, S. et Coenders, M. (2013), « Xenophobia among Youngsters: The Effect of Interethnic Contact », *European Sociological Review*, 29, 229-242.
- Benavot, A., Cha, Y.-K., Kamens, D., Meyer, J.W. et Wong, S.Y. (1991), « Knowledge for the Masses: world models and national curricula, 1920-1986 », *American Sociological Review*, 56, 85-100.
- Blau, P.M. (1974), « Parameters of Social Structure », *American Sociological Review*, 39, 615-635.
- Boudon, R. (1974), *Education, Opportunity and Social Inequality*, Londres, Wiley-Interscience.
- Crul, M. et Vermeulen, H. (2003), « The second generation in Europe », *International Migration Review*, 37/4, 965-986.
- Dejaeghere, Y., Hooghe, M. et Claes, E. (2012), « Do Ethnically Diverse Schools Reduce Ethnocentrism? A Two-Year Panel Study Among Majority Group Late Adolescents in Belgian Schools », *International Journal of Intercultural Relations*, 36, 108-117.
- Dollase, R. (2001), « Die Multikulturelle Schulklasse - oder: Wann ist der Ausländeranteil zu hoch? », *Zeitschrift für Politische Psychologie*, 9, 113-126.
- Esser, H. (2013), « The Integration of Second Generation Immigrants in Germany: An Explanation of Cultural Differences », in R.S. Sigel et M. Hoskin (éds.), *Education for Democratic Citizenship: A Challenge for Multi-Ethnic Societies*, New York, Lawrence Erlbaum, 45-70.
- Esteves, A. et Sampaio, D. (2013), « Language Proficiency among Immigrants and the Establishment of Interethnic Relations: A Comparative Analysis of Bilbao, Lisbon and Rotterdam », *Finisterra*, XLVIII, 96, 65-88.
- Green, A., Preston, J. et Janmaat, J. G. (2006), *Education, Equality and Social Cohesion: A Comparative Analysis*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- Hoskins, B., Kerr, D., Abs, H. J., Janmaat, J. G., Morrison, J., Ridley, R. et Sizmur, J. (2012), *Participatory Citizenship in the European Union: Analytic Report*. Disponible sur http://ec.europa.eu/citizenship/pdf/report2_analytic_report.pdf
- Janmaat, J. G. (2012), « The Effect of Classroom Diversity on Tolerance and Participation in England, Sweden and Germany », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 38, 21-39.
- Janmaat, J. G. (2014), « Do Ethnically Mixed Classrooms Promote Inclusive Attitudes Towards Immigrants Everywhere? A Study Among Native Adolescents in 14 Western Countries », *European Sociological Review*, vol. 30, n° 6, 810-822.
- Kao, G., et Joyner, K. (2004), « Do race and ethnicity matter among friends? Activities among interracial, interethnic, and intraethnic adolescent friends », *The Sociological Quarterly*, 45, 557-573.
- Karsten, S., Felix, C., Ledoux, G., Meijnen, W., Roelleveld, J. et van Schooten, E. (2006), « Choosing Segregation or Integration? The Extent and Effects of Ethnic Segregation in Dutch Cities », *Education and Urban Society*, 38, 2, 228-247.
- Kokkonen, A., Esaiasson, P. et Gilljam, M. (2010), « Ethnic Diversity and Democratic Citizenship: Evidence from a Social Laboratory », *Scandinavian Political Studies*, 33, 331-335.
- Martinovic, B., van Tubergen, F. et Maas, I. (2009), « Dynamics of Interethnic Contact: A Panel Study of Immigrants in the Netherlands », *European Sociological Review*, 25, 303-318.
- Moody, J. (2001), « Race, School Integration, and Friendship Segregation in America », *American Journal of Sociology*, 107, 679-716.
- OCDE (2009), *PISA 2009 Results: Overcoming Social Background; Equity in Learning Opportunities and Outcomes*, volume II, Paris, OCDE.
- OCDE (2015), *Immigrant Children at Schools: Easing the Journey towards Integration*, Paris, OCDE.
- Pettigrew, T. F. et Tropp, L. R. (2006), « A Meta-Analytic Test of Intergroup Contact Theory », *Journal of Personality and Social Psychology*, 90, 751-783.
- Putnam, R. (1993), *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton, NJ, Princeton University Press.
- Schlueter, E. et Scheepers, P. (2010), « The Relationship between Outgroup Size and Anti-Outgroup Attitudes: A Theoretical Synthesis and Empirical Test of Group Threat- and Intergroup Contact Theory », *Social Science Research*, 39, 285-295.
- Schulz, W., Ainly, J., Fraillon, J., Kerr, D. et Losito, B. (2010), *ICCS 2009 International Report: The Civic Knowledge, Attitudes and Engagement Among Lower Secondary School Students in 38 Countries*, Amsterdam, IEA.
- Sears, D. O. (1990), « Whither Political Socialization Research? The Question of Persistence », in Ichilov, O. (éd.), *Political Socialization, Citizenship Education and Democracy*, New York, Teachers College Press, 69-97.
- Van Geel, M. et Vedder, P. (2010), « Multicultural Attitudes among Adolescents: The Role of Ethnic Diversity in the Classroom », *Group Processes & Intergroup Relations*, 14, 549-558.
- Van Tubergen, F. et Kalmijn, M. (2005), « Destination-Language Proficiency in Cross-National Perspective: A Study of Immigrant Groups in Nine Western Countries », *American Journal of Sociology*, 110, 1412-1457.
- Vervoort, M. H. M., Scholte, R. H. J. et Scheepers, P. L. H. (2011), « Ethnic Composition of School Classes, Majority-Minority Friendships, and Adolescents' Intergroup Attitudes in the Netherlands », *Journal of Adolescence*, 34, 257-267.
- Wagner, U. et Machleit, U. (1986), « Gastarbeiter in the Federal Republic of Germany: Contact between Germans and Migrant Populations », in Hewstone, M. (éds.), *Contact and Conflict in Intergroup Encounters*, Oxford, Blackwell, 59-78.
- Wagner, U., Hewstone, M. et Machleit U. (1989), « Contact and Prejudice between Germans and Turks », *Human Relations*, 42, 561-574.
- Weekes-Bernard, D. (2007), *Ethnic Segregation and School Choice: Educational Decision-Making among Black and Minority Ethnic Parents*. Londres, The Runnymede Trust.



Manuela Carmena

Maire de Madrid (Espagne)

ENTRETIEN

Manuela Carmena Castrillo est juge. Après avoir obtenu sa maîtrise en Droit à l'Université Complutense de Madrid en 1965, elle fonda un cabinet d'avocats spécialisés dans le droit du travail qui s'installa dans la rue d'Atocha (Madrid) où, en janvier 1977, un attentat de l'extrême-droite provoqua la mort de plusieurs de ses collègues ainsi qu'une grande consternation dans toute l'Espagne. Défenseur des travailleurs et des détenus pendant la dictature franquiste, elle a aussi été membre du Conseil général du Pouvoir judiciaire et déléguée pour le Pays Basque, juge doyenne de Madrid et juge de surveillance pénitentiaire. Elle a représenté l'Espagne dans le Groupe de Travail contre les Détentions arbitraires de l'ONU. En 2010, elle a pris sa retraite pour revenir peu après à la vie active en développant un important travail en rapport avec les victimes des abus policiers au Pays Basque. Elle a assumé sa tâche juridictionnelle conjointement à celle du Groupe de Travail de l'ONU contre les Détentions arbitraires, tout d'abord comme rapporteur puis comme présidente. Elle a aussi mené à terme des travaux de coopération juridique internationale au Nicaragua, au Salvador, au Honduras, au Pérou, au Guatemala et en République démocratique du Congo. Innovatrice et entrepreneuse sociale, elle a toujours conservé une activité d'enseignement et de pédagogie pour repenser et humaniser la justice. Elle est aussi l'auteure de divers ouvrages ; le plus récent, *Por qué las cosas pueden ser diferentes* (Parce que les choses peuvent être différentes), a été publié en 2015. En 2015, elle s'est présentée aux élections primaires sur la liste *Ahora Madrid* pour les élections municipales et elle a été élue en tête de liste. Après un accord entre *Ahora Madrid* et le PSOE madrilène, Manuela Carmena a été investie comme maire avec la majorité absolue.

Quels sont les défis que doit relever actuellement Madrid en rapport avec le vivre ensemble ?

Madrid est une ville dans laquelle le vivre ensemble est facile. C'est une ville qui a un faible niveau de violence et je dirais même qu'elle a une importante attitude de sympathie et d'amabilité. Le vivre ensemble est raisonnablement facile mais il y a cependant des améliorations à apporter. Et les défis que nous devons relever sont pour l'essentiel en rapport avec la violence gratuite, la violence provoquée par la colère. Or, celle-ci est souvent infondée, développée et dirigée par l'intolérance, le manque d'acceptation des autres en tant qu'ils sont distincts de nous-mêmes.

En 2004, Madrid a été victime d'un terrible attentat terroriste. Est-il possible de vaincre la peur et de garantir la sécurité des habitants sans entamer la liberté des individus ?

À mon avis, il est possible de garantir la sécurité des habitants sans réduire la liberté des individus. Plus encore, je pense que lorsque les gens vivent sans liberté il y a davantage d'insécurité, vu que la peur existe. La génération de la peur dans une société est extraordinairement dangereuse ; de surcroît, elle est négative pour le développement même de la ville. Je crois que Madrid a fait ce qu'elle devait faire, c'est-à-dire soutenir les victimes de ce terrible carnage et, en même temps, faire juger les auteurs de ces attentats sauvages et les condamner. Qu'ils soient

totallement inculpés et purgent leur peine, comme ils sont en train de le faire. Je crois que c'est ce qu'il fallait faire.

Étant donné votre longue trajectoire comme magistrat, la violence n'est pas un fait étranger pour vous. Que pensiez-vous alors que l'on aurait pu faire et que l'on ne faisait pas, et que pensez-vous faire maintenant que vous êtes maire pour réduire cette violence ?

Le plus important, je le pensais alors et je continue à le penser aujourd'hui, c'est mesurer ou évaluer tout élément que l'on souhaite modifier. La première chose qu'il faut savoir, c'est le type de violence qu'il y a à Madrid, ses caractéristiques, si elle augmente ou si elle diminue, pourquoi, les causes de cette violence et ce qui la déclenche. C'est ça l'essentiel.

De ce point de vue, nous tentons à la Mairie de mener à terme une réflexion sur la violence que veut étudier le *Forum mondial sur les Violences urbaines et l'Éducation pour le Vivre ensemble et la Paix* (18-21 avril 2017) qui nous servira, dans une certaine mesure, pour commencer, à partir des études réalisées principalement par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), à concevoir un véritable plan contre la violence à Madrid. Dans ce forum, nous avons réfléchi non pas tant sur les questions en rapport avec la sécurité dans la ville sinon sur les racines et les causes qui engendrent les violences urbaines et sur la manière de les combattre et de les éradiquer. En ce sens, les processus d'éducation sont

importants pour apprendre aux jeunes à leur faire face, à résister aux frustrations et à résoudre les conflits sans faire usage de la violence.

L'utilisation de l'espace public de la part des différents groupes peut être aussi la source de conflits qui génèrent parfois de la violence. Qu'est-ce qui est, selon vous, à l'origine de ces conflits ?

Je crois que ce n'est pas tant l'utilisation des espaces publics en tant que tels que les comportements différents de certains secteurs de la population par rapport à d'autres, non seulement dans le public sinon aussi dans le privé. J'ai pu voir comment des communautés de propriétaires ayant de faibles niveaux de revenus économiques, mais avec une grande implication quant à l'amélioration de leur propre immeuble et à l'amélioration du vivre ensemble, se sont sentis tout à fait indignés quand des collectifs, qui peuvent être parfois des collectifs d'immigrants, ne remplissent pas les standards auxquels est habituée la population nationale. Cela peut être à l'origine d'une confrontation, qui est absolument irréaliste,

entre nationaux et étrangers, et qui est déterminée exclusivement par les différences quant à leurs comportements. Il est très important de l'avoir présent à l'esprit et de faire tout ce qui est possible pour extérioriser le problème avant qu'il ne devienne un attentat contre le vivre ensemble.

Les inégalités sociales sont souvent une source de conflits qui rendent difficile le vivre ensemble. Pourriez-vous nous expliquer la politique d'insertion professionnelle destinée aux groupes les plus défavorisés ?

La Mairie de Madrid dispose d'agences pour l'emploi, qui sont des structures créées pour favoriser la recherche de travail pour les travailleurs des secteurs les plus marginaux et dans les quartiers les plus vulnérables. À partir de là, dans l'agence pour l'emploi elle-même, on a créé et l'on crée constamment des projets afin d'aider les groupes qui ont le plus de difficultés pour trouver du travail. Ainsi, par exemple, on a embauché sous contrat des groupes de personnes ayant des difficultés importantes pour trouver



La médiation est un principe fondamental de la politique municipale, parce qu'elle renforce la capacité des habitants eux-mêmes à résoudre leurs conflits de manière pacifique. Au cours de la journée « La médiation à la Mairie de Madrid : expériences et nouvelles attentes », qui s'est tenue le 21 janvier 2017, nous avons divulgué auprès du personnel municipal les différents services de médiation que la Mairie offre.



Travail avec les habitants pour développer un des projets sélectionnés, plus concrètement « Découvre tes voisins », de *Villaverde Experimenta*, programme de participation citoyenne qui prétend améliorer la vie en commun et aider à penser Madrid depuis toute la richesse et la complexité de ses quartiers.

un emploi pour faire du nettoyage, ainsi que pour la réalisation d'autres types de tâches.

À Madrid, 12,22 % de la population est d'origine étrangère. Comment est-il possible de rompre avec les peurs et contrecarrer les attitudes racistes qui se réveillent parmi la population d'accueil quand elle considère l'autre comme une menace ? Pourriez-vous nous expliquer comment l'on travaille pour obtenir une véritable inclusion de la population immigrée ?

Il n'y a pas à Madrid de noyau de population significatif qui ait des attitudes racistes. Madrid est une ville qui accueille bien la plupart des immigrants, probablement parce que dans la majorité des cas il s'agit d'immigrants latino-américains avec lesquels s'établit une grande relation de communication, parce qu'ils partagent une même langue et, dans une certaine mesure, une même histoire. Malgré tout, cela n'empêche pas qu'il y ait à certains moments des actes qui sont la preuve d'un mépris d'une partie des habitants de Madrid envers les étrangers, qui se traduisent parfois par des attitudes de déqualification véritablement graves. De ce point de vue,

ce que la Mairie pense faire, c'est développer une attitude visant la tolérance et l'acceptation de l'autre comme étant un fait positif, au travers de l'éducation ainsi que d'institutions concrètes de caractère général qui sont ouvertes à tous et toutes qu'ils soient ou non immigrés, qu'ils aient ou non des papiers en règle. Dans ce même sens, le bureau de la migration prétend aider les collectifs qui peuvent souffrir de ces situations, parfois même de marginalisation, à trouver des alternatives permettant de les dépasser.

Quelle importance donnez-vous à la participation citoyenne en tant que moteur d'intégration dans la gestion municipale actuelle ?

L'équipe municipale actuelle a fait systématiquement son étendard de la participation, vu qu'elle considère que c'est un élément absolument déterminant pour obtenir cette structure d'intégration. Et, bien que très souvent les taux de participation des habitants ne soient pas très importants, il faut penser que nous générons de nouvelles attitudes qui consolideront petit à petit la participation citoyenne comme un élément d'intégration sociale.



La campagne « Madrid soigne, Madrid ne produit pas d'exclusion sanitaire » a commencé à la fin de l'année 2015 avec des ateliers de formation destinés aux travailleurs municipaux des Centres de Santé et de l'attention téléphonique Ligne Madrid, ainsi que l'édition d'affiches et de diptyques d'information, en cinq langues différentes, sur le droit à l'attention sanitaire. Grâce à cette campagne, près de 200 cas d'exclusion de personnes qui n'avaient pas pu obtenir par elles-mêmes l'attention sanitaire ont été traités et résolus.



Madrid invite les habitants ainsi que la société civile organisée du quartier de Carabanchel à penser conjointement, avec l'aide de professionnels, aux futurs usages du terrain de l'ancien marché de Puerta Bonita. Cette initiative vise à rendre compatibles les aspirations citoyennes et les nécessités municipales requises par le district.

Quel type d'interventions menez-vous à terme dans les centres éducatifs visant à améliorer le vivre ensemble ?

Nous menons à terme de très nombreuses interventions qui vont depuis les plans du vivre ensemble jusqu'au développement d'intéressants processus de médiation parmi les élèves eux-mêmes, en passant par les théâtres forums ou les activités de sensibilisation. À titre d'exemple, j'ai vu récemment comment un groupe de personnes qui se formaient pour devenir éducateurs préparaient de petits sketches destinés aux élèves dans lesquels elles dénonçaient la violence de genre en montrant des comportements absurdes et intolérables de la part d'un homme envers une femme.

En ce qui concerne les processus de médiation parmi les élèves eux-mêmes pour intervenir dans les conflits qui peuvent exister entre eux, il y a des professeurs qui font remarquer que certains jeunes médiateurs finissent par intervenir aussi dans leurs propres familles en apportant la paix dans des conflits qui auraient pu s'aggraver.



Présentation du travail réalisé par les médiateurs et les médiatrices scolaires, qui reçoivent une formation au début du cours comprenant des stratégies d'écoute active, de communication assertive et de résolution de conflits. L'équipe de médiateurs agit de manière coordonnée avec les enseignants.



Près de 300 personnes ont participé à la première journée organisée pour définir les futurs usages du palais de la Duquesa de Sueca, un espace qui avait été abandonné pendant des années et qui est actuellement en cours de réhabilitation.

Quel rôle joue l'éducation citoyenne dans l'amélioration du vivre ensemble dans la ville ?

À Madrid, nous sommes conscients de ce que l'éducation joue un rôle déterminant, et tout spécialement l'éducation que donne la ville, ce podium ou ce haut-parleur que signifie la ville, pour diffuser des éléments positifs afin que tous ceux et celles qui sont en cours de formation, ou pour ceux qui comme nous continuent à apprendre – parce que l'être humain est toujours dans un processus constant de formation– puissent continuer à en profiter. Il est très important d'apprendre à nous comporter de manière civique, d'apprendre à faire notre possible pour résoudre tous les conflits d'une manière civilisée, consciente et sans violence. Pour finir, j'aimerais transmettre un message qui me paraît essentiel : la violence peut être évitée. J'aimerais faire mienne cette affirmation que le grand Nelson Mandela fit en 2005, dans son prologue au rapport de l'Organisation mondiale de la Santé : la violence n'est pas consubstantielle à l'être humain. La violence est apprise et, par conséquent, de même qu'on l'apprend, on peut la désapprendre... Et c'est ce que nous prétendons faire à Madrid. ●



Le programme municipal « Bénévoles pour Madrid » comprend plus de 11 200 personnes bénévoles qui consacrent une partie de leur temps à des tâches solidaires qui couvrent tous les domaines de la vie de la ville (social, culturel, sportif, environnemental, santé, etc.), pour des événements ponctuels ou des projets permanents. Ce programme a reçu, en 2016, la médaille d'Or de la ville.



La Mairie de Madrid destinera 100 millions d'euros aux budgets participatifs de cette année, ce qui représente une augmentation de 66 % par rapport à l'année antérieure. Au travers du projet « Si tu te sens chat », la ville prétend ainsi développer la participation parmi les jeunes, grâce à des matériaux didactiques et des rencontres sur les budgets participatifs.



Exposition de projets du Concours international d'Idées, ouvert pour décider conjointement du futur remodelage de la plaza España, un des espaces publics parmi les plus représentatifs de la ville qui a subi un processus de dégradation au cours de ces dernières années.

Mónica Fein

Maire de Rosario (Argentine)



ENTRETIEN

Mónica Fein est la maire de Rosario depuis le mois de décembre 2011. Licenciée en Biochimie de l'Université nationale de Rosario, elle a complété sa formation en Santé publique à l'Institut Lazarte.

En 1992, elle a participé à la création du Laboratoire de Spécialités médicales (LEM), où elle exerçait la responsabilité de chef principale. Ce laboratoire a constitué un modèle national pour la production publique de médicaments.

En 1995, elle a assumé la Direction municipale de la Santé et elle a impulsé un changement de paradigme quant au contrôle bromatologique. Elle a développé l'Institut de l'Aliment, pionnier dans la prévention et l'éducation pour la qualité alimentaire.

De 1997 à 2001, et à nouveau de 2003 à 2007, elle a été adjointe au maire en charge de la Santé publique de la Municipalité de Rosario. C'est au cours de ces deux mandats qu'ont été mis en marche la Salle de Transplantations de Moelle osseuse de l'Hôpital pour Enfants V. J. Vilela, le Centre de Spécialités médicales ambulatoires (CEMAR), la nouvelle Maternité Martin et le nouvel Hôpital d'Urgences Clemente Álvarez (HECA). Son travail a reçu la reconnaissance de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

De 2001 à 2003, elle a été conseillère et présidente de la Commission de la Santé du Conseil municipal de Rosario.

De 2007 à 2011, elle a été députée nationale du Frente Progresista Cívico y Social. Son travail s'est centré sur des thématiques d'Action sociale et de Santé publique, de Réglementations fiscales et prévisionnelles, de Population et de Développement humain, et de Troisième Âge. Elle a soutenu l'Accord pour la Sécurité démocratique, conjointement à divers organismes des Droits humains.

Quels sont les défis que doit relever la ville de Rosario en ce qui concerne le vivre ensemble ?

Rosario relève les mêmes défis que de nombreuses autres communes, qui sont en rapport avec la construction de villes plus justes, plus équitables, avec davantage de solidarité et de respect pour la diversité, qui mettent en valeur l'égalité des chances et l'intégration sociale comme principes rendant possible cette construction du mieux vivre ensemble.

De nos jours, nos villes sont des espaces complexes. Elles hébergent des relations qui peuvent être fluides ou fragmentées et qui expriment des dynamiques dans lesquelles sont bâtis des codes communs et partagés ; par ailleurs, se déploient des coexistences de temps et d'identités diverses, variées et inégales.

Nous abordons cette complexité, depuis de nombreuses années, avec des politiques qui nous permettent de renforcer le vivre ensemble pour aller vers des villes plus inclusives. Pour ce faire, Rosario a crû de manière à la fois durable et planifiée grâce à notre Plan stratégique, conçu et accordé au cours de processus participatifs avec divers secteurs de la société, et dont le principal défi est de construire une ville intégrante du double point de vue social et urbain.

Parallèlement, nous travaillons de manière intense pour garantir les droits essentiels tels que la santé gratuite et de qualité pour tous les citoyens, pour l'égalité, en améliorant

l'infrastructure de chaque quartier, de chaque centre du vivre ensemble, ou avec des programmes d'inclusion socio-professionnelle pour les jeunes qui se trouvent dans un certain degré de vulnérabilité sociale, tels que le Programme Nouvelle Opportunité.

Nous travaillons aussi contre l'impunité, en nous articulant avec tous les niveaux de l'État, parce qu'il est très important que chacun soit là où il doit être.

En définitive, les axes sur lesquels nous travaillons pour améliorer le vivre ensemble sont, pour la ville de Rosario, la participation citoyenne et le renforcement du public. C'est dans ce sens que nous dirigeons chacune de nos politiques publiques.

Quelles politiques et quelles actions mettez-vous en pratique pour relever ces défis ?

Lorsque nous parlons d'un gouvernement proche, c'est parce que nous voulons un État profondément présent, proche, moderne, qui garantisse les droits et qui convoque la participation. Les centres du vivre ensemble de quartier, qui favorisent l'inclusion de groupes familiaux complets en leur offrant le plein exercice de leurs droits, les centres municipaux de district, les centres culturels, les centres sportifs, les musées et les bibliothèques, les centres de santé ont tous développé durant des décennies un travail soutenu pour l'inclusion sociale, culturelle et éducative, et ils sont aujourd'hui notre scène privilégiée pour travailler

sur les liens sociaux, pour raccourcir la distance qui existe entre le gouvernement et les citoyens, et pour garantir l'écoute.

Pour ce faire, nous sommes en train d'approfondir nos politiques sociales, de santé, de l'enfance et de genre. En outre, nous renforçons l'économie sociale et solidaire, et surtout nous donnerons une nouvelle impulsion et de nouvelles fonctions à la décentralisation municipale.

Nous avons mis en fonctionnement 25 tables de quartier. Dans ces tables, nous réfléchissons ensemble, nous discutons des problèmes et nous élaborons des solutions collectivement. Nous nous asseyons tous ensemble : les fonctionnaires de chaque zone, la police, le président du club, du quartier, la directrice de l'école et les habitants du quartier.

Au travers de la Direction de Quartier, nous renforçons les associations d'habitants, un mouvement de localisation de quartier de plus de 100 ans d'existence dans la ville, dont la mission est de collaborer et de participer étroitement avec les institutions de l'État pour renforcer les diverses politiques gouvernementales visant à améliorer la qualité de vie des citoyens ainsi que la qualité des travaux qui sont entrepris dans ce même but.

D'autre part, après 14 ans de budget participatif comme politique de participation citoyenne, il est nécessaire d'innover les méthodologies, d'achever ce qui est en cours et de rendre visible pour les habitants l'impact des projets qui ont été votés.

De surcroît, nous approfondirons le travail du Programme de Volontariat qui permet d'articuler des actions avec plus de 60 organisations sociales de la ville. Actuellement, il

existe environ 25 programmes de la commune auxquels participent des volontaires, hommes et femmes, qui abordent la diversité de thématiques telles que la santé, la culture, la santé animale, l'éducation, l'écologie ou l'environnement. Nous voulons renforcer ce lien territorial qui dispose aujourd'hui de milliers de volontaires et multiplier les liens avec d'autres organisations, telles que l'université publique.

Pouvez-vous nous donner quelques exemples de la manière dont vous travaillez dans la ville de Rosario pour gagner de l'espace public pour la citoyenneté et pour que l'appropriation collective de ces espaces se réalise dans le respect de règles partagées ?

On peut distinguer deux expériences de gestion partagée entre l'État et la société civile qui ont eu un impact important dans la vie des habitants.

En premier lieu, le Programme pour une Mobilité sûre et durable est développé dans des espaces d'enseignement formel et non formel. En articulation avec diverses répartitions de la commune, les organisations de la société civile et les écoles de la ville de Rosario, nous sommes en train de réaliser diverses actions qui questionnent, dans un cadre ludique, les pratiques de mobilité en cours, forment des citoyens engagés avec une mobilité sûre et durable, et contribuent à la transformation de l'espace public. Les interventions renforcent les politiques publiques mises en œuvre par la commune afin de générer un changement de paradigme par rapport à la manière de concevoir la mobilité. Ces interventions sont nées dans le cadre du Plan intégral de Mobilité et légitimées par les habitants dans le Pacte de Mobilité.

Nouveaux espaces publics sur la berge du fleuve





Rue Récréative fermée au transit des véhicules à moteur afin que les habitants puissent jouir de la ville

En second lieu, le Programme Pédagogie urbaine est consacré à la conception et à la mise en œuvre de politiques éducatives publiques qui envisagent la ville, au travers de ses territorialités matérielles et imaginaires, comme la scène de multiples apprentissages. Ce programme incorpore l'éducation comme une dimension intégrale de croissance et de communication humaine, et il cherche à interpréter les souhaits de même que les besoins de l'arc complet des générations, mais il met un accent tout particulier sur les politiques de l'enfance et de la jeunesse, en les orientant vers le renforcement du sens collectif et participatif de la vie urbaine.

Travailler pour que nos villes soient bien connectées et sûres constitue une clé pour que les individus puissent vivre et profiter de toute la ville, en évitant la ségrégation. Quels progrès ont été enregistrés dans ce domaine à Rosario ?

La municipalité peut apporter de la sécurité. Nous relevons le défi de renforcer les politiques publiques qui répondent à cette demande, les aspects qui améliorent le mieux vivre ensemble, tels que le contrôle et l'accomplissement de la réglementation, en prenant comme axe notre présence sur le territoire de la ville. Nous devons travailler tous ensemble pour définir les règles que nous choisissons pour vivre ensemble : qu'allons-nous permettre et qu'allons-nous interdire ? Il nous faut accorder ce qui nous semble inacceptable dans notre demeure commune et exercer les responsabilités de l'État conformément.

Nous abordons de manière intégrale les problématiques de la ville et nous le faisons avec notre engagement social. Sous

la direction du Secrétariat du Contrôle et du Vivre ensemble, nous avons mis en œuvre de nouveaux mécanismes grâce auxquels nous sommes en mesure d'intervenir dans le territoire : ce sont ce que nous appelons les Opératifs intégraux. Ils consistent en une intervention conjointe des diverses aires municipales avec des actions de prévention et des services dans des zones délimitées. Nous cherchons ainsi à générer de meilleures conditions de proximité entre le gouvernement et le citoyen, et à promouvoir le vivre ensemble dans l'espace public. Les tâches et les contrôles à réaliser sont le résultat de la consultation préalable des habitants, des tables de quartier, des associations de quartier et des centres de district.

Les inégalités constituent, souvent, une source de conflits et de problèmes de la vie partagée. Quelles politiques d'égalité des chances articulez-vous de ce point de vue ? Existe-t-il des preuves que de telles politiques aient contribué à un vivre ensemble plus harmonieux dans la ville ?

Nous sommes un gouvernement proche lorsque nous garantissons les droits essentiels. La municipalité de Rosario, par sa trajectoire remarquable dans le domaine de la santé, s'est constituée en modèle de politiques innovatrices et en espace d'apprentissage reconnu dans toute l'Amérique latine. Plus de 400 000 habitants de cette ville font référence, de nos jours, aux structures de santé que nous leur offrons dans les différents quartiers de la ville.

Nous devons protéger et prendre soin des jeunes filles et des adolescentes, tout spécialement dans ces moments où, de plus en plus fréquemment, la maternité fait brusquement

irruption et interrompt l'enfance. Nous réaliserons une intervention intégrale avec les adolescentes enceintes, avec une stratégie qui implique des politiques et des ressources de divers niveaux de l'État – écoles, centres de santé, centres de vie commune de quartier, emploi, etc. – et qui vise à garantir les droits fondamentaux de ces jeunes mères. Notre objectif est que toutes parviennent à terminer leur scolarité, en les aidant à obtenir un travail digne, à soigner leur santé et celle de leur(s) enfant(s), en les accompagnant dans l'exercice de leurs droits sexuels et reproductifs, en définitive, en faisant en sorte qu'elles aient la possibilité de passer leur maternité sans compromettre ni leurs chances ni leurs espoirs.

Cela fait plus de 24 ans que Rosario a une production publique de médicaments. Cette année, conjointement à la faculté de Pharmacie et de Biochimie, le service de production et de recherche du Laboratoire de Spécialités médicinales (LEM dans son sigle en espagnol) développera des produits vitaminiques et antiparasitaires, situant à nouveau la production publique de Rosario comme un exemple national.

Nous nous rapprochons des femmes et des problématiques qu'elles affrontent tous les jours. Nous sommes en train de mettre en œuvre le schéma d'attention intégrale aux violences faites aux femmes. Pour ce faire, nous disposons de divers dispositifs thérapeutiques groupaux pour les femmes, avec une attention personnalisée, un horaire étendu et un numéro de téléphone disponible 24 heures sur 24, 365 jours par an ; des centres de jour ; et des groupes opérationnels d'attention dans le territoire.

L'enfance est un autre axe central du projet de ville. Le triptyque de l'enfance réunit des espaces tels que La Ferme de l'Enfance (*La Granja de la Infancia*), le Jardin des Enfants (*El Jardín de los Niños*) et L'Île des Inventions (*La Isla de los Inventos*), où est promue l'interaction entre la nature et la culture. Ces espaces incitent les participants et les participantes à assumer un rôle essentiel dans le développement de celle-ci dans une perspective d'égalité et d'intégration. La Ville des Enfants (*La Ciudad de los Niños*), les activités pour l'enfance dans chacun des 32 centres de vie commune de quartier, les 9 salles multisport publiques de même que les autres espaces municipaux qui ont été pensés pour eux et qui leur sont destinés rendent compte de notre priorité. Dans cette gestion, nous préparons des actions qui ont à nouveau les enfants, garçons et filles, pour protagonistes.

Nous avons créé le Programme infantile éducatif (PIE) dans tous nos centres de vie commune de quartier ainsi que dans les autres organismes territoriaux qui viennent s'y ajouter, parce que nous devons garantir les droits à tous les enfants, garçons et filles, de 0 à 3 ans, et nous devons nous engager à renforcer les liens familiaux. En outre, au travers d'une convention avec le gouvernement de Santa Fe, nous voulons garantir l'accès à l'enseignement formel dès l'âge de 4 ans.

Prendre soin des jeunes et des enfants, protéger les mères et garantir la santé et l'éducation montrent bien qu'il s'agit d'un gouvernement progressiste ; un État qui est là pour soigner.

De ce point de vue, je voudrais faire référence à une époque qui nous oblige à réfléchir : 40 ans sont passés depuis le coup d'État ; une époque où l'État avait choisi de poursuivre ses citoyens plutôt que de prendre soin d'eux, de les torturer et de les assassiner au lieu de les protéger ; une époque où être jeune constituait un risque et où la peur s'emparait de notre société. De nombreuses familles furent démembrées et, dans celles-ci, tant de mères durent abandonner leur foyer pour faire des places publiques leur lieu de résistance. Nous devons construire une société avec une mémoire pour renforcer notre encore jeune démocratie.

De ce point de vue, la mémoire a aussi été une marque de notre gestion. Dans la ville de Rosario, avec le consensus des organismes de défense des droits humains et de toutes les forces politiques représentées dans son Conseil, nous avons ouvert le premier Musée de la Mémoire du Pays.

Rosario concède aux politiques de la jeunesse une importance centrale. Comment travaillez-vous pour l'inclusion des jeunes et, tout particulièrement, des collectifs les plus défavorisés ? Pouvez-vous nous expliquer une bonne pratique ?

Nous cherchons à être le plus près possible des jeunes, garçons et filles, qui ont le moins de possibilités, cela aussi dans le cadre de la gestion culturelle et éducative. Pour ce faire, nous avons créé le Programme Nouvelle Opportunité. Nous visons à former ceux qui n'ont pas eu la possibilité de travailler ou d'étudier. Nous voulons aider cette population qui est en train de définir l'avenir de notre ville, en les assistant dans leur formation et leur intégration dans le monde du travail. C'est de cette manière que nous sommes

Budget participatif



en train de reconstruire les liens dont nous parlions. Le Programme Nouvelle Opportunité consiste à lutter contre la fragmentation sociale.

Ce gouvernement se préoccupe des jeunes afin qu'ils puissent étudier, travailler et profiter de toutes les expressions culturelles que la ville propose. Nous devons générer de nouveaux espaces d'expression. Le Centre de la Jeunesse et la Frange jeune sont des lieux conçus pour les jeunes mais nous devons ouvrir d'autres portes, nous animer à innover et à penser ensemble des propositions qui peuvent nous enthousiasmer, nous interpeler et nous provoquer.

Croyez-vous qu'il soit important de développer la participation citoyenne pour la création de liens du vivre ensemble ? Et pourquoi ?

La participation des habitants est un pilier fondamental de notre gouvernement depuis plus de 25 ans. Le vivre ensemble et la participation sont deux mots qui vont ensemble. Nous ne pouvons pas comprendre l'un sans l'autre. Le fait que les citoyens s'impliquent et participent parce que de cette manière nous parvenons tous ensemble à des progrès pour le vivre mieux nous donne beaucoup d'espoir. Dans tous les programmes que nous mettons en œuvre, la participation et le vivre ensemble sont le pont qui nous permet de rechercher ensemble des solutions. Parmi les exemples d'initiatives locales, nous pouvons mentionner : le Programme de Médiation municipale, qui réunit les habitants pour une rapide solution des conflits et en évite la judiciarisation ; les Tables de Quartier, où les habitants, les institutions et l'État travaillent ensemble pour répondre aux priorités de chacun des quartiers ; ou les campagnes de conscientisation pour générer la responsabilité citoyenne dans le soin de la santé et de l'environnement, et promouvoir la démocratisation des espaces publics.

Rosario a accueilli en juin 2016 le XIV^e Congrès international des Villes éducatrices précisément sur le thème « Villes : Territoires du Vivre Ensemble ». Quelles réflexions clés pouvez-vous remarquer de ce congrès ?

Nous avons dialogué avec 17 conférenciers du monde entier dans le cadre d'un espace de réflexion actualisée sur des concepts de participation, de violence, d'enfance, de jeunesse, d'adultes du troisième âge, et des formes selon lesquelles les villes, en tant qu'acteurs clés, peuvent penser et se rencontrer pour cheminer ensemble vers une ville digne.

La confluence de 121 villes et 433 congressistes de 23 pays différents qui expérimentent des politiques publiques avec une dimension éducative nous a permis de partager de nouvelles stratégies pour la construction de villes inclusives.

La visite de différentes expériences de pratiques éducatrices de la ville et l'implication des habitants de Rosario dans la préparation de cet événement nous ont permis de rendre visible le potentiel éducatif de la ville face au monde entier et face à la ville elle-même.

Nous avons réfléchi sur l'engagement que les gouvernements locaux doivent assumer en développant des politiques de participation citoyenne, d'inclusion sociale, de vivre ensemble, de durabilité et de respect de l'environnement pour transformer, peu à peu, la ville en un lieu meilleur, plus démocratique, plus inclusif et solidaire pour ses habitants.

Nous avons renforcé l'idée selon laquelle la ville, en dépit des inégalités et des difficultés que se présentent, favorise la formation et l'apprentissage constant, et offre un espace propice au développement d'un plus grand respect vis-à-vis des individus et de l'environnement. En définitive, ce congrès a servi à transmettre l'enthousiasme pour continuer à lutter pour le droit à une ville éducatrice, à une ville digne. ●

Centre du vivre ensemble





Lee Kyung-hoon

Maire de Saha-gu (République de Corée)

ENTRETIEN

Lee Kyung-hoon, maire de la ville de Saha-gu, a eu une brillante carrière en tant qu'administrateur public. Après avoir obtenu à l'Université Sungkyunkwan un diplôme de Droit en 1973, il est entré à l'École d'Administration publique de l'Université nationale de Séoul où il a passé un examen pour devenir fonctionnaire de rang supérieur en 1978. Il a ensuite commencé sa carrière publique et a travaillé dans divers services centraux du gouvernement, y compris le Ministère de l'Intérieur. En 1993, il a obtenu un master à l'Université du Wisconsin puis un doctorat en Corée. Après cela, il a dirigé le Comité organisateur de la XIII^e Réunion au Sommet de l'APEC (Coopération économique pour l'Asie-Pacifique) et il a joué un rôle important pour le succès de l'accueil du sommet en 2005. En 2006, il a été nommé premier adjoint municipal chargé des affaires administratives de la ville métropolitaine de Busan. Comme il a remporté l'élection à la Mairie de Saha-gu en 2010, il s'est entièrement consacré en tant qu'administrateur public à promouvoir le bien-être de ses habitants. Réélu pour un second mandat en 2014, le maire M. Lee est très apprécié pour son leadership en matière de Communication et d'Inclusion sociale.

Quels sont les défis que doit relever la ville de Saha-gu en termes de mieux vivre ensemble ?

La ville de Saha-gu dispose d'un quartier habité principalement par des immigrés politiques où sont concentrés des appartements ainsi que des maisons anciennes loués par le gouvernement ; il s'agit d'un quartier résidentiel destiné à la population financièrement vulnérable. Améliorer la qualité de vie dans ce quartier était un défi important à relever.

La ville, située sur un terrain de faible altitude, est proche d'une rivière et de la mer. Ainsi, après une forte pluie, la zone peut facilement être inondée. C'est pourquoi la municipalité de Saha-gu réalise en permanence un travail visant à entretenir les infrastructures afin de prévenir les inondations et de calmer l'inquiétude des habitants.

En outre, Saha-gu est une zone où vivent des familles multiculturelles, à raison d'environ 4 500 immigrants provenant de 57 pays différents. Or, il semble difficile pour certaines cultures de s'harmoniser avec les autres en peu de temps. En outre, nous devons aussi considérer la manière dont les enfants des familles multiculturelles s'adaptent à leurs écoles et à leurs communautés. Nous devons donc aborder ces questions, y compris l'éducation, avec les résidents locaux, en préparant des institutions compétentes. En effet, la perception de la diversité causée par la multiplicité des langues et des cultures des familles multiculturelles et des réfugiés nord-coréens est susceptible de provoquer une distanciation avec les autres habitants, ce qui peut avoir un effet néfaste sur la cohésion sociale dans la municipalité.

Dans le cadre de nos stratégies, diverses politiques sont développées pour soutenir les personnes vulnérables pour

leur bien-être et pour améliorer la structure industrielle. Du fait de l'un des sujets brûlants au XXI^e siècle, la coexistence de la diversité, nous devons promouvoir le sentiment qu'ils sont membres à part entière de notre société, en leur apportant un soutien pour vivre ensemble et faire des efforts à différents niveaux.

Quelles sont les politiques et les initiatives que vous mettez en œuvre pour relever ces défis ?

La Ville de Saha-gu renforce le rôle de ses Centres de Services communautaires pour répondre aux besoins de bien-être des familles à faible revenu en mettant en place des services adaptés aux résidents tels qu'un Centre de Conseil de Bien-être mobile et un Service d'Appel de Bien-être fonctionnant 24 heures sur 24 pour prévenir les décès solitaires et promouvoir la sécurité des personnes âgées. Les Centres de Santé communautaires à Saha-gu font aussi des efforts pour la santé des familles à faible revenu en réalisant un programme de soins de santé et de visites ainsi qu'un service médical gratuit. Ce sont là des cas exemplaires organisés par la ville pour tisser un filet de sécurité au profit des personnes vulnérables de la communauté.

La municipalité fait également progresser divers projets de rajeunissement de la ville pour améliorer l'environnement résidentiel. Au lieu de détruire les vieux bâtiments et de créer une ville nouvelle, nous nous sommes concentrés sur la préservation des installations préexistantes. Gamcheon, zone résidentielle pour l'immigration politique, était une des zones les plus pauvres de la Corée. Cependant, après le projet, la zone a été transformé en Village culturel de Gamcheon, qui est visité chaque année par 1,4 million de personnes. Les résidents, les artistes et la Mairie ont



Programme de soins de santé gratuit



Cours de formation des enseignantes multiculturelles

travaillé ensemble pour maintenir l'infrastructure nécessaire afin que le village devienne à la fois artistique et culturel. Nous avons aussi fait d'autres efforts visant à améliorer l'environnement résidentiel tels que la construction d'un parc de petites dimensions près de la zone et l'élargissement de la zone de parking.

Pour briser les stéréotypes quant à l'idée qu'un complexe industriel ne fait que de la pollution, le complexe situé au sein de la ville de Saha-gu a créé ce village d'art ainsi qu'un parc culturel pour offrir des lieux destinés à des expositions et des activités créatives. La ville a également fait des efforts pour l'environnement tels que l'amélioration d'une installation de traitement des eaux usées afin de supprimer les principales causes des mauvaises odeurs ainsi que le flux d'eaux usées s'écoulant sur des sols qu'elles polluent. La Mairie a aussi créé un espace respectueux de l'eau avec une meilleure qualité de celle-ci. En outre, un projet pour moderniser les installations dans le complexe est en cours pour trouver des solutions définitives.

Les inondations, causées par des conditions géographiques et topographiques particulières, se répètent chaque année et constituent un problème pour lequel Saha-gu doit trouver des solutions. Avec un budget important et davantage de ressources humaines, nous avons achevé ce qui était déjà en place et effectué des travaux de construction pour éviter les inondations. Après ces travaux, les habitants de Saha-gu ne sont plus inquiets de savoir si leurs maisons ou les routes subiront les effets des inondations.

En outre, le Centre de Soutien pour les Familles multiculturelles a été déplacé dans un espace plus grand

pour offrir un meilleur soutien systémique et éliminer le manque d'harmonie sociale. Parallèlement, un cours de formation des enseignantes multiculturelles a été organisé pour former des femmes mariées immigrées afin de permettre leur participation comme enseignantes d'un jour dans les crèches. Le programme vise à instruire les enfants sur diverses cultures car ils ont tendance à être facilement ouverts aux choses inconnues. En outre, divers programmes sont proposés aux femmes mariées immigrées afin qu'elles puissent s'intégrer dans la société par l'apprentissage de la langue et de la culture coréennes – École de langue coréenne pour les femmes mariées immigrées, Journée de sports pour les familles multiculturelles, Partage d'amour et de Kimchi, etc.

Si de tels programmes qui visent l'inclusion sociale se consolident, la coexistence dans la communauté locale sera assurée.

Vous faites des efforts pour promouvoir le sentiment d'appartenance et l'esprit de communauté ou de fierté, et pour mettre un terme au mouvement de migration vers les villes voisines. Pouvez-vous nous expliquer les principales activités développées dans ce domaine ?

La ville de Saha-gu est entourée de montagnes, d'une rivière et de la mer. Nous avons donc créé une ville verte écologique en préservant l'environnement naturel qui nous a été donné et en le maintenant propre. Par ailleurs, la ville est un lieu respectueux de l'eau et elle comprend un canal d'eau de mer, un sentier écologique, une esplanade de pelouse et une forêt sur la plage même de Dadaepo qui n'avait auparavant que du sable. Dans une île proche,



Journaliste honoraire des Résidents

Eulsuk-do, habitat des oiseaux migrateurs, un parc écologique a été créé pour sentir et profiter de la nature.

D'autre part, Saha-gu s'efforce également de mettre l'accent sur l'idée de « Devenir une ville éducatrice pour un rêve d'avenir » afin d'éviter que de nombreux parents inquiets pour l'éducation de leurs enfants ne se déplacent vers d'autres districts qui ont de meilleures écoles. Tout d'abord, la municipalité a attiré l'école secondaire scientifique Busan II, qui revendique une excellente qualité éducative, afin d'attirer les meilleurs étudiants des quatre coins du pays. Et Saha-gu a attribué un budget annuel de 630 millions de won (soit environ 500 000 euros) pour l'amélioration de la situation des services d'enseignement public. Parallèlement, de petites bibliothèques ont été construites dans tous les quartiers (*dong*) afin de faciliter l'accès aux livres pour les habitants. Ainsi, en 2017, un total de 16 petites bibliothèques ont été construites à Saha-gu en tant que centres communautaires et lieux de promotion de la culture et de la lecture. Grâce à ces efforts, Saha-gu a été désignée comme Ville de Formation permanente par le Ministère de l'Éducation en 2013.

Devenir une ville de culture et d'art est l'un des objectifs que Saha-gu poursuit afin de répondre à la demande de ses habitants et leur fournir diverses possibilités de loisirs. Un espace pour la création artistique a été installé au sein du complexe industriel. Le festival d'art Saha (Eo-ul-ma-dang) est une bonne occasion pour soutenir les activités créatives des artistes et aider les résidents à profiter d'une expérience culturelle et artistique directe grâce à un programme de sensibilisation pour les spectacles culturels et les expositions d'œuvres d'art des habitants. Par ailleurs,

le Centre culturel Eulsuko a prévu des spectacles afin de présenter de grandes œuvres. Enfin, le Musée d'Art moderne de Busan doit être ouvert prochainement ; et ce musée offrira un plus grand espace d'exposition. Dès aujourd'hui, les habitants de Saha-gu peuvent satisfaire leur soif de culture en profitant des spectacles de grands artistes, des œuvres d'art exposées et de la participation aux divers programmes culturels.

Saha-gu se concentre également sur la construction d'une ville du bien-être où personne n'est négligé et le partage est encouragé. En particulier, les politiques sont préparées en fonction des groupes d'âge pour une meilleure satisfaction du public. Tout d'abord, pour répondre aux besoins d'une société vieillissante, la ville ajoute des services de bien-être pour les personnes âgées tels que le Centre de Bien-être des Personnes âgées ou le Centre communautaire des Personnes âgées. En outre, de nombreux programmes sont mis en œuvre pour prévenir les problèmes susceptibles de se produire dans une société vieillissante. Pour le bien-être de la population laborieuse, le Centre de Bien-être des Travailleurs avec hébergement a été construit au sein du complexe industriel. Pour les adolescents, le Centre de Culture de la Jeunesse et le Centre d'orientation scolaire et professionnelle ont été créés. Des centres communautaires dans des quartiers renforcent leur fonction pour le bien-être des habitants, comme par exemple repérer et soutenir les familles à faible revenu. Comme l'administration municipale met également en œuvre des politiques pour l'égalité des sexes et pour soutenir les femmes afin qu'elles puissent développer leurs capacités et leurs activités sociales, Saha-gu a été désignée comme Ville amie des Femmes en 2015.

La sécurité de la ville est aussi un objectif final à promouvoir. Dans ce cadre, Saha-gu met en œuvre des plans d'action pour faire en sorte que les résidents vivent dans un environnement sécurisé sans se soucier de la délinquance. Le Centre de Contrôle par la Télévision (CCTV) a été créé pour prévenir les délits, et la prévention de ceux-ci par le biais du Design de l'Environnement commence à donner ses fruits dans les zones résidentielles qui semblent être plus facilement exposées à la délinquance.

Grâce à des politiques spécifiques pour faire de Saha-gu une ville agréable à vivre, les habitants semblent être plutôt satisfaits et participent aux politiques locales.

Pensez-vous que la participation civique soit importante pour le développement des liens sociaux ? Comment favorisez-vous la participation à Saha-gu ?

L'engagement social est une sorte de sens de la communauté ou de sentiment d'appartenance. D'ailleurs, il ne peut émerger que dans la conscience que chacun(e) est un membre à part entière d'une société et y joue un rôle important. Un tel sentiment d'appartenance peut être promu en prenant part à l'élaboration des nombreuses politiques. Pour ce faire, la société doit fournir des opportunités aux habitants afin qu'ils puissent suggérer des politiques pour leur communauté et participer aux affaires communes.

Basée sur le slogan « Ville abondante, vivable, innovante », l'administration municipale poursuit le bonheur de tous les habitants quels que soient leur sexe, leur âge et leur niveau économique. Pour ce faire, la participation des habitants ayant un sentiment d'appartenance est un préalable à la mise en œuvre continue et efficace des différentes politiques.

Pour accroître la participation des habitants, diverses initiatives sont organisées : le Jour des Sports des Résidents, la Journée d'Escalade, le Marathon marché des Résidents, la Compétition sportive pour les Personnes handicapées, pour favoriser l'harmonisation entre les habitants ; le Briefing des Affaires de Saha-gu, la Réunion de l'Hôtel de Ville, le Forum des Résidents, pour proposer des politiques et surveiller les actions mises en œuvre ; la communication en temps réel et la promotion par le biais du Service de Réseau social ; la Commission des Budgets participatifs des Habitants, l'Équipe d'Évaluation des Habitants d'accomplissement des promesses électorales, le Journaliste honoraire des Résidents, le Maire d'un jour, le Vérificateur honoraire des Habitants, et les visites sur le terrain au Bureau des Plaintes de Circulation.

Afin de favoriser le bonheur de tous les habitants, pensez-vous qu'il soit nécessaire de combattre les inégalités sociales ? Quelles mesures prenez-vous dans ce cadre ?

Lutter contre les inégalités sociales est nécessaire pour promouvoir le bonheur des habitants. Cela peut également être un but ultime dans une société juste. Pour ce faire,

Saha-gu utilise diverses stratégies afin de supprimer toutes sortes d'inégalités – inégalité de genre, inégalité des chances d'avoir accès à une éducation décente, et inégalité engendrée par l'âge ou les handicaps physiques.

Tout d'abord, parce que la Corée est depuis des siècles une société patriarcale, les femmes sont encore victimes des inégalités lorsqu'elles essaient de participer à leurs activités économiques ou sociales. Pour les activités plus sociales et pour un statut plus élevé des femmes, diverses politiques nationales sont mises en œuvre afin d'encourager l'égalité de genre. Parallèlement à ces approches, la ville de Saha-gu a mis en œuvre un plan à moyen et à long terme pour la « Construction d'une Ville amie des Femmes » et elle réalise actuellement divers projets tels que : offrir des cours de formation pour améliorer les capacités des femmes leaders, ce qui augmentera le taux de femmes dans les postes à responsabilité ; créer un nouveau Centre pour le Travail des Femmes, afin d'aider les femmes ayant eu une interruption de carrière à retrouver un emploi ; rechercher des entreprises amies des familles ; et installer des miroirs dans le hall d'entrée des blocs d'appartements comme mesure de sécurité pour des femmes vivant seules. Grâce à ces efforts, Saha-gu a été désignée par le gouvernement comme la Meilleure Municipalité amie des Familles 2014 et Ville amie des Femmes en 2015.

Ensuite, pour résoudre les inégalités des chances d'avoir accès à une éducation décente, Saha-gu soutient

Maire d'un jour



continuellement l'enseignement public. Les activités visant à améliorer l'environnement éducatif consistent à : augmenter les dépenses en éducation pour une meilleure capacité académique ; soutenir les lycées publics autonomes ; mettre en œuvre des projets visant à fournir un bon enseignement public susceptible de satisfaire les élèves et leurs parents ; faciliter le financement pour améliorer les conditions d'apprentissage ; et construire des salles polyvalentes pour les écoles. En outre, la ville aide les adolescents à préparer leur avenir grâce à son Centre d'orientation scolaire et professionnelle et à une importante Foire du Travail. Par ailleurs, elle cherche à obtenir une admission plus juste à l'Université. De fait, ces différentes politiques visent à réduire le déséquilibre régional dans les conditions de l'enseignement dû à un fossé économique.

La ville de Saha-gu a également fait des efforts pour résoudre l'inégalité sociale causée par les handicaps physiques. Dans ce sens, un centre de bien-être pour les personnes handicapées a mis en place des programmes pour elles et, en 2016, il a même organisé une manifestation sportive pour améliorer les droits ainsi que les intérêts des personnes handicapées et favoriser leur participation, *'Eo-ul-lim hanmadang*.

D'autre part, dans le cadre du soutien à l'inclusion des personnes âgées, Saha-gu encourage la participation des personnes âgées aux activités sociales et aux programmes en soutenant les installations de loisirs, y compris les

Centres communautaires de Personnes âgées, les Écoles de Personnes âgées et les Centres de Bien-être de Personnes âgées. En particulier, un arrêté municipal pour faire fonctionner et soutenir un Centre communautaire de Personnes âgées a été adopté pour promouvoir leur participation active à des activités sociales. Saha-gu aide aussi les personnes âgées qui sont facilement perdues dans la société de l'information à avoir accès à l'espace Internet en soutenant le Forum Internet des Personnes âgées. Outre deux Centres de Bien-être des Personnes âgées préexistants, un nouveau centre avec davantage de personnel sera créé dans la zone de Dadae-Janglim où ce public est très nombreux, afin de répondre à ses besoins. Enfin, le Service de Soins No-No améliorera les relations entre les personnes âgées et renforcera le support pour ceux qui ont besoin de soins. De tels efforts jouent un rôle important pour prévenir l'isolement des personnes âgées dans notre société.

Pouvez-vous nous expliquer pourquoi vous donnez une si grande importance à la formation tout au long de la vie?

Comme une grande quantité de connaissances émerge dans une société moderne, la valeur de l'information a davantage d'impact sur l'ensemble de la société. C'est pourquoi nous devons continuer à acquérir de nouvelles connaissances pour répondre activement à la société en rapide évolution. Ainsi, une formation tout au long de la vie dans une société basée sur la connaissance devient un élément essentiel, et n'est plus une simple option.

La devise de Saha-gu est : « Ville de la Formation permanente pour créer l'Avenir grâce à l'Apprentissage ». La municipalité s'investit pleinement pour en faire une ville éducatrice où les résidents peuvent avoir accès à l'apprentissage à tout moment et en tout endroit, quand et où ils le souhaitent. En outre, la ville et ses habitants se développent ensemble grâce à l'apprentissage pour une plus grande compétence.

Beaucoup de conférences sont ouvertes aux femmes ayant interrompu leur carrière et aux futurs retraités pour obtenir des certifications qui pourraient les conduire à retrouver un emploi ou à créer une entreprise. Saha-gu soutient aussi des groupes d'étude et des activités de partage des talents au sein de la communauté afin d'encourager l'éducation permanente. Ces efforts ouvrent la porte à offrir des opportunités éducatives à tous et à toutes, et la Ville poursuivra ses efforts pour l'éducation permanente de ses habitants.

Quelle est l'importance de l'espace public dans la promotion du bien vivre ensemble parmi les habitants ? Comment promouvez-vous la mixité sociale afin d'éviter la création de quartiers stigmatisés ?

Avec l'industrialisation et l'urbanisation, notre société s'est diversifiée et l'espace vital a été enfermé et structuré ; et,





Village culturel de Gamcheon

comme l'espace de communication pour les habitants a disparu, le sens de la communauté s'est affaibli. Dans cette situation, il est naturel que le rôle de l'espace public soit plus important en tant qu'espace de communication qui favorise le vivre ensemble parmi les habitants.

La première étape pour éviter les indemnités de départ et la ségrégation parmi les habitants consiste à fournir de l'espace à la communauté où les habitants peuvent converser avec leurs voisins de leur vie quotidienne. Dans ce contexte, avec l'environnement naturel, Saha-gu, située près de la mer comme nous l'avons dit plus haut, a construit un parc écologique et un parc de plage. Et des parcs ainsi que des aires de repos de diverses tailles ont été mis en place près de la zone résidentielle comme autant de lieux de réunion et de communication. Là, les résidents peuvent également profiter ensemble de nombreux événements culturels. En outre, de petites bibliothèques ont été créées dans chaque quartier non seulement pour fournir un espace d'apprentissage mais aussi pour être un espace de la communauté. La ville de Saha-gu maintient des centres de bien-être et des centres de formation permanente pour booster l'harmonisation entre les habitants, ce qui peut conduire à une intégration sociale en renforçant le sentiment de communauté.

La transformation de Gamcheon, d'un quartier marginal à un village culturel habitable, a mérité le prix Villes éducatrices. Pouvez-vous nous indiquer les clés du succès de cette transformation ? Et comment avez-vous réussi à améliorer la qualité de vie dans ce quartier ?

Tout d'abord, un des facteurs importants est le changement de paradigme pour les politiques de développement urbain. Autrefois, le renouvellement urbain et les projets de reconstruction étaient uniquement focalisés sur la démolition des bâtiments et des installations préexistants. À la suite de cela, la vieille ville perdait son histoire et ses caractéristiques et, dans la plupart des cas, les habitants devaient déménager vers d'autres régions pour permettre d'assurer le projet.

Cependant, sous le paradigme de « Préservation et rajeunissement », le Village culturel de Gamcheon a promu le développement urbain. Tout en préservant ses magnifiques paysages et son histoire, Saha-gu a installé des sculptures dans le village, restauré des maisons vides et aménagé des terrains vagues. Là, des ateliers et des galeries d'artistes ont été mis en place, de même qu'une salle pour les habitants, une place et des équipements collectifs pour accroître la valeur artistique et culturelle du village et améliorer l'environnement. Au cours du projet, les habitants ont continué à vivre dans le village. Si nous avions choisi l'ancienne méthode des projets de reconstruction et de rajeunissement, le Village culturel de Gamcheon n'aurait pas vu le jour.

La communication et la coopération constituent un autre facteur essentiel. En effet, le partenaire le plus important pour le projet de renouvellement urbain est constitué par



Spectacle musical dans le quartier culturel de Gamcheon

les habitants. Quand ils jouent un rôle central dans la mise en œuvre des politiques de développement urbain, les gens peuvent assister à une issue positive. Dans le cas du Village culturel de Gamcheon, les habitants, la municipalité et les experts d'un système de gouvernance partagée ont promu la communication et la coopération. Tous les projets reflétaient les opinions et les idées des représentants des habitants et des planificateurs pour décider des détails et du concept même du projet. Ce type d'approche a permis de limiter les tentatives avortées ainsi que les erreurs et a incité les résidents à participer au projet autant qu'il leur était possible. Cela a déjà été et continuera à être une force motrice pour développer le village.

Néanmoins, comme trop de gens visitent le village, les habitants souffrent de nombreuses nuisances telles que le bruit, l'invasion de la vie privée, le dépôt illégitime de déchets, une circulation dense et la manque de parking. Ce que nous avons tenté au cours du projet, cela a été de créer des revenus pour les habitants du village. Comme ils ont eux-mêmes des cafés, des restaurants ou des boutiques de cadeaux, des emplois ont été créés et les revenus ont augmenté. Une partie des revenus des magasins du village a servi à faire de celui-ci un meilleur endroit où vivre. En outre, la Ville de Saha-gu a mis en œuvre diverses stratégies pour améliorer la qualité de vie dans le village en sécurisant les zones dangereuses, en construisant une nouvelle route et en créant un parc de stationnement.

Gamcheon est un quartier d'un peu de plus de 8 000 habitants, qui a reçu l'an dernier près de 1 400 000 visiteurs. Vous inquiétez-vous des effets d'une gentrification potentielle ?

Comme beaucoup de visiteurs viennent voir le village, les magasins se multiplient et les prix des locations sont en hausse. Cela ravive l'économie régionale, qui crée

davantage d'emplois et fait monter la valeur de la propriété. La gentrification a, en même temps, un impact positif – développement du village, diminution de la délinquance, meilleure situation financière locale – et un impact négatif – loyers plus élevés, conflits dans les différentes communautés, diminution du nombre d'immeubles en location. Il n'est donc pas facile d'évaluer ses résultats après peu de temps d'existence de cette transformation.

Cependant, la Ville de Saha-gu a recueilli et analysé des informations pour envisager des solutions pour répondre aux possibles impacts de la gentrification du village. Au début de l'année 2016, la municipalité a invité des experts pour avoir un débat approfondi afin d'identifier les différents problèmes de gentrification et leur trouver des solutions.

En outre, la ville est en train de créer un plan stratégique pour protéger l'aspect original du village d'un projet de développement excessif et répondre à des effets négatifs de la gentrification et d'un afflux excessif de capitaux en contrôlant l'ouverture de magasins franchisés et en limitant les usages, les hauteurs ainsi que les couleurs des immeubles à construire.

L'implication des institutions appropriées est importante pour résoudre les divers problèmes causés par la gentrification mais le facteur le plus important est de parvenir à un consensus social des habitants pour protéger leur village. Dans ce contexte, au début de l'année 2016 le comité des habitants et l'association des commerçants du Village culturel de Gamcheon ont organisé un débat traitant de la gentrification ; débat au cours duquel ils ont établi les bases pour relever ce défi. ●



Petronella Maria Boonen

Experte en Justice restauratrice (Brésil)



ENTRETIEN

Petronella Maria Boonen est docteure en Sociologie de l'Éducation de l'Université de São Paulo, avec une thèse sur la justice restauratrice. Spécialisée en Médiation de Conflits de l'Université catholique pontificale de São Paulo, elle est diplômée et licenciée en Sciences sociales. Elle est cofondatrice de la ligne Pardon et Justice restauratrice du Centre de Droits humains et d'Éducation populaire de São Paulo (*Centro de Direitos Humanos e Educação Popular - CDHEP*), où elle travaille. Elle est aussi conférencière et conseillère en thèmes en rapport avec les conflits, la culture de la paix, les compétences émotionnelles, le pardon et la justice restauratrice pour les personnes liées aux secteurs sociaux, éducatifs, judiciaires et pastoraux. En ce moment, elle accompagne l'implantation d'un noyau de justice restauratrice pionnier dans la prison de Sarandi, dans l'État du Rio Grande do Sul. Hors du Brésil, elle développe des travaux dans divers pays d'Amérique latine. Née au Luxembourg, elle est membre de la Congrégation des Missionnaires de l'Esprit saint.

Pouvez-vous nous expliquer en quoi consiste la justice restauratrice ?

La justice restauratrice (JR) est un système de gestion des conflits, avec ou sans violence, dans lequel un(e) facilitateur/trice aide les personnes impliquées – conjointement aux membres de leur famille/communauté qu'elles-mêmes proposent – à entamer une procédure dialogique, laquelle permet de transformer une relation marquée par l'opposition et la violence en une relation coopérative qui recherche l'assomption des responsabilités, la réparation des dommages, la restauration des liens – interpersonnels/communautaires – et la prévention de futures violences. Le point de départ de la JR est que les protagonistes se responsabilisent de leur situation problématique, de leur conflit ou de leur processus judiciaire.

La JR se différencie des réponses judiciaires rétributives et punitives qui délèguent ce qui se passe à un tiers, une institution de l'État, et suivent la voie habituelle qui consiste à ouvrir une enquête, prendre des déclarations, mener à terme un processus judiciaire et, finalement, dicter une décision. Dans ce processus, on désigne aussi un avocat pour expliquer les faits et effectuer les déclarations en faveur et en lieu et place de la personne impliquée, en vue, exclusivement, des intérêts de celle-ci. Dans le but de servir tout le monde de manière égale, la justice conventionnelle ne peut aborder que les cas de manière abstraite, ce qui comporte l'abstraction des particularités des personnes impliquées. Elle répond aux attentes des codes pénaux et civils préconçus, plus ou moins uniformes, sans inclure les besoins des personnes impliquées dans la procédure.

Il n'y a pas d'espace pour le dialogue, ni pour exprimer les sentiments et les afflictions, et il est seulement permis de répondre aux questions.

La JR ne prétend pas être universelle. La construction de ce qui est juste sert seulement aux microcosmes des personnes impliquées dans une situation spécifique. Ce sont elles-mêmes qui la déterminent, avec l'aide d'un(e) facilitateur/trice. Restaurer ce qui est juste, réparer les dommages matériels ou émotionnels n'a rien à voir avec le fait d'imposer un châtement ou une peine à un agresseur qui, en conséquence, se sent humilié et incliné à réagir, une fois de plus, avec rage et, parfois même, avec violence. Le châtement est presque toujours reçu avec rejet de la part de la personne châtiée, car cela implique de se soumettre à une volonté étrangère, en renonçant à sa propre liberté. Restaurer, par contre, signifie réparer ce qui a été mal fait en assumant la responsabilité propre, et cela n'est possible qu'à partir de la connexion des personnes impliquées avec les faits, la reconnaissance mutuelle comme des personnes dignes de droits et de l'attention des nécessités de tous.

Quelles sont les conditions nécessaires pour pouvoir travailler dans cette perspective ? Leur application dépend-elle de l'infraction commise ?

Il est possible de travailler avec des pratiques de JR pendant et après l'apparition d'une situation problématique, qui peut aller d'un simple conflit à un crime. On peut penser à un cas de vol de portefeuille, qui implique l'appropriation d'un objet étranger, avec emploi de la violence physique ou psychologique. Supposons que

la victime connaisse son agresseur. Dans les lieux où est pratiquée la JR, la victime peut se diriger vers un noyau communautaire de justice. De la même manière, la police, la justice ou les avocats commis d'office peuvent dériver les cas. La JR s'applique dans des cas tels que les offenses, les agressions verbales ou les bagarres entre voisins ou à l'école. Le point clé est que l'offenseur reconnaisse ce qu'il a fait et soit disposé à entamer un dialogue avec la victime afin de réparer les dommages. Les deux reçoivent le soutien et le renfort de personnes qu'elles-mêmes proposent pour participer à cette procédure, dans le but d'assumer les conséquences de leurs actes.

Comment travaille-t-on avec la victime et l'offenseur ? Comment obtient-on qu'ils dialoguent ?

Bien que toutes les victimes souhaitent participer, certaines enquêtes montrent que l'adhésion de la victime à des processus restaurateurs dépend de divers facteurs. En général, plus que châtier l'agresseur, la victime veut et a besoin d'être reconnue comme victime. Participer au processus permet à la victime d'avoir connaissance de certaines informations concernant l'agresseur et les circonstances du délit, ce qui permet habituellement de diminuer la volonté punitive. Plus les victimes ont des

informations sur les circonstances et la complexité de la vie de l'offenseur moins elles sont enclines à vouloir le châtier.

Les victimes ont besoin d'une restauration émotionnelle et qu'on leur présente des excuses. Et, si c'est possible, elles veulent aussi une réparation matérielle, qui provienne de préférence directement de leur offenseur. Cela explique la raison pour laquelle les montants pécuniaires, ou leur équivalent, exigés par les victimes, lorsqu'on les consulte, sont parfois plutôt insignifiants par rapport au dommage réel. Elles priorisent le fait que l'offenseur puisse faire face au paiement, ce qui montre la volonté qu'il y ait réparation et pas nécessairement vengeance ou volonté d'infliger une douleur.

Les offenseurs qui acceptent de participer au processus restaurateur le font pour mettre fin à une histoire de souffrance, de désaccord avec leur communauté, qui fait souffrir leur propre famille et celle de la victime. Par ailleurs, ils se sentent aussi mobilisés par un sentiment de culpabilité et voient leur participation comme une possibilité d'assumer leur responsabilité pour ce qu'ils ont fait. Dans certains pays, le processus restaurateur influe sur la décision judiciaire, au sens où elle peut diminuer, voire même annuler, la peine, ce qui constitue une motivation supplémentaire. Au Brésil, par exemple, cette possibilité existe dans la justice juvénile

Banlieue de São Paulo



Centre-ville de São Paulo



et, dans certains endroits, pour les infractions de moindre potentiel offensif.

La prise de conscience de la part de l'agresseur de l'envergure de ce qui s'est passé est graduelle, grâce au contact avec la victime. Peu à peu, la négation se transforme en acceptation de l'action elle-même et en volonté de réparation des conséquences. Au travers du travail effectué dans diverses prisons, il est possible d'observer comment surgit, progressivement, la capacité de s'affronter à l'acte au lieu de le nier, d'assumer les émotions qu'il a causées et de passer à l'acceptation. Cette dernière est la condition *sine qua non* pour le pardon et l'auto-pardon, tant dans le cas de l'offenseur que dans celui de la victime. C'est un pas essentiel qui permet d'avancer vers la reconnaissance, la responsabilisation et la réparation des dommages.

On invite la victime, l'offenseur et les personnes qui les soutiennent à des rencontres individuelles, les pré-cercles. Normalement, avec les principaux affectés il est nécessaire d'organiser plus d'un pré-cercle –de 30 cas qui ont disposé de l'accompagnement du CDHEP, entre 7 et 10 cercles par cas ont été réalisés. On invite tous les participants à s'exprimer et à réfléchir sur la situation, sur le fait en lui-même, sur leurs émotions et sur la possibilité de traiter de manière saine ce qui s'est produit. Ainsi, les questions dues à

la réflexion et, pour cela même, restauratrices sont de divers ordres : Qu'est-ce qui s'est réellement passé ? Comment la situation a-t-elle joué un rôle ? Comment se sent-on à cet égard ? Que faut-il penser de cette situation ou de ces faits ? Que peut-on demander ? Que peut-on offrir ?

Quel rôle jouent les facilitateurs/trices dans ce processus ?

Le succès du processus restaurateur dépend en grande partie de l'intervention du/de la facilitateur/trice et du premier contact. Chaque cas est conduit par deux facilitateurs/trices pour garantir un échange de possibilités et de visions ainsi qu'une plus grande sécurité par rapport aux procédures. Le/la facilitateur/trice doit veiller à ce que les conversations se déroulent dans une ambiance sûre et que l'on ait l'espoir d'un résultat positif pour tous. Il/elle doit faire en sorte que tous maintiennent l'intérêt et l'engagement pour la restauration de relations et la réparation de dommages. Les participants attendent de la personne facilitatrice un soutien, un état émotionnel réceptif, une écoute, de la compréhension, une absence de jugement et la garantie d'une ambiance sûre.

Lorsqu'un cas parvient au noyau communautaire, les facilitateurs/trices évaluent s'il remplit les conditions pour

Centre pénitentiaire de Sarandi, Rio Grande do Sul





Cercle familial

être admis ou s'il est nécessaire de le dériver vers un autre service, comme dans le cas de violence domestique ou d'abus de mineurs, qui disposent d'un service spécialisé dans la région. Si le cas est accepté, les facilitateurs/trices se mettent en contact avec les personnes impliquées, normalement par téléphone, leur expliquent brièvement la proposition et décident d'une première entrevue. Comme ce type d'appel n'est pas très habituel, la personne contactée peut se sentir déconcertée, dominée par un mélange d'insécurité, de peur, de curiosité et/ou de rejet. Il est possible qu'il ne se passe rien après le premier contact. Il est aussi possible que la victime ou l'agresseur ne soit pas disposé(e) à poursuivre ou qu'elle/il ait besoin de temps pour réfléchir. Dans ces circonstances, la personne facilitatrice doit avoir de la patience, de l'humilité et même une certaine capacité de savoir-faire pour faire face à l'impuissance que représente le fait de ne pas pouvoir contrôler le temps et de ne pas interférer dans la liberté ou le manque de liberté des personnes impliquées.

Si le cas progresse, les pré-cercles ont lieu. Le/la facilitateur/trice doit être attentif/ve aux comportements et aux sentiments des participants : expressions faciales, langage corporel et commentaires verbaux. Il/elle doit les aider à séparer, un peu, les faits des émotions, qui apparaissent souvent mêlés. Les principaux outils de la personne facilitatrice sont les questions réflexives, ainsi que leur capacité d'empathie et la sécurité qu'elle transmet.

La justice restauratrice est en elle-même un processus éducatif. Quelles valeurs sont promues dans cette perspective et quels avantages implique-t-elle pour le vivre ensemble dans la communauté ?

À mon avis, l'une des plus importantes valeurs de la JR, qui est en même temps l'un de ses plus grands avantages sociaux, est le fait de se responsabiliser des conséquences



des actes eux-mêmes et de respecter l'autre personne et ses droits. Ce lien a lieu lorsque les protagonistes sont disposés à prendre en charge leurs propres affaires, sans les déléguer à des tiers, des supérieurs, des avocats ou des juges.

Au cours de ce processus, le social et la subjectivité interagissent. Les neurosciences montrent que les personnes impliquées, victimes et agresseurs, bien affrontées au début, se sentent plus intimement unies quand elles s'écoutent et s'expliquent leurs histoires douloureuses. Elles sont mutuellement affectées et impliquées dans la situation de l'autre et se sentent petit à petit plus proches. L'écoute de caractère empathique peut et doit être apprise : elle dépend d'un effort d'attention et de la prise de conscience pour appréhender et comprendre les émotions propres.

Ce plan intersubjectif est une possible explication des accords que les cercles restaurateurs sont capables d'établir au moyen des contributions concrètes des personnes impliquées, qui passent d'une attitude d'affrontement à une attitude de collaboration. Quand les personnes impliquées sont disposées à effectuer ce rapprochement en direction de l'autre, quand les certitudes et les jugements sont substitués par des incertitudes sur l'autre et sur soi-même, quand la douleur et l'adversité gagnent un espace non pas de rejet sinon de possibilité, alors on peut imaginer d'accepter le passé, en s'ouvrant vers un avenir prometteur.

Quand des situations initialement défavorables sont abordées, accompagnées et conduites au travers d'un processus exempt de jugement, dans une ambiance sûre, au lieu d'augmenter les divisions cela renforce les relations communautaires ou familiales. De la même manière, le thème du pardon est traité comme la possibilité de se libérer d'un passé douloureux et de canaliser les énergies vers le futur, ce qui favorise le processus restaurateur. Le résultat de notre travail dans un centre pénitentiaire montre que la moitié des personnes privées de liberté aimeraient participer

à un processus restaurateur, rencontrer leurs victimes, reconnaître les faits, découvrir les sentiments de l'autre et leurs sentiments propres, exprimer leurs besoins, etc.

Pour toutes ces raisons, il est urgent de diffuser les possibilités et les avantages de la JR dans les domaines les plus divers : communautés, écoles, réseaux sociaux, programmes de gestion municipale et régionale.

Pourriez-vous nous expliquer brièvement votre expérience dans ce domaine, avec quelques exemples concrets pour illustrer les changements chez les individus et dans les communautés ?

Divers cas problématiques dans des communautés ou des écoles illustrent la manière dont les conflits, la violence verbale ou les commentaires offensifs sur Internet peuvent avoir, lorsqu'ils sont abordés de manière restauratrice, un haut potentiel éducatif et sont capables de transformer la perception de la situation. Derrière des termes tels que « reconnaître », « se responsabiliser » et « réparer » existent des mécanismes pour une nouvelle compréhension et une nouvelle attribution de significations qui permettent d'aller vers de nouvelles possibilités. Je vais vous présenter quelques cas qui peuvent montrer la variété de situations dans lesquelles la JR peut être appliquée.

Cas A. Conflit dans un couple de jeunes gens de 15 ans. Des photos intimes que la jeune fille avait envoyées à son compagnon apparurent dans le téléphone mobile de quelques camarades de l'école, ce qui créa un certain émoi et une situation difficile pour les deux familles. L'école appela la famille et l'avertit que la jeune fille devrait quitter l'école si le cas devait acquérir de plus grandes proportions. On organisa alors les pré-cercles auxquels tous les participants vinrent très nerveux et angoissés. Les familles avaient peur l'une de l'autre. Grâce aux questions, le père du jeune homme parvint à exprimer son émotion, en se mettant à

Formation en justice restauratrice





Centre pénitentiaire de Sarandi, Rio Grande do Sul

la place de l'autre père, il reconnut qu'il ne saurait pas quoi faire dans le cas où quelque chose de semblable arrivait à une de ses propres filles. Il parvint à parler de la peur qu'il ressentait de ce que le père de la jeune fille pourrait faire à son fils. La mère disait, avec beaucoup de difficultés, qu'elle regrettait beaucoup cette situation. En effet, elle avait trois filles, dont une de l'âge de la jeune fille en question. Cette ouverture de la famille permit au garçon de présenter ses excuses à sa compagne. Avec le temps, la tension entre les deux familles diminua et, en conséquence, celle des jeunes aussi. Un moment décisif se produisit quand la mère de la jeune fille, qui s'était montrée jusque-là très affectée et avait eu un discours dur et de victime, parvint à exprimer sa douleur et son angoisse de manière respectueuse. Grâce à cette déclaration, elle parvint à être reconnue comme victime par la famille du jeune homme. Celui-ci, bien qu'il ait aussi beaucoup souffert, puisqu'il avait perdu des amis et avait été puni à l'école pour cet épisode, parvint à sortir de sa position de victime et à assumer la situation de manière responsable. Les diverses demandes d'excuses firent disparaître le malaise. Le déjeuner fut aussi un moment de rapprochement entre les mères et les pères des deux familles. Ce fut un moment pour célébrer le dépassement du passé. Ce cas, qui était parvenu au Centre de Droits humains et d'Éducation populaire (CDHEP) au travers du Défenseur des droits (Ombudsman), fut clos, avec un accord, sans avoir eu besoin d'entamer une procédure judiciaire auprès d'un tribunal.

Cas B. Trois jeunes gens avaient volé, à main armée, la voiture d'une professeure. Quand un des jeunes, âgé de 16 ans, en liberté en milieu ouvert avec un suivi de la part d'un organisme socio-éducatif, alla s'inscrire dans une école du quartier dans lequel il vivait et où avait eu lieu le vol, il reconnut la professeure. De ce fait, il ne voulut pas poursuivre son processus d'inscription. Peu à peu, il accepta de participer au processus restaurateur et commença à dialoguer avec la professeure au moyen d'une lettre dans laquelle il racontait ce qu'il avait fait et lui

exprimait ses sentiments en même temps que ses regrets. Cette lettre incita la professeure à participer à un cercle restaurateur. Pendant le cercle, ce qui émut réellement le jeune homme fut lorsque la professeure expliqua que la plus grande difficulté que cela lui avait occasionnée fut l'impossibilité d'emmener sa mère, une femme âgée ayant des problèmes de mobilité, à une séance de physiothérapie. Le jeune homme comprit la situation et assumait sa part de responsabilité ; il répondit qu'il n'avait pas voulu porter préjudice à une personne âgée. Comme réparation, il s'offrit à réaliser gratuitement des ateliers de construction de cerfs-volants dans l'école et présenta ses excuses à la vieille femme.

Cas C. Vol dans une bijouterie. Là aussi le jeune homme écrivit une lettre au propriétaire dans laquelle il expliquait les raisons qui l'avaient mené à attaquer l'établissement. Il exprimait son malaise pour le fait accompli et manifestait qu'il souhaiterait pouvoir réparer le dommage occasionné, bien que la valeur des objets volés ait constitué un montant considérable. On l'informa de l'état d'esprit déprimé du propriétaire du commerce, que l'on avait déjà attaqué plusieurs fois, et qui à ce moment pensait abandonner cette activité commerciale. Or, cela impliquait de licencier ses employés, ce qui le gênait considérablement car il était lui-même à la recherche d'un emploi. Pour sa part, le commerçant accepta de participer au processus restaurateur, étant lui-même père d'un jeune du même âge, et souhaitant que son fils ait la même opportunité au cas où il se trouverait dans une situation similaire. Le processus suivit la voie judiciaire et, pendant le procès, on accorda que le jeune homme, qui travaillait à cette époque, enverrait une partie de son salaire, pendant 10 mois, au compte d'un organisme de bienfaisance que lui indiquerait le propriétaire de la bijouterie. Le montant accordé ne représentait même pas un dixième du préjudice mais, pour le propriétaire qui avait été indemnisé par l'assurance, l'effort et l'engagement du jeune homme étaient décisifs.

Cas D. Renforcement familial dans un centre pénitentiaire avec un couple condamné pour trafic de drogues. À partir des cours de formation réalisés dans un centre pénitentiaire, un père de famille demanda à participer à un processus restaurateur. En effet, il était angoissé par le risque de « perdre » son épouse et ses 5 enfants, d'âges compris entre 5 et 16 ans. Il était préoccupé par le fait que les enfants les plus grands abandonnent l'école, que sa fille de 14 ans tente de gagner sa vie grâce à la prostitution et que les relations avec les grands-mères se détériorent. Avec beaucoup d'efforts de la part du CDHEP et de la direction du centre pénitentiaire, il fut possible d'organiser des pré-cercles avec les enfants et les deux grands-mères qui s'en occupaient. Un cercle restaurateur du couple tenta de renforcer la relation entre eux et avec les enfants pendant les horaires de visite. Le cercle familial dans le centre pénitentiaire entre le couple, les grands-mères et les 3

enfants les plus âgés fut très émouvant. Chacun exprima son malaise, sa tristesse et ses difficultés face à cette situation. Ensuite, le père et la mère exprimèrent leur sentiment de culpabilité et se responsabilisèrent de la situation, pour avoir été séduits par l'argent facile grâce à la vente de drogues. Ils manifestèrent leur détermination à maintenir la famille unie et s'engagèrent à mettre de leur part pour effectuer la condamnation dans le plus court délai possible. Ils demandèrent pardon aux autres membres de la famille et, à ce moment-là, tous furent profondément émus, et pleurèrent en silence. Les parents, assumant leur erreur, promirent à leurs enfants qu'ils ne s'impliqueraient plus jamais dans le trafic de drogues. Ensuite, chacun parla de sa vie quotidienne et des difficultés qu'il/elle rencontrait. Le moment le plus douloureux se produisit lorsque la jeune fille de 14 ans fut capable d'expliquer qu'elle avait une relation avec un jeune homme de 23 ans et qu'elle ne voulait pas le quitter. Pour la mère, ce fut une opportunité pour lui raconter comment avait été sa propre vie : le manque d'études et le fait de tomber enceinte alors qu'elle était encore très jeune avaient contribué à provoquer la situation actuelle. La confession de la jeune fille fut un soulagement,

car cela écartait le doute sur le fait qu'elle se consacrait à la prostitution, mais ses parents lui interdirent cette relation et lui dirent qu'ils allaient solliciter l'intervention du Conseil de Tutelle¹ dans le cas où elle n'abandonnerait pas ce jeune homme. Ils parvinrent aussi à un accord quant aux tâches ménagères, à l'argent, à l'assistance à l'école, à l'heure de retour à la maison le soir et à la conciliation des études et du travail. Le cercle restaurateur empêcha la dérivation de la fille vers un centre d'accueil, fit en sorte que le fils le plus âgé s'inscrive à l'école en horaire nocturne et travaille de jour, et permit l'implication de tous aux tâches ménagères. Tous ces accords sont encore accomplis aujourd'hui, 6 mois après le cercle.

Cas E. Affrontement verbal avec violence entre une femme médecin et une infirmière chef qui coordonnait 80 infirmières dans un hôpital public. Les différends entre les

1. Le Conseil de Tutelle est choisi par la communauté pour aider les enfants, garçons et filles, et les adolescent(e)s, et il dispose d'une autonomie fonctionnelle pour contrôler l'action de l'État, de la communauté et de la famille en défense des droits de l'enfance et de l'adolescence.

Cour préparé pour les visites, Centre pénitentiaire de Sarandi, Rio Grande do Sul



deux femmes existaient depuis de nombreux mois, et ils avaient porté préjudice au changement de tours de garde et, par conséquent, à l'attention donnée aux patients. Après plusieurs pré-cercles, les deux femmes reconnurent qu'elles avaient agi de manière inappropriée et qu'il était urgent d'élaborer un plan d'ajustement de l'attention médicale. Ce plan, composé de 5 points, fut mis en œuvre 2 mois plus tard et le cercle permit aux deux femmes impliquées de reconstruire un climat professionnel centré sur les besoins des patients.

Ces exemples en rapport avec les domaines éducatif, judiciaire, pénitentiaire et hospitalier pourraient être multipliés et étendus à d'autres situations de la communauté. Ils montrent que les pratiques restauratrices offrent de nombreuses possibilités dans les domaines sociaux les plus divers. Elles peuvent être appliquées à tous les contextes dans lesquels existe la possibilité de désaccords et de conflits. Précisément, afin que ceux-ci ne s'intensifient et ne finissent par générer de la violence et

de possibles actes délictueux, il est nécessaire et urgent d'apprendre à leur faire face de manière restauratrice et pas punitive. L'adhésion des personnes impliquées aux accords établis montre qu'il existe une volonté de réparation et d'assomption des responsabilités si les conditions sont créées pour ce faire.

Quel travail réalise dans ce domaine le Centre de Droits humains et d'Éducation populaire de Campo Limpo (CDHEP) dans le district de São Paulo ?

Le CDHEP a commencé son intervention en justice restauratrice en 2005 et il a tracé son chemin, petit à petit, en perfectionnant sa méthodologie, grâce aussi à ses contacts avec des institutions de Colombie, des États-Unis et d'Europe. Il offre des cours sur les fondements² et les pratiques de JR. Il est reconnu comme un centre qui

2. La première partie s'inspire des Écoles de Pardon et de Réconciliation (ESPERE) de la Fondation pour la Réconciliation de Bogotá.

Cercle des enseignants



diffuse la JR à partir de la communauté, à la différence du fort mouvement qui part du pouvoir judiciaire au Brésil. Le CDHEP forme des facilitateurs/trices, offre du conseil, et facilite et supervise des cas conflictuels. Ces derniers sont traités dans des institutions où il y a des facilitateurs/trices ou dans les dépendances du CDHEP. Conjointement à la pastorale pénitentiaire, le CDHEP oriente aussi des fonctionnaires des prisons et de la pastorale à divulguer les possibilités de la JR dans le système pénal, et il participe aussi à la création d'alternatives pénales avec l'équipe du Département des Prisons du Ministère de la Justice.

Pourquoi est-il important de travailler dans cette perspective au lieu d'envoyer les individus à la prison ?

En plus des inconvénients mentionnés ci-dessus, il est nécessaire de rappeler que la punition est la réponse de l'État à l'agresseur pour un acte du passé. L'État dispose, en effet, d'un appareil administratif de peines destinées à l'agresseur mais ne se préoccupe pas de la victime. Au contraire de ce qu'elle prétend faire, la réponse pénale de l'État ne contribue pas à la paix sociale du fait qu'elle ne répond pas aux nécessités des victimes et n'aide pas l'agresseur à assumer sa responsabilité. Dans des pays tels que le Brésil, on parle de 70 % de récidives. Les conditions des centres pénitentiaires sont déplorables, c'est d'ailleurs une question qui a été largement diffusée. Le système pénitentiaire, avec de fortes hiérarchies internes dans les galeries, où dominant l'obéissance et la soumission aux chefs, promeut l'accumulation de rage, de frustration et de réactions violentes contre le système pénitentiaire interne et contre l'administration de l'État comme un tout. Le fait de vivre dans une situation telle que celle-ci peut favoriser le repentir mais, ce qui est sûr, c'est que cela ne favorise pas une réflexion en relation avec le fait et ses conséquences pour les victimes. Il est habituel d'entendre des personnes privées de liberté dire qu'elles n'ont jamais pensé sérieusement à la victime. Et ce, pas parce qu'elles ne le veulent pas mais parce que ce lieu ne favorise que la défense et rend impossible la conscience et la connaissance, la prise de conscience et la réflexion. Il est indispensable d'empêcher une plus grande expansion du système pénal et de favoriser les procédures d'assomption de responsabilité et de réparation des dommages.

Dans quels domaines peut-on promouvoir la justice restauratrice ? Quels conseils donneriez-vous aux gouvernements locaux de ce point de vue ?

Il est urgent, juste et nécessaire d'éduquer à la JR et de diffuser ses possibilités dans tous les domaines possibles –familles, organisations, institutions publiques, églises, etc. La communauté et l'État, au travers de ses gouvernements locaux, provinciaux et nationaux, doivent savoir qu'il existe des alternatives à un système punitif qui ne parvient pas à ce que les agresseurs se responsabilisent de leurs propres

actes. La JR est une amélioration pour la citoyenneté, en liant les personnes qui dialoguent quant à leurs problèmes, que ceux-ci soient du domaine de la vie privée ou de celui de la communauté, à leurs conflits ou à leurs actes délictueux. Le fait de se responsabiliser pour l'autre et pour l'ensemble transforme les relations, les personnes et le milieu. C'est une possibilité d'instaurer des droits humains répondant exactement aux nécessités des participants.

La JR est aussi une des nombreuses actions nécessaires pour réduire la violence, y compris la violence de l'État³, en pensant au système pénitentiaire ou à la Police militaire⁴ du Brésil. Lorsqu'on relie les actions des tribunaux de Justice, en plus du bénéfique qu'implique le fait que les sujets assument la responsabilité de leurs propres actes, on parvient à diminuer le dommage à l'agresseur, à diminuer la durée de l'emprisonnement ou à l'éviter complètement. C'est un instrument qui prétend ne pas judiciairiser les adversités sinon les transformer en un apprentissage social pouvant créer et/ou favoriser le vivre ensemble, ou au moins la coexistence pacifique. C'est un outil qui favorise l'art de vivre et de vivre ensemble, aussi avec la diversité et l'adversité. Pour moi, que les villes éducatrices investissent dans la diffusion et la formation en justice restauratrice est un impératif humain et social. ●

Bibliographie

- Achutti, Daniel. *Justiça Restaurativa e Abolicionismo Penal*, São Paulo, Editora Saraiva, 2014.
- Boonen, Petronella Maria, « *Diálogos entre subjetividades na construção da Justiça Restaurativa*, *Revista do Ministério Público* », São Paulo, vol. 6, 2014 (p. 101 - 116). Source : http://www.esmp.sp.gov.br/revista_esmp/index.php/RJESMPSP/article/view/130.
- Boonen, Petronella Maria, *A Justiça Restaurativa, um desafio para à Educação*, São Paulo, USP, 2011. Thèse de doctorat en Éducation, Université de São Paulo, São Paulo, 2011. Source : <http://www.teses.usp.br/teses/disponiveis/48/48134/tde-10062011-140344/pt-br.php>.
- CDHEP, *Uma arte de Conviver e Viver. Escola de Perdão e Reconciliação*, São Paulo, CDHEP, 2009.
- www.cdhep.org.br. Vidéos : *Justo e necessário* (40 mn) ; *Um mundo sem prisões* (12 mn) ; *A Espiral do Injusto* (15 mn).

3. Au cours de l'année 2015, la police a tué 412 personnes dans la capitale, ce qui représente 26 % des 1 591 assassinats de la ville de São Paulo, un record ! En 2014, la police a tué 24 % des victimes d'assassinat. En 2013, 16 % et, en 2005, 5 %. Ces chiffres comprennent les morts dans des affrontements présumés et affectent principalement des jeunes et des populations noires. Source : <http://g1.globo.com/sao-paulo/noticia/2016/04/uma-em-cada-4-pessoas-assassinadas-em-sp-foi-morta-pela-policia.html>.

4. La logique militaire est basée sur la politique de guerre, dans laquelle les pauvres, presque toujours noirs, presque toujours des habitants des périphéries, sont choisis comme ennemis et se convertissent en cibles exclusives de la persécution et de l'oppression policière. Largement diffusé par la dictature civile-militaire, le militarisme des corps de police brésiliens continue à croître et est un facteur déterminant du taux élevé de mortalité de ces corps de police et, parallèlement, du processus d'emprisonnement en masse, au point que l'ONU elle-même a recommandé au Brésil la démilitarisation de ses corps de police. Agenda national de remise en liberté, 2014, page 23. Source : <http://carceraria.org.br/wp-content/uploads/2015/06/Agenda-em-Portugues.pdf>.



Expériences

Projets intergénérationnels en Ville de Genève

Esther Alder

Conseillère administrative en charge du Département de la Cohésion sociale et de la Solidarité, Ville de Genève

Le maintien et le renforcement des liens sociaux s'avèrent plus que jamais nécessaires dans une société qui voit disparaître les solidarités traditionnelles. À Genève, les projets intergénérationnels ont été conçus dans ce but et s'inscrivent naturellement dans le cadre d'une politique globale de la cohésion sociale.

La ville de Genève est certes prospère et dynamique. Elle a connu un développement important de ses activités au cours des 15 dernières années, et elle se trouve aujourd'hui au cœur d'une agglomération de près de 1 000 000 d'habitants. Cependant, les écarts de richesse se sont creusés, le nombre de personnes sans emploi a augmenté, et la précarité s'est accrue, comme en témoigne l'explosion du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale.

À cela s'ajoutent les conséquences du vieillissement de la population. Grâce à l'allongement de la durée de vie, Genève compte un nombre croissant d'aînés. Près d'un quart de la population genevoise aura plus de 65 ans à l'horizon 2040. Mais le risque d'isolement est bien réel pour eux. À Genève, il concerne 10 à 15 % des retraités, ce qui représente environ 10 000 personnes¹. Ce risque est accentué par les attitudes négatives à l'égard du vieillissement et des personnes âgées. En effet, comme l'ont révélé différentes études – World Values Survey, Eurobaromètre sur les discriminations –, l'âge est un important facteur de discrimination. L'âgisme pourrait même constituer une forme de discrimination encore plus universelle que le sexisme ou le racisme. Bien que les stéréotypes sur le vieillissement et les personnes âgées s'observent dans tous les pays, ce sont ceux où le revenu est le plus élevé qui montrent le plus faible niveau

de respect². L'âgisme a également des conséquences négatives sur la santé mentale et physique des aînés³.

Dans son récent Rapport mondial sur le vieillissement et la santé, l'OMS établit que les personnes âgées qui pensent être un fardeau pour les autres perçoivent également leur vie comme ayant moins d'importance, ce qui les expose au risque de dépression et d'isolement social. L'OMS évoque également des travaux de recherche révélant que les personnes âgées ayant une attitude négative vis-à-vis de leur propre vieillissement vivent en moyenne 7,5 années de moins que celles qui font preuve d'une attitude positive. L'âgisme prépare aussi le terrain de la négligence et de la violence envers les aînés, comme le démontre une étude effectuée par un psychologue et un médecin gériatre de l'Université de Genève⁴.

Dans un environnement où l'individualisme est en pleine expansion et où les préjugés sur le vieillissement sont tenaces, le pacte de solidarité entre les générations est mis à rude épreuve, en Suisse comme ailleurs. Les personnes âgées sont souvent présentées comme un poids mort et une menace pour la société. Une menace non seulement économique – le financement de leurs retraites et des soins de santé généreraient des coûts exorbitants au détriment des jeunes générations – mais aussi politique. En juin 2016, Avenir Suisse, un think tank économique, a publié une étude

1. Inventaire sur la question de l'isolement des personnes âgées à Genève, Rapport du groupe isolement, Plate-forme des associations d'aînés de Genève, Hiver 2013/14

2. World Values Survey

3. Rapport mondial sur le vieillissement et la santé, Organisation mondiale de la santé, 2016

4. Lucio Bizzini et Charles-Henri Rapin, L'âgisme. Une forme de discrimination qui porte préjudice aux personnes âgées et prépare le terrain de la négligence et de la violence, Gérontologie et société, N° 123, 2007/4



Activités intergénérationnelles entre l'Espace de vie enfantine et l'Établissement médico-social La Terrassière

au titre provocateur, « Sur la voie de la gérontocratie ? », dans laquelle l'auteur questionne l'impact politique du vieillissement sur la démocratie directe tout en suggérant d'introduire un droit de vote pour les enfants – qui serait exercé pour eux par leurs parents jusqu'à leur majorité – afin de neutraliser le vote des personnes âgées⁵. À la suite d'une polémique déclenchée par cette publication, le directeur d'Avenir Suisse a persisté à soutenir cette idée au cas où « la mainmise sur les votations par des générations de votants âgés s'avérait problématique »⁶.

Au vu de ce qui précède, il est urgent de repenser le pacte de solidarité entre les générations à la lumière d'une vision positive du vieillissement démographique. Avec la Déclaration politique et le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement adoptés en 2002 par l'Assemblée générale des Nations unies et le document « Vieillir en restant actif. Cadre d'orientation » publié par l'OMS la même année, les cadres juridiques et stratégiques internationaux d'une telle vision ont déjà été posés. La Convention européenne des droits de l'homme et la Constitution fédérale suisse interdisent par ailleurs toute discrimination fondée sur l'âge. La Constitution de la République et canton de Genève prévoit que « l'État prend en compte les exigences de la solidarité intergénérationnelle

dans la définition de ses politiques et dans son action ». Il revient aux pouvoirs publics de protéger et de réaliser les droits des personnes âgées, et d'encourager un changement majeur dans la façon dont la société perçoit le vieillissement. Une politique intergénérationnelle doit ainsi être au service de l'édification d'une société pour tous les âges. C'est le maintien de la cohésion sociale entendue comme la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, en réduisant les disparités et en évitant la marginalisation⁷, qui est en jeu.

La Ville de Genève défend la cohésion sociale comme une réaffirmation du pacte de solidarité qui lie toutes les générations à un moment donné et dans la durée, tout en renforçant la responsabilité collective face aux situations de vulnérabilité. Elle vise une cohabitation harmonieuse de tous les âges. Le Conseil administratif de la Ville de Genève a validé en juin 2015 une politique de la vieillesse qui propose une approche globale pour la solidarité intergénérationnelle⁸. La Ville de Genève s'inspire de la démarche préconisée par le Conseil fédéral en 2007, selon laquelle ce ne sont pas les personnes âgées qui doivent focaliser l'attention, mais bien le vieillissement comme phénomène démographique au niveau de la société, et comme étape du parcours de vie au niveau de l'individu⁹.

5. Lukas Rühli, *Sur la voie de la gérontocratie ?*, Avenir Suisse, juin 2016

6. Tibère Adler, *La Suisse sur la voie de la gérontocratie ? L'impact politique du vieillissement sur la démocratie directe ne doit pas être un tabou*, www.avenir-suisse.ch, 30 juin 2016

7. *Vers une Europe active, juste et cohésive sur le plan social, Rapport de la task force de haut niveau sur la cohésion sociale au XXI^e siècle*, Conseil de l'Europe, 26 octobre 2007

8. *Politique de la vieillesse en Ville de Genève : une approche globale pour la solidarité intergénérationnelle*, Département de la cohésion sociale et de la solidarité, 2015

9. *Stratégie en matière de politique de la vieillesse, Rapport du Conseil fédéral* (donnant suite au postulat 03.3541 Leutenegger Oberholzer du 3 octobre 2003), 29 août 2007



La politique intergénérationnelle de la Ville prend donc appui sur la politique de la vieillesse.

Cependant, la Ville n'a pas attendu d'élaborer ce cadre conceptuel pour lancer ou soutenir des projets intergénérationnels ponctuels ou durables. Ce type de projets a vu le jour au tournant des années 2000, notamment dans les institutions de la petite enfance subventionnées par la Ville. Ils sont aussi développés par Cité-Seniors, un lieu d'informations et de rencontres qui propose de multiples activités pour les aînés. Les Antennes sociales de proximité – anciennement Unités d'action communautaire –, qui auront pour mission de concrétiser la politique de la vieillesse, développent elles aussi des actions intergénérationnelles.

Le défi est de dépasser le simple côtoiement des générations et de développer une compréhension mutuelle entre les enfants et les aînés, de manière à créer les conditions d'un véritable échange où chaque génération puisse apporter un enrichissement à l'autre. Comme il est impossible d'évoquer de manière exhaustive tous les projets intergénérationnels développés en Ville de Genève dans le cadre de cet article, nous allons nous concentrer sur trois d'entre eux.

Le jardin d'enfants Atelier-Vie

L'Atelier-Vie est le premier jardin d'enfants intergénérationnel à Genève. Il a vu le jour en l'an 2000 dans le quartier des Grottes. Ses fondatrices ont fait le constat que les enfants et les retraités vivent côte à côte dans la société, mais ne se rencontrent pas. Cette distance, créée notamment par les modes de vie actuels, entraîne une ignorance de part et d'autre qui rend les personnes âgées étrangères et étrangères aux yeux des enfants. La conviction des professionnelles de l'Atelier-Vie est qu'un

enfant qui a eu des relations enrichissantes avec des retraités sera un adolescent plus sensible aux aînés et un adulte plus concerné par le rapprochement des générations dans la société.

Le but de l'Atelier-Vie est donc de faire vivre un lieu intergénérationnel pour que les enfants découvrent et comprennent le cycle de vie avec une équipe éducative à laquelle sont mêlés des retraités bénévoles. C'est l'occasion pour eux de constater que grandir signifie vieillir et que la vieillesse n'est ni un accident, ni une maladie, mais un processus naturel et continu durant la vie qui apporte de l'expérience, des connaissances et de grandes joies. L'originalité de la démarche intergénérationnelle de l'Atelier-Vie repose sur l'échange et le partage entre les enfants et les personnes retraitées et non sur une transmission à sens unique. Ce jardin d'enfants, qui offre 20 places par après-midi pour des enfants de 3 à 5 ans, s'appuie sur une approche intergénérationnelle de l'éducation développée par l'Unesco, dont l'objectif est de renforcer les savoirs locaux – langues et traditions autochtones – dans différents pays, en intégrant dans les programmes scolaires le savoir des aînés afin de contribuer à la reconnaissance d'un statut des anciens « comme détenteurs d'un savoir à léguer » au sein de la communauté. Tout au long de l'année 2015, l'Atelier-Vie a travaillé avec différents partenaires, comme des maisons de retraite, des associations de retraités et des centres culturels. Il a mis en place différentes activités : lecture, contes, théâtre, poésie, danse.

Ce type de projet permet à l'enfant de trouver un encadrement adéquat, plus familial et parfois plus individualisé, et de bénéficier de la présence d'aînés apportant disponibilité et écoute. Il permet aux seniors de se retrouver dans un environnement stimulant, de rompre l'isolement, de transmettre certaines valeurs, et de se sentir valorisés à travers une activité régulière.

L'Espace de vie infantile La Terrassière

Cet Espace de vie infantile (EVE) a ouvert ses portes en septembre 2004 dans le quartier des Eaux-Vives, tout près de l'Établissement médico-social (EMS) La Terrassière. Le projet intergénérationnel a été souhaité par mon prédécesseur, Manuel Tornare, ancien conseiller administratif en charge du Département de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports. Il a débuté en janvier 2005. Ses objectifs sont de créer et de favoriser régulièrement des moments de partage, de rencontre et d'échange entre des enfants de 3 à 4 ans et des résidents de l'EMS. Les rencontres ont lieu une fois par mois à l'EMS autour d'une multitude d'activités planifiées sur l'année : lectures, mouvement, jeux de société, puzzles, peinture, collage, dessin, activités cuisine, plantations. Certaines rencontres ont lieu à l'extérieur. Chaque rencontre se



Activités intergénérationnelles entre l'Espace de vie infantine Tom Pouce et la Maison de Retraite du Petit-Saconnex

termine par un goûter préparé en alternance par la crèche et l'EMS. Les enfants participent à une activité cuisine le matin pour préparer le goûter.

L'équipe éducative veille à ne pas favoriser une relation privilégiée ou un attachement particulier entre un résident et un enfant, afin de ne pas confronter le premier à la séparation lorsque les enfants quittent l'EVE pour entrer à l'école, et le second à l'absence ou au décès. Lors des activités, l'équipe place toujours un enfant à côté d'un résident. Les résultats de ces rencontres sont jugés très positifs. Les résidents se montrent très sensibles à la vivacité et à la spontanéité des enfants. Quant aux enfants, ils vivent l'instant présent et ne se montrent pas impressionnés par les chaises roulantes ou les déambulateurs. L'ambiance est détendue, et un plaisir réciproque prédomine.

L'Espace de vie infantine Tom Pouce

L'EVE Tom Pouce, ouvert depuis 2006, est le fruit d'une initiative conjointe de la Ville de Genève et de la Maison de Retraite du Petit-Saconnex. L'espace de vie infantine, qui offre 48 places, est situé dans la maison de retraite, ce qui facilite les échanges intergénérationnels. La mission de l'EVE Tom Pouce est de créer et de favoriser des liens par le biais d'activités régulières ou ponctuelles entre les résidents de la maison de retraite et les enfants. Les enfants âgés de 2 à 4,5 ans se rendent deux fois par semaine durant une heure dans un local équipé de jeux, où les aînés peuvent les rejoindre. Par ailleurs, des ateliers spécifiques – chants, peinture, jardinage, poterie, etc. – sont organisés une fois par mois. Les objectifs du projet intergénérationnel visent à créer un lieu d'accueil et de partage, à favoriser la socialisation et le respect des différences, ainsi qu'à revaloriser le rôle des aînés en utilisant leur riche potentiel d'expérience.

Les projets intergénérationnels développés dans les espaces de vie infantine La Terrassière et Tom Pouce, ainsi que dans le jardin d'enfants l'Atelier-Vie, ont fait leurs preuves. Tant les aînés que les enfants y trouvent du plaisir. Les enfants ont la possibilité de se familiariser avec des personnes âgées qui ne sont pas membres de leurs familles, ce qui contribue à élargir le regard qu'ils portent sur les aînés. À l'avenir, la Ville de Genève entend continuer à appuyer de tels projets. Dans le cadre de sa politique sociale de proximité, elle projette aussi de mettre en place et de soutenir des activités intergénérationnelles entre les personnes âgées et les jeunes. ●

Une autre ville est possible

Carme Fouces Díaz

Conseillère municipale au Bien-être social, Ville de Pontevedra

Le vivre ensemble dans la majorité des villes concerne la cohabitation entre les personnes et les véhicules à moteur, avec un rôle tout à fait essentiel de ces derniers. La révolution consiste donc à récupérer la ville pour les personnes, afin que le vivre ensemble soit surtout présent entre eux. Avec davantage d'espaces communs et des espaces de meilleure qualité, on parvient mieux aux objectifs éducatifs qui doivent accompagner la vie des gens.

Le processus d'urbanisation incessante que vit le monde actuel nous oblige à ramener le regard vers nos villes et à nous demander si c'est réellement le type de lieu dans lequel nous souhaitons vivre. La ville en tant que concept a toujours été un lieu de rencontres, d'aspirations, de partages, d'actions conjointes, de relations, de progrès. Vivre dans une ville, c'est vivre en communauté, exercer l'harmonie et jouir du bien commun.

Le poète galicien Uxío Novoneyra nous dit que la ville était le lieu de la civilisation, de la culture et du bien-être. Mais cela, c'était avant qu'elle ne soit envahie par les automobiles, la compétitivité, la pollution et l'agressivité. Cette ville-là ne fait pas envie.

Lorsqu'à Pontevedra – Galice, Espagne, 83 000 habitants – nous avons voulu découvrir ce que la ville pourrait nous offrir pour nous rendre plus heureux, nous avons décidé d'inverser les termes du contrat que nous avons passé avec elle. C'est en 1999, en effet, que nous avons commencé une révolution silencieuse qui nous a fait découvrir l'âme de notre ville.

Dans les villes sans âme l'empreinte des individus se trouve dans les espaces privés – dans les voitures, dans les

domiciles, dans les centres commerciaux, dans les théâtres, dans les bibliothèques, dans les cafés, etc. Dans les villes sans âme, une bonne partie des espaces communs, publics, sont occupés par les voitures qui circulent où qui y sont garées, ou par des voies consacrées à leur circulation. La ville sans âme est une ville avec du bruit, avec de la fumée, avec les visages désespérés des conducteurs dans les embouteillages, avec les personnes âgées qui se réfugient chez elles pour éviter les inconvénients d'un environnement construit dans l'urgence et la compétitivité.

Nous avons commencé la récupération urbaine en modifiant la tendance que la ville avait eue en ce qui concernait son système de priorités. Auparavant, c'était une ville comme toutes les autres, à la disposition des voitures. Aujourd'hui, l'automobile est domestiquée et les personnes sont situées au centre de toutes les politiques urbaines. La dichotomie entre automobile et piéton a été résolue en faveur de ce dernier.

Le sédentarisme de la population découlant du fait que l'on considère les loisirs comme faisant partie de la consommation domestique et individualisante – télévision, Internet, réseaux sociaux – fait que les villes sont comme

Transformation urbaine de Pontevedra



« abandonnées » par leurs habitants, qui passent une bonne partie de leur temps libre dans leur domicile. L'espace public reçoit une attention insuffisante en tant que scène de la vie quotidienne. La majorité des villes ont été conçues pour résoudre les problèmes des automobilistes, au détriment de ceux qui circulent à vélo, ou de ceux qui utilisent le moyen de transport le plus humain et le plus naturel qui existe, la marche à pied.

La municipalité de Pontevedra s'est proposée de croître de manière différente. Il s'est agi pour elle, en effet, de réformer sa peau pour récupérer sa mémoire urbaine, de faire de son centre historique un puissant actif dynamiseur de l'ensemble de la ville, de convertir les rues et les places en forums du bien vivre, afin qu'elles soient envahies par les habitants et les habitantes – tout spécialement les enfants, qui peuvent y jouer en toute liberté –, de développer la consommation de proximité, de promouvoir la vie collective, de stimuler la culture de base et de générer des espaces plus sains et plus adaptés pour le développement personnel et collectif.

Une des tendances parmi les plus actuelles de la gestion urbaine sont les fameuses « Smart Cities », dont on pense que ce sont des villes hautement technologisées qui doivent une partie de leurs processus aux progrès de l'informatique, de la télématique, de la domotique et d'autres dimensions de l'imaginaire contemporain, et dont l'attrait ne manque pas de doute. Comme antithèse de la ville technologique, nous proposons le concept de « Smart People ». De nouveau, nous avons voulu mettre les individus au centre de tout, car seule l'action participative des gens peut faire progresser la ville dans un sens positif.

Et comment peut-on participer ? Avant tout en donnant de la valeur à l'espace public. En faisant des rues et des places des scènes pour les relations humaines et pour le développement d'économies durables et respectueuses de

l'environnement, compatibles avec la vie en harmonie.

Participer, se sentir intégrés dans la vie collective, s'intéresser à la prise de décisions, être écoutés dans le débat commun sur les affaires publiques, tout cela aide à croître en tant qu'individus et à acquérir des responsabilités en tant que citoyens, un des objectifs parmi les plus importants de ce que nous avons appelé l'« âme de la ville ».

Sans refuser le moins du monde les progrès de la technologie, la ville devrait compenser cette tendance individualisatrice et asociale de l'être humain qui habite dans les villes. Des citoyens intelligents dans des villes meilleures, voilà ce à quoi nous aspirons quand nous avons commencé à entrevoir que nous pouvions partager un espace différent, alternatif, illusionnant et absolument civilisé.

Cette voie a été un succès. L'individu et son mode le plus basique et naturel de se déplacer apportent le principal ingrédient à ce processus collectif : marcher, utiliser notre propre énergie. Et se mouvoir fait partie des coutumes les meilleures et les plus saines pour rencontrer le bien-être, la joie, l'optimisme et l'envie d'améliorer le monde dans lequel nous vivons.

Comme une grande tache d'huile, la transformation initiée dans le centre historique s'est étendue vers tous les coins et recoins, toujours en suivant le modèle de ville pour les personnes en harmonie avec l'environnement et la cohésion sociale.

L'économie de nombreux secteurs a été favorisée par la transformation urbaine, tout spécialement pour l'industrie des loisirs et l'hôtellerie, qui étendent leurs activités dans la rue en créant de nouvelles niches de marché et des bénéfices qui se traduisent en richesse sociale commune.

L'hôtellerie, l'industrie des loisirs, celle de la santé, les sports, et le commerce de rue sont des activités de haute valeur ajoutée en rapport avec l'amélioration de la qualité

Foires et activités culturelles animent la ville



de vie et le développement durable. Le nombre de terrasses de café, par exemple, a été multiplié par 6 au cours de ces 10 dernières années, ce qui indique le haut potentiel d'un secteur dynamique qui sait profiter des valeurs qu'offre le patrimoine historique.

La transformation consistait à modifier le paysage urbain pour mieux l'adapter aux standards de qualité et d'économie d'énergie, en même temps que nous en faisons un actif pour améliorer les relations humaines. Pour ce faire, nous avons rénové complètement les infrastructures urbaines – revêtement des rues et des trottoirs, mobilier urbain, conduites de services publics, fibre optique, etc.

Le résultat fut une ville rénovée qui donnait la priorité au piéton et était capable de générer de nouvelles opportunités propres et liées à la ville et à son style de vie piétonnier. Un espace public de qualité peut être défini comme la continuation de l'espace privé. Pour ce faire, les politiques d'entretien et de services sont absolument fondamentales, afin d'offrir des espaces toujours propres, agréables et accueillants. La conception du mobilier urbain, l'éclairage public, la fonctionnalité de l'espace public et la disposition des éléments sont indispensables pour ce type de villes alternatives.

Le modèle *pontevedrés* donne des facilités pour utiliser la ville comme scène des plus diverses manifestations culturelles, festives, sportives ou sociales. Les dispositifs de mobilité pour faire de l'espace public un circuit sportif ou une scène culturelle sont agiles et causent peu de problèmes.

Les fêtes, les événements et les célébrations ont au moins une double fonction. D'une part, l'animation et les loisirs des individus aident à passer de l'individualisme à la socialisation. D'autre part, ils constituent un authentique moteur économique pour la ville, dont l'économie des services se trouve stimulée.

La réconciliation avec l'environnement naturel et paysagistique le plus proche fut aussi déterminé comme étant un objectif. Depuis le centre de la ville partent dans toutes les directions diverses éco-routes à réaliser à pied – qui somment au total environ 30 km de sentiers –, aujourd'hui en cours d'interconnexion pour constituer un vaste réseau de promenades naturelles dans les bois, proches de rivières, avec des coteaux, des miradors et des espaces naturels qui profitent des valeurs du territoire pour le bien-être public.

Un autre pari fort pour récupérer l'âme de la ville est l'organisation alternative de la mobilité. La vitesse maximale de 30 km/h, les réducteurs de vitesse, le développement des déplacements à pied ou à vélo, la réduction drastique de la circulation des automobiles, la fin des stationnements indiscriminés, la circulation de nécessité et l'accessibilité universelle constituent des politiques absolument nécessaires pour que la ville voit pousser la vie dans ses rues.

Voilà quelques-uns des ingrédients indispensables pour que les villes changent de visage et deviennent des villes réellement éducatrices. Parce que l'éducation est relation, inclusion, cohésion..., c'est un objectif permanent pour obtenir une citoyenneté plus consciente, plus heureuse, plus décontractée et plus ouverte à de nouveaux horizons.

Doter d'âme une ville qui en manque, c'est récupérer le concept de forum, faire en sorte qu'au travers de l'architecture, de la littérature, de la musique, de la célébration, de la rencontre, du dessin ou de la danse, les personnes s'auto-identifient avec leur environnement et sachent qu'il n'y a pas de meilleur lieu au monde pour que leurs enfants se développent comme des êtres humains et pour que leurs parents, puisqu'ils sont plus âgés, continuent à être actifs et heureux de vivre dans une ville qui les accueille et pas dans une ville qui les rejette. ●

Espace public de qualité et multifonctionnel conçu pour la population



Programme Ville de Paix : dialogue et action collective dans la construction de territoires du vivre ensemble

Ligia Maria Daher Gonçalves

Directrice du Département des Politiques de Prévention du Conseil de Sécurité urbaine de la Ville de São Bernardo do Campo de 2009 à décembre 2016

Cet article présente l'initiative Ville de Paix (*Cidade de Paz*). Il s'agit d'un programme territorialisé de prévention de la violence, développé à São Bernardo do Campo, au Brésil, avec deux projets qui en constituent l'épine dorsale, Femmes de Paix (*Mulheres da Paz*) et Je Protège - Protection des Jeunes dans des Territoires vulnérables (*Protejo - Proteção a Jovens em Territórios Vulneráveis*). Grâce au dialogue et aux actions collectives, le public cible des projets ainsi que d'autres agents publics et sociaux, et la communauté locale peuvent partager des rêves, des expériences, des affects et des efforts, dans le but de faire de la ville un territoire du vivre ensemble et de la citoyenneté.

La complexité des problèmes sociaux, la multi-causalité de la violence et le modèle agressif de résolution des conflits sociaux exigent, en plus du modèle répressif-punitif classique, de nouveaux mécanismes de gestion de la sécurité. En 2002, en proportion, 43 % de plus de jeunes de couleur que de jeunes blancs ont été victimes d'homicide au Brésil ; et cette proportion est passée à 153 % en 2011¹. Entre 1980 et 2013, les homicides de femmes ont augmenté de 252 %². Une étude du Conseil national du Parquet qui analysait les homicides volontaires élucidés dans l'État de São Paulo au cours des années 2011 et 2012 a noté que 83 % de ceux-ci avaient eu lieu pour des raisons triviales et des attitudes impulsives. Ce tableau révèle une croissance des crimes motivés par la discrimination et l'intolérance. Par conséquent, le fait de penser à des villes moins violentes et promouvant le vivre ensemble implique de penser à une dimension culturelle, à des formes de sociabilité plus horizontales, à des politiques publiques capables de promouvoir l'implication communautaire ainsi que des changements culturels de manière procédurale et durable.

En 2009, la ville de São Bernardo do Campo, peuplée de près de 800 000 habitants, dans la région métropolitaine de São Paulo, a conçu un programme sous le nom de Cidade de

Paz afin de renforcer les projets territoriaux du Programme national de Sécurité publique avec la Citoyenneté (PRONASCI dans son sigle en portugais), parmi lesquels figurent Femmes de Paix (*Mulheres da Paz*) et Je Protège - Protection des Jeunes dans des Territoires vulnérables (*Protejo - Proteção a Jovens em Territórios Vulneráveis*). Le programme Ville de Paix articule, dans les quartiers précaires, les agents publics et sociaux qui développent, de manière participative, intégrée et intersectorielle, des projets, des services ainsi que des actions qui ont comme objectif la prévention de la violence et la promotion d'une culture du vivre ensemble dans la diversité. La territorialisation permet de meilleures conditions de durabilité du programme parce qu'elle prend en compte les interactions de même que les interrelations qui font que le territoire demeure vivant. Le modèle de gouvernement coopératif rend possible l'échange de connaissances ainsi que l'articulation de compétences, de ressources et d'informations pour la résolution des problèmes communs, à partir d'une vision éducatrice et relationnelle. Dans l'acception utilisée par le programme, le terme « paix » ne réfère pas à la pacification au sens d'imposition d'un ordre hégémonique sinon à la culture du vivre ensemble, du dialogue, de la résolution non violente des conflits et de la construction d'actions collectives et solidaires possibles à partir de la reconnaissance et de l'affirmation des différences. Les projets Femmes de Paix et Je protège contribuent à attirer et à promouvoir d'autres actions et

1. WASELFSZ, Julio Jacobo (2013), Mapa da Violência 2013. Homicídio e Juventude no Brasil, Ministère national de la Jeunesse, Brasília

2. WASELFSZ, Julio Jacobo (2015), Mapa da Violência 2015. Homicídio de Mulheres no Brasil, Flacso, Brasília



Groupe de travail du Forum local de Ville de Paix, quartier Montanhão, auquel ont participé des femmes du projet Femmes de Paix, des jeunes du projet Je Protège, des habitants, des leaders communautaires ainsi que des représentants des pouvoirs publics.



Présentation des conclusions des groupes de travail sur les actions communautaires au cours du Forum local de Ville de Paix, quartier Silvina.

projets dans les territoires, en développant la gouvernance et en impliquant d'autres agents bien au-delà de la durée prévue et du public cible de chacun des projets.

Le Département des Politiques de Prévention du Conseil de la Sécurité urbaine se charge de la gestion des deux projets et est responsable de la coordination du programme Ville de Paix et de son Comité de gestion inter-directions. Ce comité est composé de 12 directions municipales et ses attributions consistent à effectuer un diagnostic de procédure et de participation, à proposer des stratégies pour renforcer la gouvernance ainsi qu'à superviser et évaluer les résultats du programme. Divers agents participent au programme, et cèdent y compris des espaces dans les territoires pour mener à terme la formation des projets, comme par exemple des associations d'habitants, des leaders et des artistes locaux, des représentants du secteur religieux (catholique, évangélique et d'origine africaine) et le Mouvement d'Alphabétisation des Jeunes et des Adultes. Il y a aussi des collaborateurs embauchés qui contribuent à l'exécution des projets dans les différents quartiers.

Le premier endroit où a été mis en œuvre le programme Ville de Paix a été le quartier Alvarenga en 2010. En 2011, on l'a étendu au quartier Montanhão puis, en 2013, au quartier Silvina. En 2015, les démarches ont été entreprises dans le quartier Pós-Balsa. En comparaison avec le reste de la ville, les quartiers mentionnés présentent une vulnérabilité sociale élevée, avec de forts taux de violence, tout spécialement en ce qui concerne les délits commis par des adolescents, les homicides de jeunes et les violences sexuelle et domestique.

Le projet Je Protège est destiné aux adolescents et aux jeunes de 15 à 24 ans, et il consiste à leur faire vivre un processus socio-formateur intégral, qui envisage les diverses dimensions du développement humain et social, et comporte 480 heures d'éducation à la citoyenneté, 160 heures de formation professionnelle et 160 heures d'informatique.

Dans le projet Femmes de Paix, les participantes se réunissent pratiquement tous les jours. Au cours de ces rencontres, elles dialoguent sur des thèmes tels que les droits humains, la violence, et le réseau de services et de protection. Ces débats leur permettent de développer leurs potentialités individuelles et collectives, de renforcer leur prise de responsabilités ainsi que leur autonomie et leur intervention en tant que « multiplicatrices » sociales engagées dans la transformation des relations communautaires.

Les deux projets ont une durée d'un an dans chaque quartier. Une équipe multidisciplinaire d'éducateurs sociaux accompagne le processus de formation des jeunes et des femmes, à partir de l'écoute, de la reconnaissance de soi-même et de l'autre, des attentes, des besoins, des différences, des échanges de connaissances et d'expériences ; c'est ainsi que les processus éducatifs sont transformateurs. La connaissance, la réflexion et la pratique s'articulent dans une perspective émancipatrice, dans laquelle les situations vécues sont mises en question, ce qui permet aux individus de se reconnaître en tant que sujets de leur propre vie et en tant que produits et producteurs de la société dans laquelle nous vivons ensemble.

Dans tous les projets de même que dans toutes les actions du programme Ville de Paix, le versant éducatif permet l'autonomie, l'appartenance, la reconsidération et le développement des possibilités, la construction de projets de vie et le protagonisme communautaire. Grâce au dialogue et aux actions collectives, les participants aux projets ainsi que les autres habitants et les différents agents du quartier partagent leurs rêves, leurs efforts et leurs affects, afin de transformer la ville en un territoire d'inclusion et de citoyenneté.

L'intervention commune des jeunes et des femmes se développe de diverses manières mais tout spécialement à partir des Forums locaux de la Ville de Paix (*Fóruns Locais do Cidade de Paz*), qui sont des espaces de dialogue, de proposition et de coopération dans lesquels divers



Qualification professionnelle des jeunes du projet Je Protège dans le quartier Montanhão



Exposition de matériels bio-écologiques réalisés par les jeunes du projet Je Protège, quartier Alvarenga

agents publics et sociaux construisent, de manière à la fois collective et créative, des actions communautaires qui ont comme objectif le renforcement des réseaux de solidarité, la médiation des conflits et la résolution des problèmes locaux³. Ce sont des espaces de circulation de la parole, dans lesquels on reconnaît et on met en valeur les diverses connaissances. Entre une rencontre et une autre du forum, les groupes de travail se réunissent pour débattre des actions communautaires à mettre en œuvre ainsi que pour organiser les forums suivants. Les comités de gestion locaux et le réseau de développement local, composés des femmes de paix, des jeunes de Je Protège ainsi que d'autres représentants de la communauté, y compris des pouvoirs publics, assument la gestion locale du programme et organisent les forums locaux. Entre accords et désaccords, obtenus à partir d'un débat pluriel, se tissent des réseaux et des relations qui permettent de (re)connaître l'autre et d'agir en commun. Le versant éducatif est présent dans l'interrelation entre les divers participants et agents, dans les rencontres intergénérationnelles et interculturelles, et dans la constitution d'espaces de réflexion et de proposition. De ce point de vue, un territoire de paix est aussi un territoire éducatif.

D'autres projets, tels que le Noyau de Justice communautaire (*Núcleo de Justiça Comunitária*) et la Cour de la Ville de Paix (*Quintal do Cidade de Paz*), en même temps qu'ils résultent de ce processus de gouvernance coopérative, développent leur continuité et incitent à la participation. La Cour de la Ville de Paix, construite grâce et à partir des rêves de la communauté, a permis qu'un terrain vague, dans le quartier Montanhão, devienne un lieu

d'appartenance et du vivre ensemble, reprenant ainsi la capacité créatrice des processus de transformation grâce à la possibilité d'imaginer et de tisser collectivement de nouvelles réalités. Afin de dupliquer les méthodologies et d'augmenter les ressources promouvant la culture de la paix et la résolution non violente des conflits, la municipalité a obtenu des ressources du gouvernement fédéral. Par ailleurs, grâce à un accord avec l'association Palas Athena, consultante de l'Unesco pour la Culture de la Paix, elle a promu des cycles de formation dans les quartiers qui impliquent la communauté, des femmes de paix, des jeunes du projet Je Protège, des gestionnaires et des travailleurs. Les contenus vont des thèmes tels que la méthodologie du dialogue, la mémoire et l'identité, la vision du futur, à la justice de restauration, en passant par le diagnostic participatif et la pédagogie de la coopération. De manière circulaire et expérientielle, les participants partagent des techniques pour promouvoir le vivre ensemble et établissent des liens de confiance et de coopération.

Le programme Ville de Paix a contribué à la réduction des facteurs de risque de violence et à l'augmentation des facteurs de protection. Il a aussi développé la création de réseaux locaux plus denses et plus connectés, avec une plus grande circulation de l'information et des ressources et, grâce à cela, à un plus grand accès aux droits fondamentaux. Enfin, il a sensibilisé aux violences considérées comme naturelles et a connecté divers agents avec le développement local.

Les projets Femmes de Paix et Je Protège contribuent à renforcer et à développer l'autonomie, les compétences, les connaissances et les expériences des participants grâce aux processus de formation, au renforcement de l'exercice actif de la citoyenneté et des actions communautaires qui permettent de dupliquer les contenus et l'information dans le territoire. Depuis le début du programme, 470 femmes ont participé au projet Femmes de Paix et 375 jeunes, au projet Je Protège. Rien que dans le quartier Montanhão, au bout d'un an, 46 jeunes ont réussi à accéder au marché du

3. Sur la structuration du programme Cidade da Paz, ses concepts et ses stratégies, voir : GONÇALVES, Lígia Maria Daher (2014), « A construção coletiva do espaço público e a política local de segurança. A experiência de São Bernardo do Campo », in *Aracê. Direitos Humanos em Revista*, année 1 / n° 1 - juin 2014, ANDHEP. Aussi disponible sur : <http://arace.emnuvens.com.br/arace/article/view/7>

travail et 21 femmes ont repris les études. Dans le quartier Alvarenga, 28 participantes au projet Femmes de Paix sont devenues des médiatrices communautaires du Noyau de Justice communautaire qui a répondu, de 2011 à 2015, à 2 560 demandes de prestations. Une des femmes du projet Femmes de Paix a obtenu des ressources du Ministère de la Culture pour le projet Les Jeunes d'Alvarenga chantent la Paix (*Jovens do Alvarenga cantam a Paz*). La IV^e Conférence municipale de la Politique pour les Femmes, qui s'est tenue en 2016, a décidé que l'ampliation du projet Femmes de Paix serait une de ses priorités. Les femmes de ce projet ainsi que les jeunes de Je Protège ont participé activement à la Rencontre de l'Unité thématique de la Sécurité citoyenne du Réseau Mercocidades qui s'est tenu à São Bernardo do Campo, en juillet 2012. Une publication de ce réseau présente ce fait comme un exemple d'approche citoyenne et de renforcement de l'articulation d'une citoyenneté régionale⁴.

Depuis 2012, 18 forums locaux de Ville de Paix ont été réalisés dans les quartiers Montanhão et Silvina, et, en 2016, 5 rencontres de jeunes, dans le quartier Pós-Balsa. Ces espaces stimulent la gouvernance et le protagonisme de la communauté. Par ailleurs, diverses actions ont été articulées à partir de ceux-ci, telles que des marches pour la paix dans la diversité, des festivals sportifs et culturels, des tables de conversations, des rencontres de Ville de Paix de prévention de l'alcool et des autres drogues, un concours de prose et territoire jeune, etc. Cinq cycles de formation sur les valeurs

4. CROVETTO, Sabrina et GOROSITO, Mayki (2011/2012), « Trabalhar em rede para integrar, incluir cidades e cidadãos », in *Revista Diálogo*, n° 28, Montevideo, Secrétariat exécutif de Mercocidades

Rencontre de jeunes pour débattre de la sexualité, des drogues, des préjugés ainsi que d'autres thèmes, quartier Pós-Balsa



Présentation sur le thème « Le quartier que nous voulons » au cours de la Rencontre des Jeunes du quartier Pós-Balsa

du vivre ensemble, auxquels ont participé 800 personnes, pour une durée horaire de 250 heures, ont donné comme résultat des actions plus coopératives et synergiques, en plus de la constitution du réseau de développement local de Ville de Paix Montanhão et des comités de gestion locaux de Silvina et de Pós-Balsa. La Cour de la Ville de Paix a entraîné une plus grande intégration ainsi qu'un meilleur sentiment d'appartenance de la communauté, avec diverses actions telles que Sarau Zumbi dans la Cour, Bibliothèque dans la Cour, des rencontres de Permaculture, de Durabilité et du Vivre ensemble. Un des jeunes qui a participé à la construction de cet espace a aussi proposé et développé le projet Cinéma dans la Cour qui a été financé par le Conseil de la Culture.

En ce qui concerne les indicateurs de criminalité, le taux d'homicides par habitant à São Bernardo a subi une réduction significative, passant de 11,33 % en 2009 à 6,19 % en 2015⁵. Toutefois, pour pouvoir quantifier la contribution du programme Ville de Paix à la réduction de ce taux, il serait nécessaire de procéder, de manière géo-référencée, à une analyse plus vaste et plus en profondeur du profil des crimes commis.

D'autre part, on a constaté dans la ville depuis 2010, année après année, une augmentation des plaintes pour violences sexuelle et domestique. Par exemple, seulement dans le quartier Montanhão, les données du Conseil municipal de la Santé montrent que la moyenne mensuelle des plaintes reçues par les services sanitaires pour ce type de violence a augmenté de 50,7 % en 2012 par rapport à 2011 (année de la mise en œuvre du programme Ville de Paix dans ce quartier).

Cette augmentation du nombre des plaintes doit être mise en rapport, cependant, avec le fait qu'à partir de 2010 la Mairie a institué l'obligation de la notification de la violence de la part du réseau sanitaire, au travers du programme Reviver. Depuis lors, un processus de capacitation des

5. Données d'Infocrim, du Secrétariat de la Sécurité publique de l'État de São Paulo



Peintures murales d'artistes locaux sur le thème « Territoire de Paix »

agents publics de la santé a été mis en œuvre de même qu'une formation sur les droits et sur le réseau de services pour les jeunes du projet Je Protège et les femmes de paix, qui agissent comme autant de multiplicateurs dans la communauté. En outre, à la fin de l'année 2012, le Centre de Référence et d'Appui à la Femme Márcia Dangremon a été fondé dans la ville. Ce centre est destiné à offrir accueil, soutien, information juridique et protection, et à effectuer les dérivations opportunes des femmes souffrant de violence domestique. La communauté et ses divers agents sont de plus en plus sensibilisés et préparés pour identifier et reconnaître ces types de violence, si souvent considérés comme invisibles et naturels. Il y a une meilleure information dans les quartiers, non seulement quant aux services sinon aussi quant à l'importance de dénoncer et de lutter contre les violences domestique et sexuelle. Tout cela crée une ambiance plus favorable à la communication de ces types de violence, de telle manière que le nombre de plaintes en rapport avec ceux-ci tend à augmenter au lieu de diminuer.

Toutes les actions et les processus de Ville de Paix ont mobilisé les sentiments et les affects. Le programme a commencé à modifier la manière traditionnelle de penser la sécurité grâce à la reconsidération du territoire en tant qu'espace public de dialogue et d'action collective, en impliquant les individus dans l'obtention de relations moins violentes et plus harmonieuses. La gouvernance coopérative et sa capacité de générer un ensemble d'actions locales, qui s'établissent au fil du temps grâce aux articulations entre les différents agents et les politiques publiques, constituent un des points forts du programme.

Le grand défi consiste à maintenir le processus de gouvernance, ce qui présuppose, d'une part, la participation



Construction de la Cour de la Ville de Paix. Peinture collective du mur du cinéma

et, d'autre part, l'articulation matricielle des politiques publiques, question qui requiert une certaine vision de la ville et de la gestion. Ce que l'on espère pour l'avenir du programme est que, en dépit des alternances de gouvernement, les réseaux locaux puissent continuer à développer la construction de territoires plus inclusifs et solidaires, en somme d'un meilleur vivre ensemble. ●

Construire une ville plus juste et plurielle : la Stratégie BCN anti-rumeurs comme politique publique

Ville de Barcelone

Direction des Services des Droits des Citoyens et de l'Immigration, Programme BCN Interculturalité¹

La Stratégie BCN anti-rumeurs² est un pari ferme de la Ville de Barcelone pour la capacité de transformation de l'interculturalité. Loin de l'entendre comme un simple instrument de lutte contre les rumeurs et les préjugés en rapport avec la diversité culturelle, elle promeut le dialogue et l'inclusion de tous les habitants, en questionnant les inégalités et en travaillant de manière conjointe avec le tissu associatif de la ville pour combattre l'exclusion dans tous les domaines. Référence d'avant-garde de bonne pratique aux niveaux de la Catalogne, de l'Espagne et de l'Europe, la Stratégie met en valeur le rôle fondamental que jouent les habitants et leur tissu associatif dans la construction de la ville, et le support ainsi que la participation des institutions publiques aux réseaux et aux actions qui sont organisés avec cette volonté.

La Stratégie BCN anti-rumeurs dans un contexte de changements sociaux : un début partagé

La Stratégie BCN anti-rumeurs est née à Barcelone à partir d'un processus participatif qui a eu lieu en 2009 autour des défis qui devaient être relevés et des opportunités qui s'offraient grâce à une immigration en augmentation et à la croissante diversité culturelle de la ville. Cette stratégie a été impulsée par la Ville au travers du Programme BCN Interculturalité³, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan BCN Interculturalité (2010)⁴. Elle s'est développée avec un large éventail d'acteurs politiques et sociaux qui réagissent avec promptitude pour comprendre la profondeur des changements ainsi que l'urgence de trouver des stratégies de travail partagé pour leur apporter une réponse. L'analyse de la réalité permet d'identifier les peurs, la méconnaissance mutuelle, les rumeurs, les stéréotypes et les préjugés, dans un contexte de grave crise économique, comme principaux obstacles au vivre ensemble. Il faut aussi une stratégie ferme de la part de la Ville pour lutter

contre ces obstacles de manière conjointe et pratique grâce aux services, aux institutions, aux organismes, aux associations, aux moyens de communication et aux habitants.

Un modèle interculturel pour mieux vivre ensemble dans la diversité

La Stratégie BCN anti-rumeurs, impulsée et financée par la Ville, se nourrit pour l'essentiel du travail conjoint avec le tissu associatif de la ville organisé de manière collaborative dans le Réseau BCN anti-rumeurs. Les contributions externes continues, l'expérience et l'échange avec d'autres initiatives, aux niveaux national et européen, ont enrichi les réflexions, la création et la pratique. Soucieuse des changements sociaux et démographiques d'une ville qui avait enregistré, en 2009, 18,1 % de population étrangère, la Stratégie se construit fortement liée au développement de la perspective interculturelle comme modèle de gestion du vivre ensemble dans la diversité⁵. Son rôle est d'être le fer

1. Pour davantage d'information, contacter : interculturalitat@bcn.cat.

2. Web Stratégie BCN anti-rumeurs. <http://ajuntament.barcelona.cat/bcnacciointercultural/ca/antirumors-que-fem>

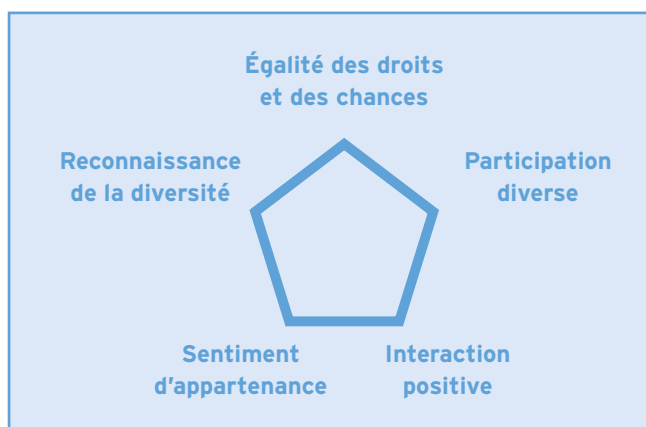
3. Programme BCN Interculturalité : <http://ajuntament.barcelona.cat/bcnacciointercultural/ca/Presentacio>

4. À partir du modèle du vivre ensemble interculturel citoyen proposé par Carlos Giménez (UAM), et d'autres expériences et contributions dans ce domaine. Voir le Plan BCN Interculturalité déjà mentionné.

5. À partir du modèle du vivre ensemble interculturel citoyen proposé par Carlos Giménez (UAM), et d'autres expériences et contributions dans ce domaine. Voir le Plan BCN Interculturalité déjà mentionné.

de lance d'une politique publique articulée autour de cinq dimensions du vivre ensemble interculturel qui définissent son discours et orientent son action :

- La connaissance, la visibilité et reconnaissance de la diversité culturelle comme une réalité et un enrichissement social dans notre ville ;
- La pratique de l'égalité des droits et des chances des personnes d'origines culturelles variées, en mettant l'accent sur les droits humains ;
- L'interaction positive entre des individus et des groupes qui n'ont habituellement aucune relation, à la recherche de relations actives et de collaborations basées sur des intérêts communs ;
- La création de lien d'enracinement pour les individus, dans le quartier, à l'école, dans la ville, dans le tissu associatif, afin de contribuer au sentiment d'appartenance ;
- Une participation culturellement diverse dans la ville qui ouvre, transforme et enrichit les espaces préexistants.



Un outil pour la prévention du racisme et la défense des droits

La Stratégie BCN anti-rumeurs a pour objectif d'arrêter et de démonter les rumeurs, les préjugés et les stéréotypes sur la diversité culturelle pour prévenir les attitudes racistes et les pratiques discriminatoires, et pour avancer vers un vivre ensemble interculturel cohérent. Il faut insister sur deux changements importants fruits de l'apprentissage et des bouleversements sociaux et politiques actuels. À l'origine, la Stratégie était plus centrée sur le recueil de données et la création d'argumentaires anti-rumeurs. De là, nous sommes passés à un travail plus pratique afin de comprendre l'impact des rumeurs et des préjugés sur les affects et les dynamiques de ce qui est émotionnel et de ce qui est du domaine du vécu dans les relations entre individus et groupes. C'est ainsi que son discours met davantage d'emphase sur les droits et les valeurs, et que sont générés des méthodologies de travail et des contenus en passant du macro au micro, tout en mêlant vision de

ville et vision de territoire (district, quartier, communauté). Une caractéristique clé de l'évolution de cette politique partagée avec le tissu associatif de la ville a été sa volonté de se déployer à de multiples niveaux, à la recherche de processus qui désarticulent les discriminations dans différents secteurs et domaines, et qui développent l'égalité des droits et des chances dans tous les territoires.

La Stratégie BCN anti-rumeurs se concrétise dans la pratique au travers de ses principaux axes de travail.

- **La sensibilisation** : On remarque la création de matériels ainsi que l'offre de ressources pour les organismes et les institutions qui veulent développer une tâche anti-rumeurs. Trois lignes de travail principales se sont consolidées dans cet axe :

1. La formation anti-rumeurs⁶ avec plus de 1 000 agents anti-rumeurs formés, offre des outils pour le travail, la gestion et le traitement des stéréotypes et des rumeurs sur la diversité culturelle, où la participation du groupe de formation du Réseau a été essentielle, principalement pour la proposition de contenus et de méthodologies. Actuellement, la formation se centre sur les quatre dimensions de base de la tâche de l'agent anti-rumeurs : le dialogue face à face dans la vie ; les outils comme membres d'une organisation, d'un département ou d'un service ; le travail en réseau ; et le travail avec les moyens de communication. Dans le cadre de la formation anti-rumeurs, la sensibilisation a une incidence sur les changements personnels que chacun de nous doit faire, en la mettant en rapport avec la découverte critique de la manière dont s'est construit l'imaginaire sur la diversité culturelle dans notre environnement. L'évolution de cette proposition de formation plus générique a laissé le pas à des adaptations aux niveaux sectoriel et territorial, dans lesquelles les contenus et le format sont définis avec les professionnels et les techniciens souhaitant aborder cette thématique dans leur domaine et/ou leur territoire.

Penser la formation d'une manière conjointe permet :

- D'impliquer de manière active les personnes intéressées par le processus de formation. De cette manière, elles font leur l'ensemble du processus depuis le tout début ;
- De penser la formation comme faisant partie d'un processus et non d'une action isolée, et par conséquent elle facilite un travail à plus long terme et plus en profondeur ;
- De générer et de développer des stratégies spécifiques de travail ;
- D'arriver à des secteurs spécifiques tels que la santé, l'éducation, le commerce de proximité, entre autres ;

6. Transfert de connaissances de la Stratégie BCN anti-rumeurs. Formation d'Agents anti-rumeurs. Projet C4i. <http://ajuntament.barcelona.cat/bcnacciointercultural/ca/dossiers-estudis%20>

- D'avoir la possibilité d'apporter son soutien ou bien d'impulser des actions anti-rumeurs au niveau du territoire dans les différents quartiers de la ville ;
- De mieux utiliser les ressources disponibles.

2. Le Catalogue d'Activités anti-rumeurs⁷, qui regroupe plus de 11 000 participants, offre gratuitement aux organismes, services, équipements, et centres éducatifs de Barcelone un ensemble d'activités qui incitent, de manière ludique et en utilisant diverses méthodologies (théâtre-forum, ateliers, discussions-débats, spectacles, etc.), à la réflexion et à l'action autour des rumeurs, préjugés et stéréotypes. Ces activités sont toutes créées et dynamisées par différents organismes du Réseau.

3. Les matériels et publications anti-rumeurs générés sur proposition des groupes de travail du Réseau et de ses organismes, et notamment le Guide pratique pour l'Agent anti-rumeurs, qui a été remis à jour récemment avec une nouvelle version⁸.

- **La communication** : Comme les autres axes et toutes leurs actions, la communication dans le cadre de la Stratégie BCN anti-rumeurs est destinée à l'ensemble de la population. Étant donné la difficulté d'atteindre l'ensemble des habitants, il a été indispensable de rechercher des stratégies concrètes par secteurs, territoires et collectifs. Les objectifs de cet axe sont les suivants : avoir une incidence sur les informations qui sont diffusées dans la presse locale et généraliste ; diffuser des informations qui contrecarrent les rumeurs et offrent des expériences positives d'interaction interculturelle ; diffuser l'existence, les objectifs et les interventions de la Stratégie et du Réseau BCN anti-rumeurs, tout en rendant visible la tâche anti-rumeurs des organismes et des services de la ville en diffusant leurs activités.

Un destinataire/collaborateur fondamental de la tâche communicative de la Stratégie et, dans ce cadre aussi du Réseau, est constitué par les moyens de communication avec lesquels nous travaillons pour leur fournir l'information et les ressources afin de faciliter leur tâche de communication d'informations en rapport avec la diversité culturelle. De ce point de vue, c'est l'élaboration de messages anti-rumeurs de sensibilisation et de réflexion qui sert aux moyens de communication pour offrir une information plus éthique et plus proche de la réalité. Dans le cadre de la formation anti-rumeurs, nous avons ajouté un module d'outils pour combattre les

rumeurs dans les moyens de communication centré sur les nouveaux modèles de communication et les discours sur la diversité culturelle. C'est aussi dans cet axe que nous organisons des espaces de rencontre et de travail conjoint avec les moyens de communication de proximité, locaux et généralistes, en y incluant les moyens de communication promus dans la ville par les groupes de personnes d'origines diverses⁹.

- **La participation** : Le principal acteur et agent clé de la Stratégie est le Réseau BCN anti-rumeurs, qui est né d'une demande et d'un engagement citoyen, dans le cadre du Plan BCN Interculturalité, pour travailler avec les habitants, les agents sociaux et la Ville à la tâche anti-rumeurs. Aujourd'hui, le Réseau regroupe presque un millier d'associations, d'organismes, d'équipements municipaux, de personnes à titre individuel, avec le support technique et économique de la Ville de Barcelone, qui y participe aussi activement. Après six ans de croissance, le Réseau s'est consolidé en 2015 avec un processus d'évaluation et la conception d'un nouveau Plan d'Action pour la période 2016-2020¹⁰. Ses espaces sont la commission de stratégie, la commission de dynamisation, le groupe de travail de communication, le groupe de travail de formation et le groupe de travail d'action dans les territoires.

9. À titre d'exemple, voir la Journée « Journalismes divers, journalismes transformateurs » : <http://ajuntament.barcelona.cat/bcnacciointercultural/ca/noticia/a-loctubre-us-esperem-a-la-jornada-periodismes-diversos-periodismes-transformadors>

10. Réseau BCN anti-rumeurs. Plan d'Action 2016-2020. <http://ajuntament.barcelona.cat/bcnacciointercultural/ca/plans-treball-accio>

Matériels et publications anti-rumeurs



7. Catalogue d'Activités anti-rumeurs. <http://interculturalitat.bcn.cat/bcnacciointercultural/ca/cataleg-de-activitats-antirumors>

8. Guide pratique pour l'Agent anti-rumeurs. <http://interculturalitat.bcn.cat/bcnacciointercultural/ca/guia-agent-antirumor>

Axes de travail de la Stratégie BCN anti-rumeurs

Sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation de formations anti-rumeurs. • Offre d'un catalogue d'activités anti-rumeurs. • Éditions de matériels et de ressources anti-rumeurs. • Impulsions de projets anti-rumeurs dans les territoires.
Communication	<ul style="list-style-type: none"> • Diffusion de campagnes de sensibilisation et diffusion d'informations pour contrecarrer les rumeurs et offrir d'autres regards sur une même réalité. • Diffusion de l'activité anti-rumeurs de la ville.
Participation	<p>Travail, de manière partagée, à la conception et au développement d'actions anti-rumeurs dans la ville avec les organismes, les services et les habitants qui font partie du Réseau BCN anti-rumeurs.</p>

En s'articulant autour de ces axes de travail, la Stratégie BCN anti-rumeurs comme politique publique est donc configurée comme une stratégie préventive, de communication et d'action sociale, territorialisée et transversale pour et avec la Ville de Barcelone. L'innovation, la flexibilité et l'adaptabilité sont quelques-unes de ses caractéristiques les plus remarquables.

Évaluation de la Stratégie BCN anti-rumeurs et défis pour l'avenir

Au cours de ces six ans de croissance et de consolidation, la Stratégie a impulsé deux importants processus d'évaluation. Le premier, en 2013, a été centré sur la mise en œuvre du projet, ainsi que sur certaines étapes atteintes et certains impacts obtenus¹¹. L'évaluation globale de la Stratégie est positive quant à son fonctionnement et à son utilité dans la réalisation de la tâche anti-rumeurs. On notera aussi la nécessité de travailler plus en profondeur pour diverses raisons : créer des liens entre les agents formés et le Réseau ; offrir une formation anti-rumeurs avec des outils plus pratiques et vécus de ce qui est émotionnel ; et développer des actions plus micros et des processus à partir de la territorialisation des actions anti-rumeurs dans les districts et les quartiers de la ville.

Ces recommandations ont été immédiatement incorporées à la Stratégie. Un exemple concret est la collaboration pionnière avec Barcelona Activa pour la création et le développement d'un projet anti-rumeurs à de multiples niveaux pour la promotion et la sensibilisation du commerce dans la diversité. Les quartiers participant sont des territoires de diversité culturelle élevée, qui ont été tout particulièrement frappés par la récente crise économique et traînent encore des carences sociales importantes. La tâche anti-rumeurs dans ce domaine du commerce a été centrée sur les quartiers de Roquetes,

11. Évaluation de la Stratégie BCN anti-rumeurs. Rapport final. 2013. <http://ajuntament.barcelona.cat/bcnacciointercultural/ca/plans-treball-accio?page=1>

Activités pour démonter des rumeurs



Besòs, Raval, Zona Nord, Trinitat Vella, La Marina, El Bon Pastor et Poble Sec. Bien au-delà du domaine spécifique du commerce de proximité, le caractère transversal de l'action anti-rumeurs entre départements de la Ville a eu un impact sur la capacité d'impliquer de nombreux agents sociaux ainsi que les habitants, et de créer des outils de travail partagé dans différents districts de la ville. Une autre expérience d'action anti-rumeurs avec les habitants au travers du théâtre social dans le quartier de Ciutat Meridiana, aux caractéristiques similaires aux quartiers mentionnés ci-dessus, a été à l'origine d'un processus de travail en commun à long terme, tout en favorisant la responsabilité et l'implication des habitants non organisés pour l'amélioration du quartier et dans des thèmes plus complexes d'action contre le racisme quotidien.

Un deuxième processus d'évaluation a été entamé en 2015, cette fois-ci centré sur le fonctionnement, les manières de travailler et les actions du Réseau BCN anti-rumeurs au cours de la période 2012-2014¹². À partir du processus participatif engagé pour cette évaluation, un nouveau Plan d'Action pour la période 2016-2020 a été conçu de manière conjointe. Les défis à relever à l'avenir par le Réseau sont les suivants : améliorer les mécanismes de co-leadership des acteurs politiques, techniques et citoyens en faisant partie ; améliorer les synergies entre organismes ; donner davantage de cohérence entre la tâche anti-rumeurs et les méthodologies de travail interculturel ; créer de nouveaux espaces ainsi que de nouvelles méthodologies pour le Réseau pour une participation plus diversifiée ; améliorer la communication interne/externe du Réseau ; et améliorer les mécanismes d'évaluation de l'impact.

La Stratégie BCN anti-rumeurs, en tant que politique publique globale, fait face aux années à venir en mettant une emphase toute spéciale, entre autres, sur les axes d'action suivants : le caractère transversal ; la territorialisation ; l'impulsion et le soutien au nouveau Plan d'Action du Réseau ; l'action contre l'islamophobie et l'antigitanisme comme manifestations spécifiques de racisme et de discrimination ; l'approfondissement dans l'égalité des droits et des chances ; et l'incorporation d'un système d'évaluation avec des indicateurs d'impact.

Consciente de ses limitations et des obstacles structurels existants, sensible aux résistances et aux critiques de certains secteurs de l'arc politique et social, la Stratégie BCN anti-rumeurs veut avoir une incidence sur les structures génératrices de vulnérations des droits humains et de discriminations, et elle maintient son engagement ferme avec une vision du vivre ensemble dans la diversité comme une tâche partagée pour construire une ville où tout le monde pourra jouir d'une citoyenneté pleine et entière. ●



Sensibilisation citoyenne



Agent anti-rumeurs



En tissant le Réseau BCN anti-rumeurs

12. Évaluation du Plan d'Action du Réseau BCN anti-rumeurs 2012-2014. <http://ajuntament.barcelona.cat/bcnacciointercultural/ca/plans-treball-accio>

KAPS : Les colocations à projets solidaires

Ville de Rennes

Mission Jeunesse, Direction Associations, Jeunesse et Égalité

Afin de renforcer la solidarité et le mieux vivre ensemble, le projet KAPS propose aux étudiants la possibilité d'habiter, pour un loyer modéré, une colocation installée dans un quartier prioritaire, reliée à un projet social mené avec et pour les habitants du quartier

Les Kots-à-Projets (KAP) ont vu le jour en 1972 dans la ville de Louvain-la-Neuve, en Belgique. Un kot-à-projet est une association composée de 8 à 12 étudiants qui, en plus de vivre ensemble dans un logement communautaire (un kot), mènent à bien un projet permettant de créer du lien social. Le projet consiste habituellement à organiser des activités destinées aux autres étudiants ainsi qu'aux habitants des environs et à leurs enfants. Chaque kot-à-projet est spécialisé dans un domaine précis relatif par exemple à la culture, à l'aide humanitaire ou sociale, au sport ou encore à la protection de l'environnement.

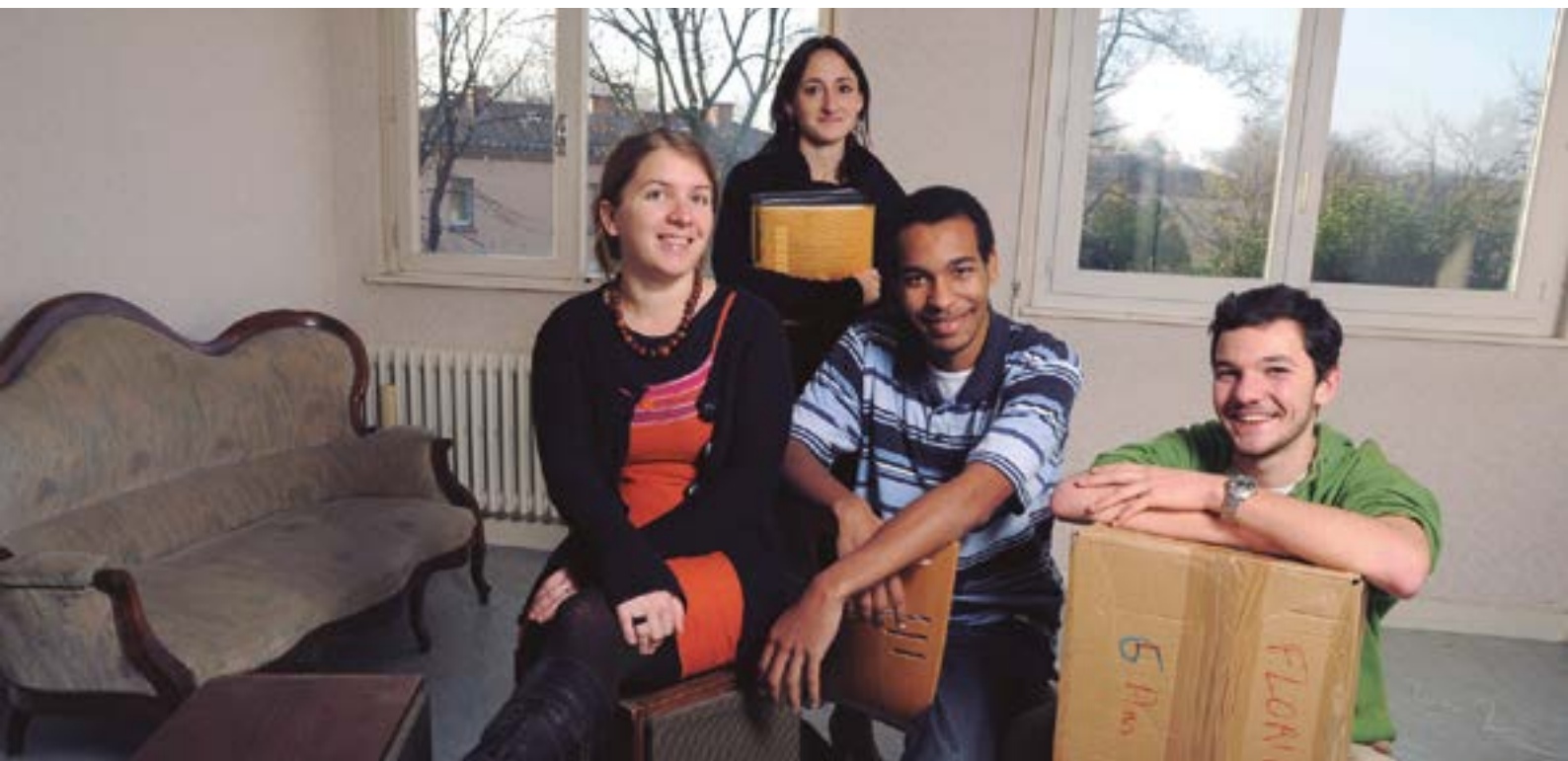
En 2011-2012, l'Association de la Fondation Étudiante pour la Ville (AFEV) a souhaité expérimenter une action similaire à Rennes pour favoriser le « vivre ensemble ». Des actions citoyennes et solidaires, impulsées par une dynamique étudiante, ont ainsi été mises en œuvre au sein des quartiers prioritaires. La ville de Rennes accueille plus de 66 000 étudiants qui fréquentent les écoles et campus universitaires. La présence d'un grand nombre de jeunes (un Rennais sur quatre est âgé de 15 à 24 ans) constitue une véritable richesse pour le dynamisme et la vitalité de la ville qui veille à leur offrir un cadre de vie favorable à la réussite de leurs études et soutient leurs initiatives dès lors qu'elles favorisent les solidarités collectives et intergénérationnelles.

Le dispositif de Colocations à Projets Solidaires (KAPS), né à Rennes il y a 5 ans, permet de proposer à des jeunes de moins de 30 ans, des étudiants et volontaires en service civique¹, d'habiter un appartement d'habitat social en colocation dans un quartier prioritaire, pour un loyer modéré. En échange, les colocataires construisent un projet pour les habitants de l'immeuble ou du quartier. L'idée est de mettre en place des projets pour créer ou renforcer des

UNE ASSOCIATION D'ÉDUCATION POPULAIRE FONDÉE SUR LA MOBILISATION D'ÉTUDIANTS SOLIDAIRES

L'AFEV existe depuis 2004 à Rennes. Chaque année, plus de 350 étudiants s'engagent dans des actions d'accompagnement individualisé d'enfants dans les quartiers. En tant qu'acteur du développement local, l'AFEV a souhaité développer d'autres terrains d'engagement pour les étudiants. La volonté est de tisser des liens de proximité entre des univers qui se côtoient peu : étudiants et habitants de quartiers populaires, quartier et université. Les acteurs du quartier, qu'ils soient associatifs, institutionnels, habitants ou étudiants partagent la volonté de créer plus de liens, d'élaborer des projets communs, de faciliter l'implication des étudiants, d'œuvrer au développement d'une vie estudiantine sur le quartier et d'une meilleure intégration de l'Université à la vie locale. Les locaux de l'AFEV se situent au cœur du quartier de Villejean, quartier qui accueille également l'Université de Rennes 2 et ses 25 000 étudiants, soit près de 40 % de la population étudiante rennaise.

1. Le service civique est un dispositif d'encouragement à l'engagement citoyen créé par la loi du 10 mars 2010. Il a pour objectif de renforcer la cohésion nationale et de favoriser la mixité sociale, et il offre la possibilité aux jeunes de 16 à 25 ans de s'engager pour une durée de 6 à 12 mois dans une mission d'intérêt général dans 9 domaines différents, reconnus prioritaires : éducation, solidarité, santé, culture et loisirs, environnement, développement international et humanitaire, mémoire et citoyenneté, sports, intervention d'urgence en cas de crise. Depuis août 2015, le service civique est élargi à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap.



activités solidaires dans les quartiers en y développant des actions autour de l'éducation, de la santé, de la culture, du développement durable, etc. Les thématiques, qui répondent aux problématiques locales, sont définies en amont sur la base d'un diagnostic partagé avec les habitants, les acteurs sociaux du quartier et la Ville.

L'affectation du logement et l'engagement dans le projet solidaire sont indissociables. Le mode de vie en colocation est choisi pour faciliter les échanges avec les autres étudiants autour d'un projet commun. Les projets solidaires menés par les étudiants ont pour objectifs de réduire les inégalités, de développer le lien social entre les habitants et de favoriser la rencontre entre des jeunes étudiants et des jeunes hors du système scolaire, en formation ou en recherche d'emploi.

Chaque année, dès le printemps et jusqu'à la rentrée universitaire, les colocataires sont recrutés et mis en relation avec les bailleurs sociaux pour la partie locative. Après un premier temps fort à l'automne entre les *kapseurs* et les habitants, des actions sont définies puis mises en œuvre de janvier à juin.

Tout au long de l'année, les *kapseurs* bénéficient d'un accompagnement de l'AFEV (salariés et volontaires en service civique) afin de les soutenir et de les guider dans les différentes étapes de leur projet. De l'aide à la constitution des dossiers de demande de logement à la mise en relation avec les partenaires des quartiers en passant par la méthodologie du projet (identification des ressources nécessaires à la réalisation du diagnostic de territoire, mobilisation des moyens, etc.), les étudiants bénéficient d'un suivi tous les 15 jours à raison de 2 heures par colocation d'octobre à juin, ce qui a représenté un total de 102 réunions toutes colocations confondues pour l'année 2015-2016.

LES ÉTUDIANTS, VÉRITABLES TISSEURS DU LIEN SOCIAL

Jessica, Antoine et Pétronille ont partagé une colocation dans une HLM du quartier de Maurepas pendant l'année universitaire 2015-2016. Ils ne se connaissaient pas auparavant et, pendant un an, ils ont vécu tous les 3 dans un appartement de 63 m² pour un loyer de 180 euros par mois chacun. Pétronille, étudiante en DUT Carrières sociales à Rennes 1, avait déjà participé à un projet similaire à Caen : « Même si nous avons parfois du mal à tout concilier, les KAPS, ce fut une vraie révélation ! ». À Rennes, le succès est au rendez-vous. L'AFEV reçoit en moyenne plus de 200 candidatures pour une trentaine de places. Le recrutement est basé uniquement sur des critères de motivation et de temps disponible. Les colocations sont toujours mixtes. Dans leur immeuble, les *kapseurs* ont improvisé des rencontres avec leurs voisins mais c'est un travail de longue haleine. En août dernier, les 3 colocataires ont laissé la place à d'autres étudiants. Pour Jessica, les KAPS, c'est avant tout une histoire de rencontres : « Ce système est un véritable tremplin, ça permet de tisser un réseau formidable ! ».

En 2015-2016, ce sont 8 colocations et 32 étudiants qui se sont répartis sur 3 quartiers d'intervention à Rennes. L'année 2016-2017, le dispositif KAPS s'est agrandi et a accueilli 2 nouvelles colocations. Ce sont donc 10 colocations et 36 *kapseurs* qui se sont mobilisés sur les quartiers de Villejean (5 colocations, 21 *kapseurs*), Maurepas (3 colocations, 9 *kapseurs*) et Bréquigny (2 colocations, 6 *kapseurs*).

Pour mener à bien son projet, l'AFEV est soutenue dans son action par des partenaires financiers : l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé), la Caisse des Dépôts et Consignations, la Caisse d'Allocations Familiales, la Ville de Rennes, l'Université de Rennes 2, les bailleurs sociaux – Espacil, Néotoa, Archipel Habitat et Aiguillon Construction – et la Fondation Abbé Pierre ; mais aussi par des partenaires opérationnels : les associations et structures des quartiers, les collectifs d'habitants et la Ville de Rennes.

Pendant l'année 2015-2016, 46 actions et animations de proximité ont été proposées tout au long de l'année permettant la mobilisation de plus de 700 habitants. À Villejean par exemple, le « vivre ensemble » a pris forme autour de jeux de piste, de goûters partagés, de projections de films d'animation et d'ateliers de décoration des halls d'immeubles. À Maurepas, les rencontres se sont faites



Jardin partagé, plantation organisée par des étudiants

DES QUARTIERS QUI BÉNÉFICIENT D'UNE ATTENTION PARTICULIÈRE DE LA PART DES POUVOIRS PUBLICS

Les quartiers de Villejean (18 500 habitants), Maurepas (20 300 habitants) et Bréquigny (13 900 habitants) sont des quartiers majoritairement d'habitat social construit dans les années 1960-1970 où résident un nombre important d'habitants ayant des ressources inférieures à 60 % du revenu moyen. Avec les quartiers du Blosne (18 200 habitants) et de Cleunay (14 000 habitants), ces 5 quartiers de la ville de Rennes bénéficient d'une politique spécifique, appelée Politique de la Ville, qui vise à réduire les inégalités sociales et les écarts de développement entre les territoires, et à enrayer la dégradation des conditions de vie dans les quartiers défavorisés. Pour atteindre cet objectif, les collectivités locales et l'État mobilisent tous les acteurs concernés pour agir simultanément sur de multiples leviers : le développement social et culturel, le développement économique, l'éducation, l'emploi, la santé, le sport, la rénovation urbaine et l'amélioration du cadre de vie, la sécurité, la citoyenneté, l'accès aux droits et la prévention de la délinquance, etc. La participation des habitants, des associations et des acteurs économiques occupe une place importante dans l'élaboration et la mise en œuvre des actions.

LE PARTENARIAT AVEC LES BAILLEURS SOCIAUX

Acteurs à part entière du projet KAPS, les bailleurs sociaux mobilisent des logements adaptés à la colocation, assurent la gestion locative, s'impliquent dans le cofinancement des colocations à projets solidaires et participent au suivi et à la mise en œuvre du projet social des *kapseurs* via un comité de pilotage et deux comités techniques par an.



Concert de jazz, activité organisée par des étudiants

autour d'un temps fort, le Tour de France des Quartiers, avec son concert, ses ateliers d'écriture et ses repas partagés. À Bréquigny, la convivialité et l'entraide étaient de mise avec des goûters, des jeux de société et des échanges de services avec la présentation du Système d'Échange Local (S.E.L.)².

Au final, ces actions ont permis à des habitants de se rencontrer et d'échanger, de mieux connaître les acteurs du quartier, de s'entraider, de mettre en place une dynamique territoriale. Si les actions mobilisant des enfants permettent d'aller plus facilement au contact des parents, la création de liens s'opère plus facilement autour de repas partagés. Le jeu et la convivialité contribuent à favoriser le « mieux vivre ensemble ». Pour les habitants des quartiers prioritaires, la présence des *kapseurs* permet de créer de la mixité, d'insuffler dans leur vie quotidienne à la fois de la vitalité et de la quiétude. Les étudiants engagés se découvrent quant à eux une utilité sociale et l'action citoyenne qu'ils mènent leur donne de la légitimité et de la reconnaissance. Le projet KAPS est un créateur de lien social. Il permet de faire se côtoyer des habitants parfois isolés, repliés sur l'espace privé et de construire des ponts entre le quartier, la Ville et l'Université. ●

L'EXPÉRIENCE KAPS, ÇA VOUS A APPORTÉ QUOI ? - TÉMOIGNAGES DE KAPSEURS

« J'ai pu découvrir le quartier et ses habitants ; avoir un rapport différent avec les voisins, par rapport à mes anciens appartements. De chouettes actions organisées et des rencontres. »

« J'ai compris que la relation entre voisins pouvait être autre chose que bonjour et au revoir. »

« Ce projet m'a forcée à être plus ouverte aux autres, aux personnes qui sont proches de moi géographiquement, à partager avec les enfants du quartier et à m'adapter à leurs différents caractères. Il m'a rendue plus tolérante, plus consciente des autres. »

« Voir que dans un projet qui s'inscrit sur du long terme le qualitatif est plus important que le quantitatif. »

2. Un système d'échange local est un système d'échange alternatif au système monétaire et économique traditionnel. Il rassemble, au sein d'une association ou d'un réseau, des personnes qui échangent entre elles des biens ou des services, sans souci mercantile et sans utiliser d'argent. L'objectif est d'accéder à des échanges égaux et de tisser des liens.

**Association internationale
des Villes éducatrices
(AIVE)**

C/Avinyó 15, 4^a planta
E-08002 Barcelone

Coordination :

Aina Tarabini, professeure
de Sociologie de l'Éducation
à l'Université autonome de
Barcelone

Coordination technique :

M^a Àngeles Cabeza Santano,
Secrétariat de l'AIVE

Traductions :

Michel Levaillant

**Révision de style et
corrections :**

Michel Levaillant

© de l'édition :

AIVE

**© des entretiens et des
articles :**

Les auteurs

© des photographies :

Spécifié à chaque photo
Photographie de la
couverture : Ville de Genève

Photographie de l'intérieur
de la couverture et de la
quatrième de couverture :
Ville de Barcelone

Maquette :

Cristina Vidal, Image et
Production éditoriale, Ville de
Barcelone

Impression :

Gramagraf, S.C.C.L

Date de publication :

Juin 2018

Dépôt légal :

B-17.466-2009

ISSN :

2013-4045

Toute forme de reproduction,
distribution, communication
publique et transformation de
ce travail sans l'autorisation
des détenteurs de la propriété
intellectuelle est interdite, sauf les
exceptions prévues par la loi.



International Association of
Educating Cities
Association Internationale des
Villes Éducatrices
Asociación Internacional de
Ciudades Educadoras

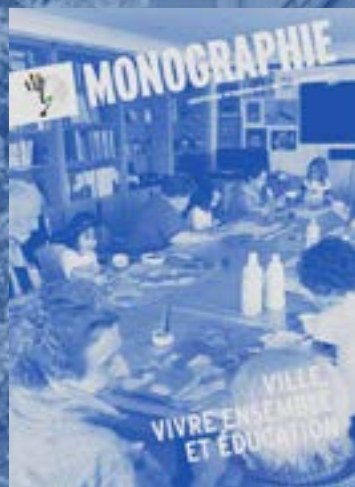


Avinyó, 15 - 4^a planta - 08002 Barcelona
Tel: +34 93 342 77 20 - Fax: +34 93 342 77 29
edcities@bcn.cat
www.edcities.org

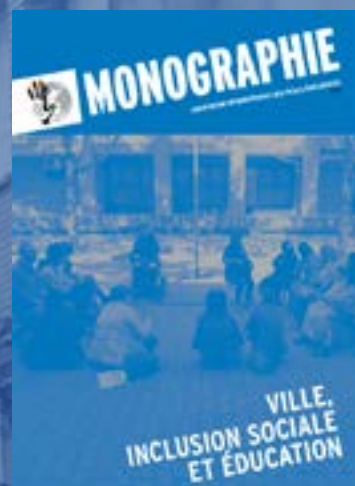


**Ajuntament
de Barcelona**

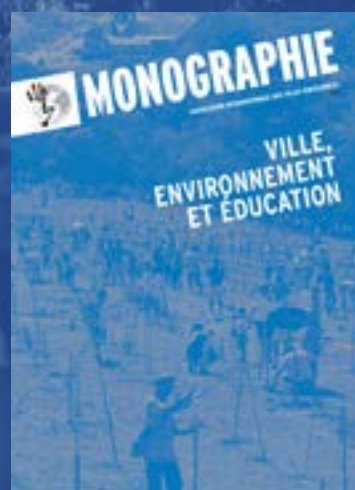
Collection de monographies



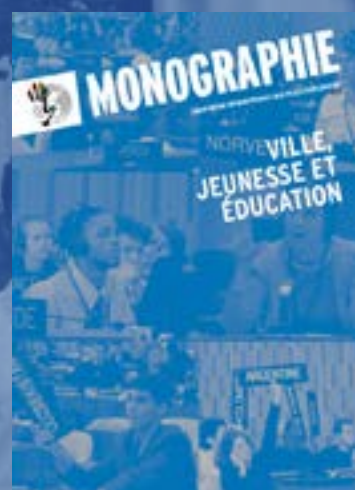
**Ville, Vivre ensemble
et Éducation**
N°6



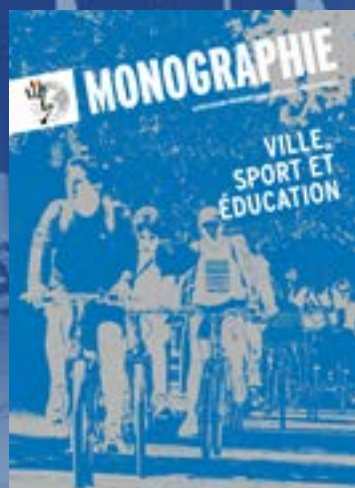
**Ville, Inclusion sociale
et Éducation**
N°5



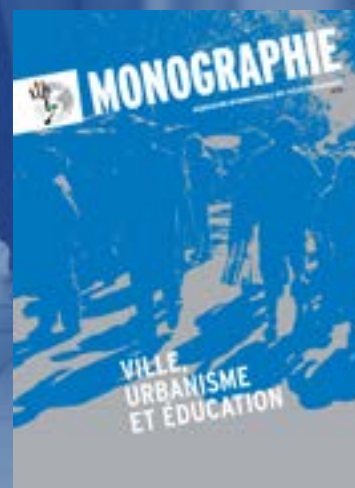
**Ville, Environnement
et Éducation**
N°4



**Ville, Jeunesse
et Éducation**
N°3



**Ville, Sport
et Éducation**
N°2



**Ville, Urbanisme
et Éducation**
N°1

International Association of
Educating Cities
Association Internationale des
Villes Educatrices
Asociación Internacional de
Ciudades Educadoras



« Avec l'industrialisation et l'urbanisation, notre société s'est diversifiée et l'espace vital a été enfermé et structuré ; et, comme l'espace de communication pour les habitants a disparu, le sens de la communauté s'est affaibli. Dans cette situation, il est naturel que le rôle de l'espace public soit plus important en tant qu'espace de communication qui favorise le vivre ensemble parmi les habitants. »

M. Lee Kyung-hoon, maire de Saha-gu